

**L'armée de terre  
prévoit de garantir  
un plan de carrière  
à ses engagés**

LIRE PAGE 8

**Fondateur : Hubert Beuve-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

1

Algérie, 1 BA ; Maroc 1 dir.; Tunisie, 100 m.;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch.; Belgique,  
0 fr.; Canada, 10 c.; Espagne, 10 pes.;  
Espagne 18 pes.; Grande-Bretagne, 1 s.; Grèce,  
15 dr.; Iran 45 rih.; Italie, 250 l.; Liban, 125 p-  
Luxembourg, 9 fr.; Norvège, 3.50 kr.; Pays-Bas,  
0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse,  
0,80 fr.; T.S.M., 75 cts.; Yougoslavie, 8 d. n.d.

Les ad. abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS  
75017 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Télex Paris m 65572  
Tél. : 770-91-29

## Le Congrès américain va lever les restrictions au commerce avec l'Union soviétique

relations par soviéto-américaines. Il s'agit d'un fait d'importance majeure qui vient d'être consacré par l'émigration des citoyens américains — et surtout des juifs — à bon droit très présente, et ce un progrès de la détente des Super-Grands, puisqu'il s'agit de la première fois que le foyer de la classe la plus pauvre et la plus favorisée, et donc la plus nombreuse, des Etats-Unis, M. Nixon l'aurait promis à la fin de l'année 1972, de recevoir des réfugiés américains. Toutefois, il n'a pas été conclu entre les deux pays, et les deux piliers du pouvoir américain, l'Administration et le Congrès, qui s'opposaient depuis quelques mois sur le nombre de réfugiés d'un tiers pays (S.S.) qui pourraient émigrer en quatorze (Israël), il faut dire que le Congrès ne donne pas la détente, et des mesures économiques avec les Etats-Unis.

ambiguïtés de l'accord  
venait aussi à la mesure de  
l'ajet de cette situation et  
complexité de la procédure  
a. Si l'on comprend bien, les  
liques se sont simplement  
gés à respecter dans l'examen  
de la partie accorde, tandis  
certain nombre de règles rela-  
tivement peu compromettantes au  
de leur propre lois -  
moins telles qu'elles sont rédi-  
et non telles qu'elles ont été  
souvent appliquées jusqu'à  
interprétant ces assu-  
M. Kissinger escompte  
augmentation du nombre des  
de la partie accorde, tandis  
le sénateur Jackson, interpré-  
à son tour cette interpré-  
n, croit pouvoir parler de  
nente mille sorties par an. Ce  
re est important si l'on songe  
quatre-vingt-quinze mille  
ont été accordés depuis  
applissement de la politique  
par le Kremlin en la  
re, à la suite du procès de  
de la partie accorde, tandis  
et que les sorties pour cette  
a, en baisse sensible sur 1973  
d'environ vingt-deux mille  
à présent. Un aspect impor-  
tant des compromis Kissinger-  
on est toutefois que les  
rés se réserve le droit  
réciter dans les faits la si-  
né des dirigeants soviétiques  
à l'avantage de la partie  
accorde, sous réserve que  
amun dans dix-huit mois si  
renn n'a pas été à la  
ur de ses étranges « pro-  
a pour effacer cette péni-  
bression que, dans le même  
Moscou renforce son sou-  
à l'encontre des Palestiniens et  
à l'encontre du peuple à la  
roya national ».  
fait, M. Brejnev continue de  
x la préférence à sa politi-  
détente avec les États-  
dans laquelle il voit à la  
une solution aux difficultés  
miques de son pays et anse  
à des personnes engagées  
à la partie accorde, tandis  
de la partie accorde, tandis  
des choses ont changé à la  
Blanche avec le départ de  
son et que la crise économi-  
cionale atténue quelque peu  
poids de coopération qu'un  
au neurir à Moscou.  
simple vient à ce propos  
fourd dans le domaine des  
de céréales. Certes,  
x, secrétaire américain à  
ulture, vient d'annoncer  
nouveau contrat est actuel-  
li négocié avec Moscou et  
accrera les livraisons de  
à Moscou, notamment par la  
Blanche. Mais l'histoire est  
être oubliée : l'U.R.S.S. ne  
plus compter sur des  
sans illimitées, disponibles à  
moment, de blé américain  
à compenser ses mauvaises  
es.  
le plan politique également  
rident Ford, moins engagé  
nuellement dans l'opération  
son précédent, entend  
ayer les concessions qu'il  
à son partenaire, et cela  
un plus qu'il est talonné par  
accrêts plus puissants et plus  
illicite que par le passé.

Plusieurs développements concernant directement ou indirectement le Proche-Orient sont intervenus ces dernières vingt-quatre heures ou sont en cours.

● A WASHINGTON, à la suite d'un accord réalisé sous forme d'échange de lettres entre M. Kissinger et des représentants du Congrès confirmant « les critères et pratiques qui déterminent désormais l'émigration à partir de l'U.R.S.S. », le sénateur Jackson a accepté de suspendre pour une période de dix-huit mois l'amendement qui porte son nom et qui interdit l'immigration américaine d'accorder à l'Union soviétique.

L'agence Tass a ajouté, à propos des entretiens soviéto-égyptiens : « Les interlocuteurs se prononcent pour que les représentants de l'Organisation pour la libération de la Palestine puissent continuer à avoir une base parisienne, tout comme les autres délégués, à la conférence de paix de Genève sur le Proche-Orient. Les parties accuseront pour la reprise des travaux de la conférence dans un proche avenir ».

● A BEYROUTH, M. Saïva-gargues était attendu ce samedi après-midi 19 octobre pour une visite officielle de deux jours. Le ministre des affaires étrangères aura lundi matin un entretien avec M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine, puis gènera dans l'après-midi Amman, où il rencontrera mardi le roi Hussein.

● AU CAIRE, une délégation européenne arrive ce samedi pour poursuivre le dialogue euro-arabe avec des représentants de la Ligue arabe. Elle est composée de quatre représentants de la présidence des Communautés européennes (actuellement assumée par la France) et de deux représentants de la Commission de Bruxelles.

tique, notamment en matière de crédit, les bénéfices de la clause de la nation la plus favorisée. Selon le sénateur, le compromis intervenu permet d'espérer que soixante mille juifs soviétiques seront autorisés à émigrer chaque année. Salué à Jérusalem comme un grand succès, l'accord est violemment critiqué du côté arabe.

● A MOSCOU, dans un texte publié à la suite de la visite de M. Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, l'agence Tass affirme le droit des Palestiniens de créer un « foyer national » — ce qu'avait déjà déclaré M. Brejnev le 11 octobre (le Monde des 13-14 octobre).

M. Sauvagnargues reprend ce samedi la « croisade » au Proche-Orient commencée par son prédécesseur. M. Jobert était allé à Djeddah, Koweït, Damas et Bagdad. M. Sauvagnargues séjourne jusqu'à lundi à Beyrouth et sera à Amman mardi. Il a pour thème principal de son itinéraire politique : le Liban et la Jordanie n'ont aucun pétrole à monnayer, et leur commerce avec la France est relativement faible. Mais les relations franco-libanaises sont fondées sur une très ancienne amitié. Le Liban est une terre d'élection pour la civilisation arabe. Dans les moments de péril, le général de Gaulle l'avait assuré qu'une atteinte à son intégrité « ne laisserait pas la France indifférente ». Avec la Jordanie, la France entretient des liens beaucoup moins étroits. Les deux royaumes hashémite jouent une première rôle dans le conflit israélo-arabe.

Les deux Etats ont en commun d'être accablés par la présence sur leur territoire de centaines de milliers de réfugiés et d'êtres humains

ment mêlés au drame des Palestiniens. Aussi est-ce à leur sujet que le ministre français pourra ramener de son voyage les informations les plus sérieuses. A Beyrouth, M. Sauvagnargues rencontrera M. Yasser Arafat, ce qui constituera, à n'en pas douter, un événement important de son séjour au Liban. Il y a huit jours, on le sait, la France, avec cent cinq autres Etats, a reconnu l'Assemblée générale de l'ONU l'organisation dont il est le chef, l'O.L.P., comme « représentant du peuple palestinien ». Lors de son séjour au Liban, il lui faudra quelque témérité au ministre français pour affronter, à la fin du mois, les dirigeants israéliens à Jérusalem.

Ce n'est là, au demeurant, qu'un épisode d'un flirt franco-arabe de plus en plus poussé. Les ministres arabes se succèdent en privé à Paris, où le prince Faisal, vice-premier ministre d'Arabie Saoudite, est attendu, en visite officielle au début de novembre.

**MAURICE DELARUE.**

(Lire la suite page 4.)

## M. Fourcade refuse d'indexer l'épargne sur la hausse des prix

Les taux d'intérêt servis aux épargnants ne seront pas indexés sur l'augmentation du coût de la vie, a déclaré vendredi 19 octobre M. Fourcade à l'Assemblée nationale. Le ministre de l'économie a répondu à une question posée par M. Bouloche (P.S.), a cependant indiqué que des mesures étaient étudiées pour encourager l'épargne par le biais de réductions d'impôts sur les souscripteurs d'actions et d'obligations. Interrogé il y a quelques jours sur le même sujet, M. Chirac avait été moins catégorique, puisqu'il avait déclaré que l'indexation de l'épargne, si elle posait de difficiles problèmes, n'était pas absente des réflexions gouvernementales. Il a précisé que sur ce sujet le gouvernement n'ait pas encore arrêté sa position.

L'épargne et les épargnants ont trop attendu. Le vendredi 10 février, l'Assemblée nationale leur champion en la personne de M. André Bouloche, pour le député de la Seine-Saint-Denis, a déclaré que connaît la France a entraîné cette année pour les épargnants une perte de 16,5 % de leur épargne. L'ordre de 9 %... La hausse des prix entre 1973 et 1974 aura été de 16 % environ et le taux d'inflation de 1974 de 18,5 %. Le livret A de caisse d'épargne de 6,5 % seulement. « Les épargnants auront donc perdu 16,5 % de leur épargne », a-t-il déclaré. 40 milliards de francs si l'on considère l'ensemble de l'épargne en incluant les banques. « La dévaluation a entraîné la baisse du pouvoir d'achat de l'épargne populaire ? » Un énorme transfert s'opère au détriment des épargnants. Le grand risque de détournement du patrimoine sert aux investissements de l'appareil productif », a affirmé M. Bouloche.

et cinq ans, M. Fourcade a montré que les avantages fiscaux obtenus ont un taux d'intérêt de 6,5 %. « Il n'était pas très éloigné du taux d'inflation », a-t-il ajouté. Le premier épisode d'épargne de 1,5 % accordée aux titulaires de livrets A et B jusqu'à la fin de 1973 a été de 1,5 % et le second, en avril à celui de l'inflation. »

Après une pareille description de la situation, les députés l'ont qualifiée de « catastrophe ». L'épargne ne pouvait s'attendre à une bonne surprise. D'autant que M. Fourcade ne la leur a pas présentée comme un cadeau. Il faut bien qu'ils rendraient à reconnaître l'inflation, à accentuer sa généralisation et à renoncer à l'usage de l'argent pour les grands équilibres, le gouvernement étudie des mesures pour améliorer la protection de l'épargne, que l'épargne soit à court ou long terme et des souscriptions d'actions et d'obligations.

(Lire la suite page 6.)

(Lire la suite page 6.)

Lire page 7  
l'article de M. DUVERGER :  
**UN DROIT DE VETO  
CONSTITUTIONNEL**

**« Je veux amener le gouvernement fédéral  
vers des positions irréversibles en ce qui concerne le fuit français »  
nous déclare M. Pierre-Elliott Trudeau**

Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, arrive le lundi 21 octobre à Paris pour une visite officielle de trois jours, la première depuis son arrivée au pouvoir, il y a six ans. Il rencontrera, lundi en fin d'après-midi, le président Giscard d'Estaing, après s'être entretenu avec M. Jacques Chirac.

« Ce voyage est le premier que vous faites en France depuis que vous êtes premier ministre, c'est-à-dire depuis six ans. Pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps, notamment pendant toute la présidence de Georges Pompidou, pour qu'il ait lieu ? Est-ce seulement aujourd'hui que les Français en France en

une interview, dans laquelle il fait le point des relations franco-canadiennes et affirme sa volonté « d'amener le gouvernement fédéral vers des positions irréversibles en ce qui concerne le fait français ».

Lundi soir, l'émission télévisée « Actuel II » sera consacrée à un dialogue entre M. Trudeau et quatre journalistes de la presse écrite.

du ski à Courchevel, je me suis rendu sur la Côte d'Azur en 1969-1970. Je suis allé aussi à Paris pour les funérailles de M. Pompidou. Mais ce voyage est en effet le premier que je fais à titre officiel. A ce propos, j'ai souvent entendu dans la bouche de Français une expression qui peut-être explique la situation : « Je ne fais pas de voyages business, j'en fais des voyages humanitaires ».

les relations entre pays. Il me semble que toute la période du président Pompidou a été un virage lent vers des rapports meilleurs, des rapports normaux entre la France et le Canada. Après l'incident de 1967, il y a eu certainement une période de froid. Après l'élection du président Pompidou, les rapports ont recommencé à prendre de la chaleur, mais cela a pris du temps. C'est là l'explication la plus simple que je peux faire sur cette période sur laquelle je consens à tourner la page.

(Lire la suite page 2.)

### L'exemple « Stefano »

Au moment où quelques hommes dans les ministères, assistés d'un appareil administratif presque inné, cherchent à inventer les systèmes de freins et de contrepoids institutionnels qui doivent (à leurs yeux) garantir le caractère de « service public » de la radio-télévision nouvelle manière, ceux qui font les programmes, les producteurs, les réalisateurs, s'interrogent sur le caractère même du « service » qu'ils doivent rendre au « public ». Les premières remises en question, les premières critiques, les premières critiques et de spectateurs de bonne volonté, ont affirmé la nécessité que la télévision soit le « témoin de notre temps ». Affirmation possédée qui s'est traduite par des engagements subits pour la production des télévisions étrangères (vue hors du contexte général des programmes du pays considéré) et des programmes de « coproduction ». L'idée de contemporanéité était prise au premier degré, les essais sur le recuil historique, la réflexion culturelle, philosophique ou artistique, ont été jugés de peu d'intérêt. Parmi les émissions les plus critiques : « Ici peut-être », de Gérard Choucair, « Antoine et Flore », de Jean-Claude Lattès, « L'air du temps », de José Bercoz, et « Stefano », de Bernard Bouthier.

Les trois premières ont déjà été présentées à la télévision française. Les films représentent, chacune à sa manière, une volonté de rééquilibrer les relations entre le réel et le fictionnel. La quatrième, « Stefano », diffusée jeudi 24 sur la 1<sup>re</sup> chaîne, est la première dramatique de Benoît Leca. Elle est une œuvre qui ne pouvait être, jusqu'ici, de raconter l'histoire documentaire avec les « charmes » de la dramatisation, il s'inspire d'une nouvelle de Pavese, il a su s'émuler, trouver un autre langage que celui du documentaire. L'œuvre que nous n'est pas celui de l'illustration, mais d'un langage documentaire, d'un langage romanesque dont le maître est l'auteur. L'œuvre de Benoît Leca est une œuvre de Claude Santelli. Un troisième voie, étroite, exigeante, qui n'est ni le documentaire et le cinéma, ni le roman, mais une œuvre qui se veut un rabais, semble ainsi s'ouvrir à une œuvre qui n'est pas celle de l'illustration, mais d'un langage documentaire, d'un langage romanesque dont le maître est l'auteur. L'œuvre de Benoît Leca est une œuvre de Claude Santelli. Un troisième voie, étroite, exigeante, qui n'est ni le documentaire et le cinéma, ni le roman, mais une œuvre qui se veut un rabais, semble ainsi s'ouvrir à une œuvre qui n'est pas celle de l'illustration, mais d'un langage documentaire, d'un langage romanesque dont le maître est l'auteur.

(Lire page 11)  
l'article de MARTIN EVEN.)

## Si Versailles m'était conté

Si Versailles m'était conté, j'attendrais une plus belle histoire, celle de la VI<sup>e</sup> République par exemple. Mais il semble bien difficile de l'écrire quand il y a déjà tant de ratûres, que de toutes les réformes proposées, imaginées, souhaitées, suggérées, il n'en reste plus qu'une. Donc on aura bien du mal à montrer qu'elle change le fond des choses.

Etait-il bien utile d'aller réveiller les ombres du Roi-Soleil et des républiques crépusculaires pour donner aux parlementaires le droit, qui devrait appartenir à tous les citoyens, de savoir ce que signifie le mot le plus long de la langue française : « anticonstitutionnellement » ?

ROBERT ESCARPIT.

**ROBERT ESCARPIT.**

*un excellent programme*

**anet**

## LE PRIX DE FLORE

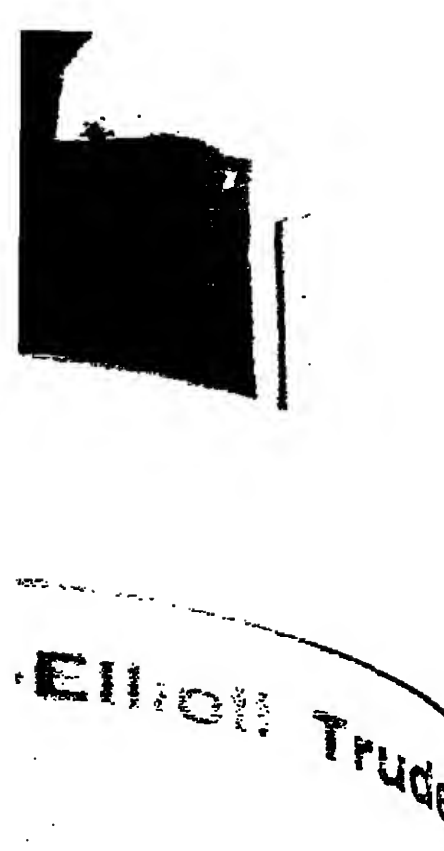
**pour pouliches de 3 an**  
**2.100 mètres**

**100.000 F à la gagnante**









سكيا في الامم

Elion Truden

# EUROPE

# AFRIQUE

## LES RÉSULTATS DE LA RENCONTRE DE VARSOVIE

### Les partis communistes d'Europe comptent se réunir en Allemagne de l'Est « vers la moitié de 1975 »

La rencontre consultative des par-  
tis communistes d'Europe a pris fin  
vendredi 18 octobre. Le communiqué  
final, approuvé à l'unanimité, sou-  
haite qu'une conférence des partis  
communistes de l'Est ait lieu en Répu-  
blique démocratique allemande « au plus tard  
la moitié de 1975 ». Les Yougo-  
slaves avaient accepté d'être repré-  
sentés à la réunion préparatoire  
à la réunion préparatoire. Ils n'avaient pas pris l'en-  
gagement de participer à une confé-  
rence plénière.  
Le communiqué donne la liste des  
partis qui étaient représentés à Var-  
sovie (1) et précise :  
« Il a été jugé souhaitable que la  
réunion se tienne au plus tard  
la moitié de 1975.  
« Il a été convenu que la confé-  
rence devra être consacrée à la lutte  
pour la paix, la sécurité, la coopé-  
ration et le progrès social en Europe.  
Le souhait exprimé de voir la  
réunion se tenir en République  
démocratique allemande a été cordie-  
ment accueilli par les représen-  
tants du parti socialiste unifié d'Alle-  
magne.  
Les participants de la rencontre  
ont félicité de l'atmosphère de  
coopération et de coopération tra-  
vaillant dans laquelle s'est déroulée  
la consultation conformément aux  
principes d'égalité des droits, de  
respect de l'opinion de tous les par-  
tis et de la volonté d'aboutir à des  
résultats communs.  
Ils se sont déclarés résolus à  
parler et à tenir la conférence dans  
le même esprit.  
Une rencontre préparatoire des  
partis communistes et ouvriers d'Eu-  
rope se tiendra au mois de décem-  
bre 1974 ou de janvier 1975.  
Au cours des débats, M. Pono-  
marev (U.R.S.S.) a dit que la confé-  
rence devrait élaborer et formuler  
une plate-forme politique concrète  
liant étroitement le problème de  
la coopération à la coopération  
économique.  
M. Ponomarev a souhaité également

## Grande-Bretagne

Pour mieux « séduire » les quatorze députés nationalistes

### M. Wilson nomme un ministre chargé de la régionalisation

De notre correspondant  
Londres. — M. Wilson a rema-  
nié son gouvernement, mais si la  
liste des modifications annoncées  
vendredi 18 octobre est assez  
longue, il ne s'agit en fait que  
d'une « valise » de secrétaires  
d'Etat et de secrétaires parlemen-  
taires, dont les noms sont tout à  
fait inconnus du grand public.  
Cet « immobilisme » ne sur-  
prend pas. M. Wilson n'avait-il  
pas soutenu, pendant toute la  
campagne électorale, qu'il dispo-  
sait de la plus solide équipe mi-  
nistérielle qu'il n'ait jamais gouverné  
le Royaume-Uni ?  
La seule décision inattendue est  
le maintien à son poste de  
M. Robert Mellish, le « chief-  
solicitor » du gouvernement à la  
Chambre basse, qui a pour tâche  
de maintenir la discipline de vote  
au sein du groupe parlementaire  
et d'assurer la présence de tous  
les membres lors des scrutins. La  
majorité gouvernementale étant  
très réduite, il s'agit là d'une  
fonction essentielle. M. Mellish  
avait été déchargé.  
L'aspect le plus important de la  
réorganisation gouvernementale  
intéresse surtout l'Ecosse et les  
Pays de Galles. Un service a été  
créé pour préparer les projets de  
régionalisation. A sa tête se  
trouve M. Short, lord président du  
Conseil et leader de la Chambre

## Kenya

### La démocratie entre les apparences et les réalités

Sur 158 membres élus (1)  
qui comptent la nouvelle Assem-  
blée nationale kenyane, élus le  
14 octobre, 70 seulement ont  
appartenu à l'ancien Parlement.  
En effet, 88 députés sortants  
n'ont pas retrouvé leur siège.  
Parmi les personnalités battues  
figurent 13 ministres adjoints  
et 4 ministres : M.A. Njoroge  
Mungai (affaires étrangères),  
Odongo Omondi (ressources na-  
turelles), Eliud Ngala Mwendu  
(travail) et Juxton Shako  
(tourisme). Inhabituels dans un  
scrutin africain, de tels résul-  
tats appellent des commen-  
taires.  
Contrairement aux appa-  
rences, ces votes ne modifieront  
rien de l'échiquier politique  
national. En effet, seul le Kenya  
Africa National Union (KANU),  
parti unique, présentait des  
candidats. Dans ces conditions,  
le scrutin du 14 a tenu lieu  
d'élections primaires au sein  
du KANU. Les 740 per-  
sonnes en concurrence avaient  
toutes recues l'investiture des  
dirigeants du KANU, et les  
8 parlementaires qui étaient  
candidats uniques dans leur  
circonscription ont été élus  
d'office. M. Kenyatta, chef de  
l'Etat, député de Gatundu, et  
M. Aworo, vice-président  
parmi ceux-ci.  
Les questions de personnes et  
des problèmes tribaux ont, une  
fois de plus, dominé la consul-  
tation électorale. C'est ainsi  
que parmi les nouveaux élus  
figure M. Peter Muiugi Kenyatta,  
fils aîné du président.  
D'autre part, le ministre des  
affaires étrangères a été battu  
par le docteur Johnstone Mu-  
tiora, qui est un des anciens  
leaders de la rébellion « mau-  
mau ».  
Irrégularités et incidents ont  
marqué le déroulement d'un  
scrutin qui n'a sans doute  
guère été plus démocratique que  
celui d'autres points du conti-  
nent noir. Dans un district situé  
près de la frontière ougandaise,  
plusieurs personnes ont été  
blessées le jour du vote, la  
police étant intervenue bru-  
talement. Des échouffourées  
avaient eu lieu dans la ban-  
lieue de Nairobi pendant la

## Italie

### affaire des tentatives de coup d'Etat de droite vaut à M. Andreotti des ennuis avec le parquet de Rome

De notre correspondant  
Rome. — Quant il transmit le  
septembre dernier au parquet  
Rome un dossier sur trois  
soutiens présumés de coups  
d'Etat, M. Andreotti, ministre de  
la Justice, prévoyait sans doute  
il ferait sensation. On lui a  
leurs reproché d'avoir voulu  
ner ainsi sa publicité person-  
nelle. Mais se doutait-il que les  
distracts allaient se joindre aux  
tipiques et à ses concurrents po-  
tiques habituels pour le harce-  
ler de questions et le soupçonner  
de ne vouloir que la justice  
une partie de la vérité ?  
L'affaire prend des proportions  
de jour en jour plus importantes.  
Andreotti a été reçu vendredi  
18 octobre par le président de la  
publique en compagnie de  
Rumor.  
Andis que les socialistes  
aient la réunion du conseil  
ministériel, la commission de  
mise de la Chambre se prépare  
à entendre mercredi ou jeudi pro-  
chain une communication de  
Andreotti. Le fait que deux  
membres de la commission, dépu-  
té du Mouvement social italien,  
nt impliqués dans le « coup  
d'Etat » de décembre 1970 don-  
ne à un caractère un peu parti-  
culier à cet exposé et au débat  
le suivra.  
Sur le moment, l'attention se  
sur le général Vito Miceli,  
en chef du service de contre-  
espionnage (SID), dont le cas a  
été le général fut placé le  
juillet dernier à la tête du  
sième corps d'armée, mais  
sa nomination fut suspendue  
1 mois plus tard sur ordre du  
général. M. Andreotti réclama  
octobre. A ses services, une  
note sur les rapports du gé-  
néral Miceli avec ceux qui, en  
1970, préparèrent le « coup  
d'Etat ». L'ancien chef du SID, qui  
ait faire l'objet peu après  
enquête judiciaire, contre-  
quas le 15 octobre en accusant  
Andreotti de n'avoir remis aux  
istrats un dossier expurgé  
om de plusieurs personnalités  
ortantes et de la mention des  
uls que les « putschistes » de  
l'extrême droite italienne, dont  
l'ex-général Laveglia et l'ex-ge-  
néral Caserio, tous deux condam-  
nés pour des attentats politiques  
dans leur pays, ont été arrêtés il  
y a quelques jours dans le canton  
des Grisons et expulsés, annonce  
la police de Berne.

## Irlande du Nord

### DE NOUVELLES FLAMBÉES DE VIOLENCE

### Les catholiques semblent décidés à obtenir la fin des internements sans procès

De notre correspondant  
Belfast. — La nouvelle flambée  
de violence qui balaye l'Irlande  
du Nord depuis que le mercredi 16  
octobre la prison de Long-Kesh, à  
une dizaine de kilomètres de  
Belfast, a pris une tournure dra-  
matique vendredi 19, où un  
jeune garçon de seize ans a été  
tué au cours d'une confrontation  
avec les troupes britanniques. La  
mort de l'adolescent a suscité de  
vives émotions dans les milieux  
catholiques. M. Paddy O'Hanlon,  
du parti catholique S.D.L.P. (tra-  
vailleurs sociaux démocrates), a été  
saisi d'un crime commis de  
sang-froid et a demandé une  
enquête.  
De plus, le problème de l'inter-  
nement est au centre de la crise,  
du moins pour la population  
catholique. Fière de ses hommes  
couchant presque à la belle étoile  
dans la prison de Long-Kesh et  
actuellement les visites sont inter-  
dites. Une vingtaine d'hommes  
blessés, dont un mort, ont été  
mercredi soir sont encore à l'hô-  
pital. Aussi, une vive tension est-  
elle perceptible dans les ghettos  
de Belfast, et dans d'autres villes  
de la province, en particulier à  
Derry, à Strabane et à Newry. De  
nouveaux les jeunes de ces quar-  
tiers mettent le feu à des autobus  
ou à d'autres véhicules et s'atta-  
quent à l'armée britannique qui  
riposte en tirant des balles de  
caoutchouc.  
On sent partout cette fois la  
détermination d'obliger le gouver-  
nement britannique à mettre fin  
à ce que les catholiques ont tou-  
jours considéré comme une grave  
injustice à leur égard depuis que  
la détention sans procès a été  
décidée. Le 9 août 1971, par  
M. Brian Faulkner, alors premier  
ministre d'Irlande du Nord. Des  
hommes politiques d'Ulster, qui  
appartenaient non seulement au  
parti catholique, mais aussi à  
l'Alliance, ont même au parti loy-  
aliste de M. Paisley (le D.U.P.,  
unioniste démocrate), ont à plu-  
sieurs reprises demandé au gou-  
vernement britannique de mettre  
fin à cette pratique qui, à leur  
avis, ne fait qu'accroître l'in-  
fluence de l'I.R.A. provisoire.  
Le gouvernement britannique  
et en particulier l'archevêque  
d'Ulster, M. Merlyn Rees, ont déjà  
proclamé que la cessation de toute  
violence était la condition pré-  
alable à la libération des détenus.  
Il faut attendre maintenant les  
propositions que va faire M. Rees.  
Celui-ci a déjà annoncé qu'il ne  
laisserait pas influencer par les  
événements de ces derniers jours.  
Cependant tout porte à croire que  
le rapport sur l'internement que  
la commission présidée par le  
lord Gardiner, ancien Lord Chancelier  
britannique, se prononcera contre  
la politique actuelle du gouverne-  
ment. M. Rees pourrait alors pro-  
fiter de l'occasion pour modifier  
sa politique.

## Algérie

### M. BOUMEDIENE ANNONCE POUR 1975 LA « RÉVOLUTION SOCIALISTE »

« Le Caire (A.F.P.). — Le pré-  
sident Boumedienne, dans une in-  
terview publiée vendredi 18 oc-  
tobre, par le quotidien algérien  
Al Ahrar, indique que « l'Algérie  
construit en 1975 une nouvelle  
révolution, celle du socialisme ».  
Après avoir mis l'accent sur la  
nécessité d'instaurer dans son  
pays le socialisme, le chef d'Etat  
algérien déclare : « L'Algérie a  
acquis aujourd'hui son indépen-  
dance politique et est parvenue  
à développer son industrie. Cela  
nous a permis de préparer la base  
sur laquelle construire le socie-  
tisme dans le pays. C'est ainsi  
qu'il faudra opérer un change-  
ment radical sur le plan social

## Sikkim

● VINGT-DEUX DES TRENTE  
ET UN membres de l'Assem-  
blée nationale du Sikkim ont  
demandé, dans un télégramme  
adressé au gouvernement in-  
dien, qu'un nouvel accord bilatéral  
soit signé entre le petit  
Etat himalayen et l'Inde au  
lieu du statut d'association  
récemment voté par le Parle-  
ment de New-Delhi, annonce le  
Daily Telegraph.

## Suisse

● LES OPERATIONS DE VOTE  
POUR LE REFERENDUM sur  
l'initiative xénophobe visant à  
ramener d'un million à cinq  
cent mille le nombre d'étran-  
gers vivant en Suisse ont  
commencé le samedi 19 oc-  
tobre, à 8 heures. Elles dureront  
jusqu'à dimanche, 24 heures.  
De plus, grâce au système de  
« vote anticipé », rien que pour  
le seul canton de Genève, sur  
175 000 inscrits, 13 000 électeurs  
avaient déjà voté jeudi soir.  
Le même phénomène semble  
s'être produit dans l'ensemble  
des villes importantes du pays  
et, selon les responsables des  
bureaux de vote, un nombre  
important de personnes qui  
s'abstenaient régulièrement  
lors des consultations ont  
déjà voté. On s'attend à une  
participation élevée pour  
ce référendum. — (A.F.P.)

## Corée du Sud

● MUN SE KWANG, le Coréen  
qui avait le 15 août, tué  
Mme Park Chung Hee au cours  
d'une tentative d'assassinat du  
président Park, a été condamné  
à mort samedi 19 octobre à  
Séoul. — (A.F.P.)

## Espagne

● LE PEINTRE ESPAGNOL  
EDUARDO ARROYO, l'un des  
quatre commissaires de la  
Biennale de Venise, a, selon  
une bonne source, été appré-  
hendé vendredi 18 octobre à  
l'aéroport de Valence. M. Ar-  
royo réside normalement à  
Paris. D'autre part, les avocats  
du dramaturge Alfonso Sastre  
ont demandé vendredi l'a-  
mis en liberté provisoire de  
leur client, les charges rete-  
nues contre lui « ne consti-  
tuant pas un délit ».

## Ethiopie

● SELON L'AGENCE ETHIO-  
PIENNE DE PRESSE, un mil-  
lion de personnes risquent de  
mourir de faim dans la pro-  
vince du Harar, dans l'est de  
l'éthiopie, en raison de la sé-  
cheresse persistante.  
Le radio éthiopien a indi-  
qué que les responsables char-  
gés de la distribution des  
secours ne disposaient pas des  
moyens suffisants pour faire  
face à la situation. — (A.F.P.,  
Reuter.)

## Grèce

● DES POURSUITES PENALES  
ont été engagées le 17 oc-  
tobre, par le procureur  
général d'Athènes, M. Constan-  
tin Fakoutis, contre quatorze  
membres de la garde nationale  
d'Athènes, pour « abus de pou-  
voir » et « coups et blessures  
graves » contre vingt-cinq ci-  
toyens grecs pendant le régime  
dictatorial. Parmi les policiers  
incriminés figurent notamment  
M. Evangelos Mallios,  
Petros Babas et Karapavlos  
et C. Stamatis, publique-  
ment dénoncés comme les prin-  
cipaux tortionnaires du régime  
militaire.

## Honduras

● LE CORPS MONDIAL DE  
SECOURS a lancé, vendredi  
18 octobre, à Paris, un appel  
à l'opinion mondiale en faveur  
des populations du nord-est du  
Honduras, ravagé par l'ouragan  
Fifi (le Monde du 19 oc-  
tobre). D'autre part, le comité  
d'aide aux sinistrés du Hondu-  
ras nous demande de préciser  
que tous les dons doivent être  
adressés au siège, 9, avenue  
Franklin-Roosevelt, Paris 75008.

## Inde

● M. ANDRE MALRAUX se res-  
taurera en Inde pour recevoir, le  
15 novembre prochain, le prix  
Jawaharlal-Nehru. Ce prix lui  
a été décerné il y a déjà plu-

# A travers le monde



## WASHINGTON : une consécration du contrôle du Congrès sur la politique de détente

صلى الله عليه وسلم



صحة من الامم

es archipels du Sud

## Océanie

# Samoa, îles blessées

## III. — Le gâchis américain

De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

L'archipel des Samoa, comme celui des Tonga, traverse une profonde crise. Dans les Samoa indépendantes se développe une opposition à un régime qui critique ouvertement certains milieux religieux (« le Mouvement 18, 17, 19 et 19 octobre »). En revanche, la situation paraît actuellement sans issue dans la Samoa américaine.

Pago-Pago. — Un gros rocher, petites « plaines » côtières à l'est et à l'ouest, au centre, une des plus parfaites baies du monde, une merveille de la nature, comme destinée d'un coup à l'homme. On comprend que les marins américains aient été attirés, il y a quelques années, par les Samoa, l'île de la « frange noire des océans », les montagnes qui bloquent les nuages. Mais l'U.S. Navy laisse maintenant Pago-Pago à l'abandon. Pago-Pago est une nouvelle, nouvelle stratégie.

Nous pratiquons ici une politique coloniale du dix-septième siècle, dit un Américain, bien sûr pour savoir de quel il parle, cependant, le vingtième siècle est pas absent : « Go all the way go airborne » (« N'y allez pas par quatre chemins, devenez par »), conseillent, sous forme de poèmes de télévision sont nombreux, mais fonctionnent quand il y a de l'électricité. Dans un hôtel, aussi coûteux que désastreux, les robinets crachent parfois de la boue, ou rien du tout. Les informations parviennent ici quand elles le peuvent, mais les vols sont presque quotidiens avec la Californie et l'île, les hebdomadaires sont endus fort cher, sous prétexte qu'ils sont « lespédés » (débarqués d'avions à réaction) : on a l'impression qu'ils arrivent à bord de chaloupes. Les narchés du Pacifique du Sud ont jamais grande allure : celui de Pago-Pago est misérablement vide. Tous les légumes

consommés sur place sont importés de Californie !

Pour mémoire, rappelons que nous sommes, en principe, en terre polynésienne. En fait, nous ne sommes nulle part ; on s'il faut quand même nous situer, disons que nous avons atterri sur un « no man's land » politique et humain, sur lequel la marée d'une grande puissance a, en fin de compte, déversé ses déchets. Régnant sur le tout, un gouverneur, qu'un fonctionnaire qualifié à l'époque de « membre de la bande à Nixon ». Les Samoa ? Au fait, où sont-ils ? Et qu'est-ce que la Samoa américaine sur le plan juridique ?

Rien. Cette Samoa n'est rien. Les documents en parlent comme d'une possession insulaire sans statut (« unincorporated insular possession ») des États-Unis. Une commission d'élus locaux a d'ailleurs conclu que, dans les conditions actuelles, le mieux était d'en rester là (1). L'indépendance ? Elle est exclue. L'union avec les Samoa-Occidentales ? Nul n'en veut apparemment. La constitution d'un nouvel État américain ou l'intégration sous une forme ou sous une autre à l'Union, par exemple, en tant que comté lointain d'Hawaï ? Samoa y perdrait son « âme ».

La petite Samoa paraît ainsi devoir demeurer pour très longtemps, ou toujours, accrochée à l'Amérique. L'une des raisons avancées pour justifier le refus d'une incorporation totale aux États-Unis est la nécessité de protéger les coutumes samoanes la hiérarchie des « matai » — chefs coutumiers — et le système foncier. Tous arguments qui sonnent juste. Mais la situation actuelle ne risque-t-elle pas, si elle se perpétue, d'achever ce qui peut déjà être considéré comme un ethnocide ?

### Une annexe clochardisée

Voici quelques faits assez révélateurs d'une peu banale histoire. Les Samoans peuvent naturellement se déplacer comme bon leur semble en territoire américain. La destruction de la société insulaire, l'injection à haute dose des idées dominantes sur le continent font qu'un tiers seulement des Samoans demeurent dans leur pays ; le reste se partage à peu près également entre Hawaii, l'autre bel exemple de décolonisation (propre) et la Californie. Il est géré par le ministère de l'Intérieur, qui n'est pas avare de dollars : environ 40 millions de dollars cette année. Pour quoi ? En grande partie pour

payer quatre mille fonctionnaires (dont une minorité d'Américains du continent) ; quatre mille fonctionnaires pour un total de vingt-huit mille habitants, dont 50 % ont moins de quinze ans et 25 % sont nés à l'extérieur, des États-Unis à Tonga ! Autant dire que cette administration tourne en rond et se gère elle-même. Réflexion d'un responsable de rang élevé : « A ce train, les fonctionnaires, dans dix ans, seront seuls à Samoa avec, pour remplacer les gens du cri, quelques milliers de Tongiens ou de Samoans occidentaux ». Certes, le vieux système des « matai » demeure en place, mais les jeunes le supportent encore moins que dans les Samoa indépendantes.

L'instruction est un énorme échec. On manquait d'ensem-

blants : la solution envisagée a consisté — un gouffre à dollars, mais de coquets revenus pour les firmes sous contrats — à utiliser la télévision pour instruire les jeunes Samoans. Ce fut un fiasco total. Les élèves sortant des lycées ne font toujours que baragouiner l'anglais.

L'agriculture ne saurait être riche : le terrain fort peu fertile ne se prête guère à cette activité. Il reste que ce qui est cultivable n'est plus exploité ou l'est fort mal. Mais l'ordre est maintenant : il y a proportionnellement deux fois et demie plus de policiers que dans les Samoa-Occidentales.

L'île est devenue totalement dépendante des États-Unis, annexe déboussolée d'un empire qui peut souffrir de luxe et ne se préoccupe guère d'avoir à nourrir ce clochard. « Nous sommes de très mauvais colonialistes », dit un fonctionnaire. En est-il de bon ? Le journal local, Samoa News, reprend le même thème, réclame un peu de dignité pour les Samoans, et est naturellement détesté par le gouverneur.

Qui se promène le long de la baie ne peut manquer d'être surpris par une énorme bâtisse orientale parfaitement exotique en ces lieux : la Maison de la Corée, plantée là, près d'un terrain de base-ball, à quelques centaines de mètres, deux firmes américaines ont installé leurs conserves de thon. Telle est, après l'administration, la seconde activité de l'île. Environ quatorze cents Samoans et Samoanes y travaillent dans des conditions de salubrité fort critiques. Dans la baie vont et viennent les bateaux de pêche. Ils sont près de quatre cents à sillonner la région jusqu'aux îles Salomon — où ils se font parfois surprendre en des eaux territoriales qu'ils ne devraient pas violer. Quatre cents bateaux, cela représente dix mille pêcheurs, qui sont soit sud-coréens, soit japonais. Dix mille pêcheurs étrangers, l'équivalent du tiers de la population insulaire. Voilà qui pose d'autres problèmes : de maintien de l'ordre, de femmes (dix mille « célibataires » en bordée...), parfois de « disparition » de tel ou tel qui s'installe dans un village samoan, et y fait éventuellement souche. De base, l'Américain et le Sud-Coréen ne s'aiment guère, dit-on : les rixes ne sont pas rares.

Les profits sont en tout cas considérables pour les deux firmes. Au point qu'une troisième va sans doute s'installer. Samoa est peut-être américaine, mais on n'y paie pas les mêmes salaires qu'à Los Angeles. Les privilèges fiscaux sont considérables et le poison en conserve est importé aux États-Unis sans payer de droits de douane. Cette législation devrait attirer d'autres entreprises, espèrent les planificateurs : pourquoi ne pas monter des usines d'assemblage, comme à Hongkong ou en Malaisie ? Mais la terre n'est pas si fertile. Le pays est sous droit coutumier, et il n'est pas toujours facile de louer. L'exemple d'Hawaï a été compris ici, note un fonctionnaire. Les gens ne veulent pas quitter leur pays. Ils savent aussi que le tourisme peut avoir des effets catastrophiques. Voyez Hawaï encore.

La même personnalité décrit ainsi le système politique : « Le gouvernement est nommé par Washington et tient tous les cordons de la bourse. Le Sénat est composé de chefs traditionnels, nommés par leurs pairs, et qui n'ont guère d'instruction. Les représentants sont élus par le peuple : ce sont pour la plupart des opportunistes, parfois des chefs, parfois pas. Il existe aussi une nouvelle — et petite — couche de jeunes diplômés qui respectent les traditions tout en comprenant le changement. Mais ceux-là ne s'intéressent pas à la politique. C'est dommage ».

Par trois fois la question a été posée par voie de référendum à la population : « Voulez-vous être votre gouverneur ? » C'était en 1972, en 1973 et en juin 1974. Les réponses furent négatives. Les deux premières fois, la procédure n'avait d'ailleurs été ébauchée que le nom, car quelque cinquante questions étaient posées en même temps. Comment s'y retrouver ? Et sous prétexte d'avoir un gouverneur à soi, fallait-il pour autant approuver tous les autres projets de l'administration ? Un nouveau référendum, clair cette fois, a eu lieu en juin 1974 : le vote a été une fois encore négatif. Est-il été positif qu'il n'aurait pas réjoui pour autant bien des jeunes Samoans.

Si un matai était parvenu au poste suprême, comme on pouvait le penser, il aurait « casé » par-tout les membres de sa famille.

moins par népotisme peut-être que par obligation sociale. De toute façon, quelle soit sa marge d'action ? La dépendance à l'égard des États-Unis n'aurait pas été pour autant levée. Les beaux bâtiments modernes

font pourtant impression : ce Parlement avec ses suites de bureaux pour les élus, ses cellules pour conseillers et fonctionnaires. Mais la coquille est vide. Guam aussi eût son gouverneur, après tout : étouffée par les bases militaires et le déferlement des touristes japonais, sa population est-elle maîtresse de son destin ?

### L'armée et la sécurité sociale

Les Samoans américains vont donc continuer d'être dans un désert chromé, avec leur baie polluée dans laquelle l'écologiste officiel déverse de temps à autre ses déjections. Les sergents recruteurs de l'armée vont revenir à date fixe. Ils n'ont eux-mêmes guère de chance : le niveau est tel que, l'an dernier, ils n'ont pu accepter que cinquante-huit jeunes parmi les quatre cent soixante-dix-huit postulants pourtant frais émoulus des lycées. Ils furent cependant plus heureux ou moins difficiles que le bureau de la sécurité sociale : il ne put vraiment embaucher aucun des can-

pour toujours ». Mais, ont-ils ajouté, les deux régimes sont différents : selon eux, et le jugement est étrange, les Samoa-Occidentales « sont une démocratie parlementaire à la britannique », cependant qu'à Pago-Pago fonctionnerait un système à l'américaine (ce qui n'est pas plus exact). Plus sérieux est l'argument selon lequel l'unité ferait perdre de gros revenus à l'île orientale. Il est dit aussi que l'une des deux « soupapes de sécurité » (le mot est utilisé) que constituent, grâce à l'émigration, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, disparaîtrait.

Au milieu du Pacifique, un petit pays continuera donc de subir le gâchis américain. De l'est à l'ouest, les Samoa sont des îles blessées. Du moins, grâce à l'indépendance, les îles occidentales peuvent-elles espérer un jour faire cesser une hémorragie qui risque en revanche de tuer Pago-Pago et les villages environnants.

### Prochain article :

LES FIDJI, OU LE BONHEUR DES AUTRES

(Publicité)

## QUAND LA MEDECINE REND MALADE

Le lundi 21 octobre le Nouvel Observateur présentera à ses lecteurs un texte littéralement scandaleux, qui va bousculer bien des idées reçues et nous obliger tous à réfléchir à un des problèmes les plus graves parce que des plus significatifs de notre temps : on nous dit que la médecine peut — et même est condamnée — à être plus nuisible que bienfaisante.

Nous croyons utile d'éclairer le débat : nous serions impardonnables si, par l'effet d'un malentendu, le réquisitoire de Michel Bosquet et d'Ivan Illich devait laisser indifférents les responsables et désespérer au contraire ceux qui attendent de la médecine un secours nécessaire. Les milliers de personnes qui doivent aux antibiotiques d'avoir survécu à une septicémie, qui ont échappé à une mort certaine grâce au bistouri d'un chirurgien ou au diagnostic rapide et à l'action efficace d'un médecin, tous ceux qui vivent aujourd'hui en possession de tous leurs moyens grâce à l'action de la médecine moderne, penseront peut-être que le procès fait dans le Nouvel Observateur est en partie injuste.

Les médecins en majorité diront et penseront que des statistiques innombrables prouvent le contraire de ce que les auteurs affirment, et leur action quotidienne leur interdit de supposer que leur science et leur dévouement pourraient être inutiles, encore moins nuisibles.

Il est vrai que la médecine peut s'enorgueillir de bienfaits qui ne sont guère ici mis en valeur. Tous les malades qui aujourd'hui bénéficient de ses bienfaits ou espèrent qu'elle les sauvera d'une mort stupide ou leur épargnera des souffrances injustifiables, auraient tort de croire qu'ils ne peuvent que craindre et trembler. Le but des auteurs n'est pas d'inciter les malades à se détourner des soins que la médecine peut leur offrir pour lutter contre la maladie et la mort, mais d'étudier le problème que pose aujourd'hui la « médicalisation » de la vie et de la mort, c'est-à-dire l'accaparement par la médecine du contrôle de toute une série d'activités humaines qui ne devraient relever que de l'usage de la liberté de chacun. La médecine d'aujourd'hui agit comme elle le fait parce qu'elle opère dans un monde « dénaturé ». Les fonctions qu'on lui assigne ne sont pas la protection réelle de la santé par une modification des conditions sociales et culturelles ou par une meilleure prévention contre la maladie. Il s'agit du traitement exclusivement technique de maladies dont souvent la nature et les causes lui échappent. Ce qui a conduit à une négation forcée de ce que peuvent avoir de naturel et d'affreux la maladie parfois, la mort toujours.

Ce rappel qui nous a paru nécessaire ne diminue en rien la vérité de ce qu'Illich et Bosquet nous révèlent et dont la signification bouleversante peut et doit être féconde. Ce texte est là pour ouvrir un débat auquel nous demandons à tous de participer avec le Nouvel Observateur. Nous dépendons de nos choix politiques qui eux-mêmes conditionnent la médecine, notre vie, notre mort, qui ont cessé de nous appartenir.

lundi 21 octobre 1974

LE NOUVEAU  
observateur

Quand la médecine rend malade par Michel Bosquet et Ivan Illich.

l'œuvre fondamentale de  
**Bruno Bettelheim**

L'amour ne suffit pas 432 PAGES - 36 F  
Evadés de la vie 657 PAGES - 63 F

EDITIONS FLEURUS / 31 RUE DE FLEURUS / 75006 PARIS

**noël \* nouvel an**

aux

**U.S.A.**

(départ 21 décembre/retour 2 janvier)

**1475 F**

Paris/New York/Paris

en Boeing Jet **PanAm**  
affrété par Camino  
(formule V.A.R.A. \*)

clôture des inscriptions :  
**imminente**

renseignements et réservations  
toutes Agences de Voyages ou

**Camino**

21, rue Alexandre Charpentier  
75017 Paris - tél. 755.77.90 - 380.65.68

Vols Affrétés avec Réservation à l'Avance, réglementés par le Ministère des Transports.







صحنه من الراحل

## POLITIQUE

### LA CONVOCATION DU CONGRÈS

#### La troisième révision depuis 1958

Révisée en 1962, la loi de 1958 a été l'objet de sept révisions. La dernière, adoptée par l'Assemblée nationale le 17 octobre 1974, a été présentée au Congrès, le 18 octobre, à 10 heures, les 772 députés et sénateurs (490 députés et 282 sénateurs, l'effectif de la haute Assemblée est de 283 membres, mais Antoine Courrière, décédé en septembre, n'a pas été remplacé), fut constituée dans l'enceinte du palais de Versailles, au lendemain de la proclamation de la République en 1875, pour abriter l'Assemblée nationale : les députés y siègent de 1875 à 1879.

Après cette date, la loi du 22 juillet 1979 ayant révisé la loi de 1958, la capitale politique de la France, la salle devint le lieu de réunion des deux chambres du Parlement lorsque celui-ci eut à procéder : 1) à l'élection du président de la République ; 2) à d'éventuelles révisions constitutionnelles.

Cinq révisions constitutionnelles

ont été adoptées par la voie parlementaire, trois sous la III<sup>e</sup> République (le transfert du pouvoir exécutif et des Assemblées législatives à Paris, en 1875 ; la suppression des sénateurs inamovibles et l'intangibilité de la forme républicaine du gouvernement, en 1884 ; la création de la Haute Assemblée et de la Haute Cour de justice, en 1889), une sous la IV<sup>e</sup> (la suppression de la majorité absolue pour l'élection des députés du conseil et la répartition des deux Assemblées, en 1906), une sous la V<sup>e</sup> (la modification de la date des sessions parlementaires, en 1958).

En revanche, la réforme de 1962 sur l'élection du président de la République au suffrage universel fut approuvée par référendum et non soumise au Parlement.

La révision de l'article 61 de la Constitution, dont le Congrès débat lundi, sera donc, si elle est adoptée, la troisième révision constitutionnelle depuis 1958.

#### Le premier ministre : chaque Française chaque Français est concerné par cette affaire

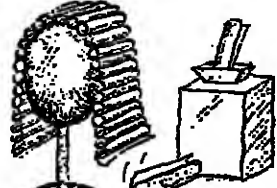
M. Jacques Chirac a déclaré vendredi 18 octobre, après s'être entretenu avec le président de la République, que le projet de révision constitutionnelle soumis au Congrès représentait « un premier pas important vers la réalisation d'un statut de l'opposition » et introduisait donc « une réforme fondamentale ». Le premier ministre a noté en revanche qu'un « accord substantiel » ne semblait pas pouvoir se faire sur la réforme du statut des suppléants. « Par conséquent », a-t-il conclu, nous devons nous attendre à un débat avec le Parlement.

Au micro de R.T.L., vendredi après-midi, M. Chirac a précisé : « Le Congrès de Versailles est réuni pour une affaire qui est à mes yeux tout à fait essentielle. Cela peut paraître un peu technique pour intéresser l'opinion publique. En vérité, chaque Française et chaque Français est concerné par cette affaire ».

Le premier ministre a expliqué que la réforme avait un double objectif : « Confirmer l'importance considérable que nous attachons aux libertés publiques » et « donner à l'opposition des droits plus étendus ». Il a souligné qu'en permettant à soixante députés ou à soixante sénateurs de saisir le

Conseil constitutionnel, c'est à l'opposition en tant que telle que l'on donne le droit de contester toute atteinte qui, selon elle, serait portée aux libertés publiques ».

Sur le régime des suppléants, a ajouté M. Chirac, « le gouvernement entend continuer avec le Parlement le dialogue et la



(Dessin de BONNAFFE.)

concertation pour arriver à un texte qui puisse être définitivement adopté ».

Enfin, sur la deuxième chambre de télévision, vendredi soir, le premier ministre a dit : « La modification de la Constitution soumise à l'ensemble des parlementaires français réunis en Congrès à Versailles est petite et l'on ne garde le texte, mais considérable si on regarde ses effets ».

#### LE DÉCRET DE CONVOCATION

Le Journal officiel publie, samedi 19 octobre, le décret du 18 octobre 1974 tendant à soumettre un projet de loi constitutionnelle au Parlement convoqué en Congrès. Voici le texte de ce décret.

« Article premier. — Le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution, voté en termes identiques par l'Assemblée nationale et par le Sénat le 17 octobre 1974, et dont le texte est annexé au présent décret, est soumis au Parlement convoqué en Congrès le 18 octobre 1974.

« Article 2. — L'ordre du jour du Congrès est fixé ainsi qu'il suit : « Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution. »

« Article 3. — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République française. »

« M. Roger Chénou, député de Paris, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, qui participait, le 18 octobre, à Rennes à une conférence-débat, a affirmé : « La majorité en France est celle du président choisi. Il ne s'agit pas pour le président, puisqu'il n'a pas été élu pour cela, de se plier à une « majorité » majoritaire. L'alliance privilégiée avec les républicains indépendants est ouverte à tous ceux qui ont choisi la France libérale. »

#### Un droit de veto constitutionnel

par MAURICE DUVERGER

Le 20 octobre 1973, M. Pompidou avait décidé d'enterrer le projet de révision constitutionnelle adopté par les Assemblées, en ne le présentant ni au référendum ni au Congrès du Parlement. Un an plus tard, à deux jours près — M. Giscard d'Estaing fait la même chose pour l'un des projets votés par les Chambres. Deux présidents de la République successifs tentent ainsi de créer une jurisprudence établissant un droit de veto constitutionnel au profit du chef de l'Etat, qui lui permettrait de bloquer la procédure de révision de la loi fondamentale.

Un tel droit n'existe pas dans le texte de la Constitution. L'article 89 déclare : « L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au président de la République sur proposition du premier ministre et aux membres du Parlement. Le projet ou la proposition de révision doit être voté par les deux Assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum. Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès ».

Ces dispositions établissent une procédure en deux phases. Dans la première, le projet ou la proposition de révision est débattu et voté séparément par chacune des Assemblées, qui doivent l'adopter finalement dans les mêmes termes, les sénateurs étant les égaux des députés. La seconde phase s'ouvre après l'adoption du texte par les Chambres. S'il s'agit d'une proposition d'origine parlementaire, elle est soumise au référendum. S'il s'agit d'un projet d'origine présidentielle, le chef de l'Etat peut ne pas le présenter au référendum en décidant de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès.

Nul ne conteste que le président dispose à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire. Mais le texte de la Constitution ne donne pas à ce pouvoir l'étendue que M. Giscard d'Estaing, après M. Pompidou, s'est efforcé de lui faire acquiescer. Le début du paragraphe 3 de l'article 89 n'a guère d'ambiguïté. Dire qu'un « projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès », c'est indiquer nettement qu'il doit être présenté au référendum si le président ne convoque pas le Congrès.

Il n'est pas besoin de rappeler ici les propos du général de Gaulle déclarant, lors de la discussion d'un autre article constitutionnel, qu'« en langage juridique l'indicateur a une valeur impérative » et citant comme exemple le code de la route, disant que la circulation des véhicules se fait à droite (1). Le texte en cause (2) D'après Guy Mollet : *Quinze ans après*, Alain Michel, 1974, p. 123. (3) Documentation française, Notes et études documentaires, n° 3330, 11 avril 1959.

est clair par lui-même à la différence de beaucoup d'autres dans la Constitution de 1958.

Il l'est d'autant plus que l'interprétation adoptée par MM. Pompidou et Giscard d'Estaing déroge au droit commun de la révision constitutionnelle dans les régimes démocratiques. En Occident, le chef de l'Etat ne dispose normalement pas d'un tel droit de veto constitutionnel. Pour établir une exception semblable, dans un domaine si fondamental, même en la limitant aux révisions d'origine gouvernementale, un texte exprès serait nécessaire. On en est loin, puisque la Constitution prend soin, au contraire, de faire porter le mot « décide » sur la convocation du Congrès en présentant celle-ci comme une alternative au référendum.

Telle est l'interprétation du commentaire officieux de la Constitution « établi à partir d'entretiens tenus entre les représentants de la presse et certains membres du groupe de travail qui ont participé aux côtés du garde des sceaux à la préparation des textes constitutionnels » (2). On y lit textuellement ceci, à propos de ce qui est appelé « un système d'exception » : « Le président de la République, et lui seul, peut en certaines circonstances décider qu'il n'y a pas lieu à référendum. Dans cette hypothèse le projet de révision est soumis au Parlement convoqué en Congrès. » Cela ferme nettement la troisième voie où les présidents s'engagent depuis un an et qui consiste à jeter le projet de révision dans une oubliette.

Dira-t-on que la Constitution n'a pas fixé un délai à l'organisation du référendum, et qu'en conséquence le président de la République peut ajourner celui-ci indéfiniment ? Un tel argument n'est pas sérieux. Il s'appliquerait à toutes les révisions, même d'origine parlementaire, et mettrait ainsi celles-ci également à la merci du chef de l'Etat.

Pour le doter d'un pouvoir encore plus exceptionnel et plus dérogatoire au droit commun de la démocratie, il faudrait que la Constitution le dise expressément. Le silence ne suffit pas. Il reste qu'on peut s'étonner du mutisme des juristes dans ce domaine. Tant de violations antérieures de la loi fondamentale auraient-elles habillé à ne plus se soucier de son intégrité ? Voilà un beau champ d'action offert au changement...

MAURICE DUVERGER.

« M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a reçu vendredi 18 octobre le bureau de l'Assemblée des présidents de conseils généraux, a marqué « son attachement au département, au rôle qu'il doit remplir et qui doit même être renforcé », selon la déclaration faite à l'issue de l'entretien par M. Adolphe Chauvin, président de cette assemblée, sénateur du Val-d'Oise.

### A PRÉPARATION DU RÉFÉRENDUM AUX COMORES

#### Si la métropole conserve Mayotte elle perdra l'amitié des trois autres îles déclare au « Monde » M. Ahmed Abdallah

M. Ahmed Abdallah, président du gouvernement des Comores, qui séjourne depuis près d'un an en métropole, doit en principe regagner oroni à la fin d'octobre.

Le président du gouvernement comorien, qui est entretenu avec MM. Jacques Chirac et Olivier

Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, après être reçu par M. Giscard d'Estaing avant son départ.

Après le vote du projet de loi portant organisation d'un référendum aux Comores, M. Ahmed Abdallah a répondu aux questions de notre collaborateur Philippe Decraene.

« Êtes-vous satisfait du vote intervenu au cours de la nuit du jeudi à vendredi dernier au Palais-Bourbon ?

— Il ne s'agit pour moi que d'un commencement de satisfaction. Car, après l'Assemblée nationale, reste le Sénat. Ayant été lui-même sénateur durant quatre ans, je sais qu'il ne faut pas rendre la peau de lours avant de voir la tige. Néanmoins, je suppose surtout espérer, que les sénateurs voteront à leur tour le projet de loi concernant l'organisation du référendum aux Comores.

— Que pensez-vous de la campagne d'opinion déclenchée en métropole par le mouvement mahorais, partisan du maintien de l'île de Mayotte dans l'ensemble français ?

— J'en suis mécontent, parce que l'accompagnement de la diffusion de mensonges. On a dit que la population de Mayotte était en majorité catholique, ce qui est faux. Quelle était de race saraké, contrairement à celle des îles sœurs, alors qu'il y a à Sahalava à Anjouan, à Mohéli et à la Grande-Comore, et à la race comorienne est la même dans tout l'archipel, le langage étant à peu près aussi répandu partout, que la langue de Mayotte est le shalava. Ce n'est que la règle générale de la Comores, quelle que soit l'île d'origine, parlent indifféremment le swahili, l'arabe, le français et le malgache.

— Mais Mayotte refuse l'indépendance ?

— Ce n'est pas Mayotte, mais le mouvement mahorais qui refuse l'indépendance. D'autre part, si métropole accorde l'indépendance aux trois autres îles, elle s'engage à leur donner l'indépendance à son tour, car l'indépendance de la population des trois îles sans celle des Mahorais, six mois ou un an plus tard leurs Mayottes demanderont l'indépendance à son tour, car l'indépendance du mouvement mahorais est moins dictée par des sentiments francophiles profonds que par des haines de personnes.

— Comment assurez-vous, après l'indépendance, la protection de la « minorité » mahoraise ?

— Il n'y a ni majorité ni minorité à Mayotte. Il y a, dans cette île, comme dans les autres, un peuple comorien. Les Comores constituent un pays démocratique, c'est pourquoi l'indépendance, avec les Comoriens, sans aucune lésure, quelle que soit leur opinion politique, comment construire une véritable communauté comorienne ?

— Quelle sera votre attitude vis-à-vis des dirigeants du Mouvement de libération nationale des Comores (MOLINACO), en exil à Dar-es-Salaam ?

— J'affirme qu'il n'y a, à l'heure actuelle, aucun exilé politique comorien. M. Boine, qui est du MOLINACO, réside à l'étranger pour des raisons exclusivement périmétriques. Le gouvernement de Moroni ne lui a jamais refusé de recevoir dans l'archipel, mais les mouvements de libération africains sont encouragés

par certaines nations, et leurs chefs reçoivent des subventions qui leur permettent de vivre plus largement que les ministres comoriens. En échange, ces chefs doivent trahir et le gouvernement français et les Comoriens. J'affirme, pour ma part, que je ne refuse aucune concertation avec aucun parti politique comorien.

#### « Lorsqu'un homme a peur de sa femme »

— Les Comoriens qui résident à l'étranger, notamment à Madagascar et sur la côte orientale d'Afrique, pourrions-ils participer au prochain scrutin sur l'indépendance ?

— La loi actuelle dispose que celui qui n'a pas habité l'archipel durant les six mois précédant le scrutin ne participe pas au vote. Il est, d'autre part, établi qu'il faut être inscrit sur les listes électorales pour voter. N'oubliez pas que beaucoup de Comoriens résident à l'étranger, ont pris la nationalité malgache, tanzanienne, kenyane, pour mieux s'intégrer à leur pays de résidence. On ne peut pas organiser une nouvelle législation, mais il est encore possible, pour ceux qui le veulent, de se faire inscrire sur les listes électorales, après ordonnance prise par le juge compétent.

— Quand aura lieu le référendum ? Un long délai s'écoulera-t-il entre la proclamation officielle des résultats du vote et l'accession de l'archipel à l'indépendance ?

— Après le vote du Sénat, et s'il est positif, je consulterai le gouvernement français pour fixer approximativement la date du référendum, puis la Chambre des députés des Comores se prononcera sur la fixation de cette date. Après les résultats du référendum, nous devrons nous concerter étroitement entre Comoriens, ne fût-ce que pour rédiger ensemble une Constitution.

#### M. GUICHARD LANCE LE CLUB 16

Le Club 16, créé par M. Olivier Guichard, député U.D.R. de la Loire-Atlantique, ancien ministre, vient de tenir le 16 octobre sa réunion constitutive. Rassemblant quatre-vingt-deux membres, sous la présidence de l'ancien ministre, ce club se propose de n'être « ni une échappatoire de parti, ni une société de pensée, ni un séminaire de réformes ». « Il n'ajoutera pas, précise-t-il, à l'information et la réflexion, de porter parfois témoignage, il sera un club, tout simplement ».

Le chiffre 16 évoque les seize années de la V<sup>e</sup> République.



Le chauffage limité à 20°, ce sera comme à l'année : tout le monde porte le manteau : la même date, que l'automne soit caniculaire ou pas ; ensuite, tout le monde l'enlève au printemps, qu'il soit pourri ou pas.

Buta-Therm'x, c'est la liberté du chauffage dans la pièce où vous regardez la télévision tard le soir et dans celle où il y a quelqu'un de féroce ou

grippé. Cette liberté-là, vous devez l'exiger en 1974. Buta-Therm'x chauffe instantanément sans feu, sans flamme, sans fumée, sans odeur, sans installation. Il est mobile.

Buta-Therm'x existe en plusieurs modèles de différentes puissances pour tous les besoins. Français, soyez chaud cet hiver.

Therm'x

Le spécialiste du chauffage d'appoint.



## DÉFENSE

POUR RÉNOVER LE CORPS DES SOUS-OFFICIERS

### L'armée de terre prévoit de garantir un plan de carrière à ses engagés

L'état-major de l'armée de terre a pris une série de mesures pour garantir la carrière, la formation et l'emploi des sous-officiers de métier ou servant sous contrat. Ces nouvelles dispositions ont été préparées pour que l'engagement dans l'armée de terre ne soit plus cette aventure faite d'incertitude et de déception professionnelle, dont de très nombreux sous-officiers apparemment ne veulent plus, mais l'accès garanti à un métier

correspondant à la qualification technique du candidat. Distinctes du projet de statut général des sous-officiers de carrière, que le conseil supérieur de la fonction militaire prévoit d'examiner le lundi 21 octobre, à Paris, et qui se rapporte à l'avancement, au recrutement et à la rémunération des intéressés dans les trois armées, ces mesures de l'état-major de l'armée de terre ont besoin d'être accompagnées de décisions budgétaires qui seront prises par le Parlement.

L'armée de terre enrégimente, en effet, depuis plusieurs années, une crise de recrutement en personnels non officiers professionnels, comme on les appelle, c'est-à-dire en personnels de carrière ou servant sous contrat. Les difficultés de recrutement sont, à la fois, quantitatives et qualitatives. Entre 1969 et 1973, le nombre des engagements volontaires est passé de onze mille à moins de six mille cinq cents. Moins de 20 % des spécialistes choisissent de se rengager à l'issue d'un premier contrat de trois ans, en règle générale, au cours desquels ils n'ont pas eu l'occasion de devenir sous-officier, souvent à cause de restrictions budgétaires décidées sans préavis. Sur cent départs de l'armée de terre, en moyenne, près de la moitié — exactement quarante-trois en 1973 — sont intervenus avant dix ans de service, alors que ces départs précoces ne touchaient, en 1969, que moins du tiers des effectifs de sous-officiers. Certains armées sont encore plus atteintes par ce courant, comme l'armée blindée et la cavalerie, où un peu moins des deux tiers des sous-officiers ne servent pas au-delà de cinq ans de contrat.

#### Une situation anachronique

La crise du recrutement n'est pas étrangère, on l'a vu, à la législation en vigueur. La loi sur le statut des sous-officiers de carrière, dite loi de 1964, est anachronique. Durant sa carrière, observé-on encore, le sous-officier n'est qu'un militaire, et non un professionnel. L'engagement qui prend la décision, la liberté d'adhésion, la possibilité de l'administration centrale, sont interprétés par le principal intéressé comme autant de contraintes arbitraires, insupportables, à l'époque où la notion de garanties dans la fonction publique s'applique aujourd'hui à toutes les catégories.

Par tradition, on aurait plutôt tendance, dans les états-majors, à mettre cette crise du recrutement au compte de l'environnement social et politique de l'institution militaire en France. En fait, et après une analyse

plus précise, l'état-major semble admettre qu'il existe une crise grave du recrutement bien d'autres raisons, liées à l'organisation même de l'institution militaire et au « profil » des carrières qu'elle est ou non en mesure d'offrir à d'éventuels candidats. Compte tenu des missions définies par le gouvernement et du maintien du service d'un an, l'état-major estime que les besoins à huit mille combattants du rang engagés, douze mille spécialistes formés pour tenir des emplois où l'insécurité est grande (radio, télégraphie, etc.) et continue (ti-rage de missile) ne conviennent pas à un appel du contingent, et cinquante-sept mille sous-officiers professionnels, dont dix mille réguliers, Or le déficit est surtout évident pour les spécialistes et les sous-officiers qui ont, au départ, une certaine vocation professionnelle et qui sont déçus après être entrés dans des armées de technique et pas soustraits à la qualification acquise n'a pas de débouchés directs.

On reconnaît, dans les états-majors, que ces catégories de spécialistes et de sous-officiers ont des raisons de se plaindre. Surtout pour les spécialistes des écoles militaires, dit-on, le sous-officier ne sait s'il deviendra sous-officier ou s'il restera soldat de deuxième classe. Tout ce qu'il sait, c'est qu'il est lié à l'armée qui, qu'il arrive pour trois à cinq ans.

Une telle situation, en 1974, est anachronique. Durant sa carrière, observé-on encore, le sous-officier n'est qu'un militaire, et non un professionnel. L'engagement qui prend la décision, la liberté d'adhésion, la possibilité de l'administration centrale, sont interprétés par le principal intéressé comme autant de contraintes arbitraires, insupportables, à l'époque où la notion de garanties dans la fonction publique s'applique aujourd'hui à toutes les catégories.

A ces considérations statutaires, il faut ajouter des considérations de simple conjoncture liées au fait que — pour améliorer le sort des sous-officiers — le ministère des finances présente, depuis l'été 1973, une prime de 2 126 francs, après six ans d'ancienneté de service. Un sergent-chef échelle 4, marié, après dix ans de service, touche 2 084 francs par mois. Un adjudant échelle 4, marié avec deux enfants, reçoit 2 084 francs par mois, après dix ans de service. La prime mensuelle comprend la solde de base, les indemnités pour charges militaires, le supplément familial de solde et l'indemnité (taxe moyen) de résidence, mais elle n'inclut pas, naturellement, les allocations familiales.

ment la solde de base et n'ont pas dans le calcul de la retraite. Ainsi, la solde d'un sous-officier après quinze ans de service est quasiment bloquée — la progression liée à sa promotion individuelle est de 1,5 % par an jusqu'à vingt-quatre ans de service, — et cette situation pourrait expliquer le déficit en sous-officiers expérimentés, surtout dans les unités les plus opérationnelles.

#### Le droit à la reconversion

C'est la raison pour laquelle l'état-major propose de garantir à l'engagé volontaire un véritable plan de carrière qui tienne en compte l'avancement, une formation professionnelle de perfectionnement dans la spécialité choisie, la reconnaissance du niveau de qualification atteint. De surcroît, le droit à la reconversion est admis, c'est-à-dire que le contrat d'engagement ne devient définitif qu'en cas de réussite à la formation initiale de six mois qui confère au signataire le niveau de spécialiste et lui ouvre, éventuellement, la carrière de sous-officier après un an de service et le grade de sergent. Si le candidat se révèle incapable de devenir sous-officier, il aura la possibilité

#### DES EXEMPLES DE SOLDE MENSUELLE

Dans l'armée de terre, il existe actuellement, selon les prévisions budgétaires, 35 445 emplois de sous-officiers de carrière ou servant sous contrat, ainsi répartis : 11 990 postes d'adjudants-chefs, 13 000 postes d'adjudants, 10 200 postes de sergents-chefs et 12 100 postes de sergents. Sur ce total, 30 000 environ ont le statut de sous-officiers de carrière. Il existe encore 17 200 emplois d'adjudants-chefs et 10 200 postes d'adjudants, ainsi répartis : 10 200 caporaux-chefs et 7 100 soldats dits de première ou de deuxième classe.

En septembre 1974, un caporal-chef occupant les fonctions de moniteur-chef échelle 4 de sa spécialité, marié avec deux enfants, reçoit une solde mensuelle de 2 126 francs, après six ans d'ancienneté de service. Un sergent-chef échelle 4, marié, après dix ans de service, touche 2 084 francs par mois. Un adjudant échelle 4, marié avec deux enfants, reçoit 2 084 francs par mois, après dix ans de service. La prime mensuelle comprend la solde de base, les indemnités pour charges militaires, le supplément familial de solde et l'indemnité (taxe moyen) de résidence, mais elle n'inclut pas, naturellement, les allocations familiales.

de rester spécialiste, durant le temps de son contrat de trois ou cinq ans, ou de quitter l'armée, auquel cas il sera considéré comme ayant rempli ses obligations militaires légales.

L'essentiel du recrutement proviendra des écoles de sous-officiers, en particulier de l'école nationale des sous-officiers d'active (ENSOA), Saint-Maixent (Deux-Sèvres), dont la capacité devrait être doublée. Les trois quarts des sous-officiers seront issus de ces écoles, et non plus la moitié comme c'est présentement le cas.

A quatre ans d'ancienneté, l'engagé qui aura trois années de grade de sergent accèdera systématiquement — sauf refus de sa part — à l'état de sous-officier de carrière, c'est-à-dire qu'il bénéficiera d'un statut plus favorable lui garantissant, entre autres, un avancement régulier à l'ancienneté jusqu'au grade d'adjudant. Pour satisfaire le désir de sécurité et de professionnalisme de ces engagés volontaires, il est prévu que leur « profil » de carrière les conduira, en moyenne, à être adjudants échelle 4 à quinze ans de service. Les plus expérimentés pourront continuer une carrière après quinze ans de service et jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans, ce qui devrait mettre les adjudants-chefs au même niveau que certains officiers.

Pour compenser la brièveté de la carrière de la plupart de ces personnels non officiers l'état-major de l'armée de terre prévoit de réclamer « un droit à la reconversion ». Un spécialiste ayant au moins servi pendant quatre ans aura la possibilité de consacrer les six mois de la fin de son contrat à un recyclage professionnel. Dans cette même perspective, l'état de sous-officier de carrière pourra être considéré finalement comme une première carrière et l'amorce d'un second métier, civil.

## ÉDUCATION

### M. Haby aux inspecteurs généraux : la réforme doit porter autant sur les contenus que sur les structures

M. René Haby, ministre de l'éducation, est longuement intervenu, vendredi 18 octobre, au terme des journées d'études de l'inspection générale, qui se tenaient à Sèvres, pour exposer ses hypothèses de travail concernant la réforme de l'enseignement. Il a insisté sur le fait que cette réforme ne devait pas porter seulement sur les structures, mais aussi et surtout sur le contenu de l'enseignement, les programmes et les disciplines.

#### Une « véritable école moyenne »

Pour l'école élémentaire, M. Haby a suggéré que l'enseignement soit mieux adapté aux différences de vitesse de maturation des enfants. Il a souligné que la réforme de l'école élémentaire doit permettre d'acquiescer des « automatismes », notamment pour le calcul et l'orthographe. Il a insisté sur l'importance de la pédagogie des mathématiques modernes et de la pédagogie des langues vivantes, et a demandé qu'une réflexion soit menée sur la façon d'améliorer les conceptions et les méthodes de l'éducation artistique et physique.

M. Haby a ensuite longuement traité des classes de sixième et de cinquième qui doivent constituer une « véritable école moyenne ». Ces classes doivent assurer une formation commune à tous les élèves sans qu'il y ait de filières ni de « barrières d'âge ». Leur but est de consolider

les acquis de l'école élémentaire et de donner une formation commune à tous les élèves qui quitteront l'école à l'issue de ce cycle qu'à ceux qui se dirigeront vers des études plus longues, générales ou professionnelles. M. Haby a distingué pour ces classes huit « domaines de formation » : français, une langue vivante, mathématiques, sciences humaines et sociales, sciences, éducation artistique, éducation physique, activités manuelles. Il a insisté sur la nécessité de réfléchir, dans

chaque de ces domaines, sur la nature des contenus et des concepts à acquiescer. Il a souligné, par exemple, certains regroupements de disciplines (biologie, physique, technologie dans l'ensemble scientifique; économie, histoire-géographie-éducation civique dans l'ensemble « sciences humaines »). Quant à l'enseignement de langues vivantes, il devrait être conçu essentiellement de façon à donner une pratique élémentaire de la communication orale.

En quatrième et en troisième apparaissent une distinction entre une « voie plus générale » et une « voie plus professionnelle ». Il s'agit de prolonger la formation des deux types de lycéens, mais en introduisant certaines options (langues anciennes, deuxième langue vivante, enseignement professionnel).

Pour le second cycle, il y aurait une coupure très nette entre la seconde et la première, d'une part, et la terminale, d'autre part. En seconde et en première, l'enseignement serait commun à tous les élèves de formation commune et un tiers d'options. L'enseignement commun comprendrait les huit domaines précédents, à l'exception

#### La fin des grèves tournantes des enseignants

### Neuf mille instituteurs et professeurs manifestent à Paris

Le mouvement de grèves tournantes par académies organisé par cinq syndicats de la Fédération de l'éducation nationale — instituteurs, enseignants du second degré, professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive, professeurs d'écoles normales — s'est achevé vendredi 18 octobre par les académies de Paris, de Créteil et de Versailles, ainsi que dans les départements des Ardennes et de la Guyane.

Les pourcentages de grévistes ont été aussi forts dans la région parisienne que les jours précédents dans les autres académies. A Paris, l'administration indique 80 % de grévistes pour les écoles élémentaires et 88 % pour les écoles secondaires. 50 % pour les établissements secondaires.

Les organisations syndicales signalent de leur côté, pour les trois académies, des proportions

variant de 85 % à 90 % de grévistes dans les écoles primaires — avec une participation plus forte dans les écoles maternelles, pouvant aller jusqu'à 100 % — et de 72 % à 83 % dans les lycées et les collèges.

Une manifestation a réuni, vendredi 18 octobre, dans l'après-midi, environ cent mille participants de tous les niveaux d'enseignement (donc plus de cinq mille instituteurs et plusieurs centaines d'étudiants et de lycéens), qui ont défilé de la place de la Bastille au Palais-Royal. Les manifestants ont repris, dans leurs slogans et sur leurs banderoles, les principaux thèmes de revendication de cette rentrée : création de postes titularisation des enseignants non titulaires et sécurité de l'emploi, amélioration des conditions de travail, réduction à vingt-cinq des effectifs d'élèves par classe, refus de transformer l'école

maternelle en « garderie ». Les parents d'élèves n'ont guère protesté cette fois contre les grèves. La Fédération Corneille, proche des syndicats de la FEN, a apporté son soutien total, ce qui n'est pas nouveau. La Fédération Lagarde, plus réservée d'ordinaire à l'égard des grèves de professeurs, n'est pas intervenue dans le débat. Il faut dire que la base des parents eux-mêmes sont plus « nerveux » que les années passées, comme en témoignent diverses actions organisées localement par des parents d'élèves depuis la rentrée scolaire.

Cette neutralité, si elle n'est pas un signe de désintérêt, n'est pas un avantage. Au cours d'une conférence de presse réunie le 18 octobre à Suresbourg, M. Etienne Camy-Perey, secrétaire général du SNEP, a déclaré que la FEN envisageait pour novembre une nouvelle action de grève nationale et l'organisation d'une manifestation à Paris, avec le soutien de la Fédération Corneille, des centrales C.G.T., C.F.D.T. et Force ouvrière, et des partis politiques de gauche. En marge du mouvement de grève massif des militants du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) et des minorités d'extrême gauche de la FEN (Ecole émancipée, Renouveau syndical), ont été organisés dans plusieurs dizaines d'établissements secondaires des opérations « boîtes d'effets », destinées à frapper les esprits et à rendre concrètes des revendications déjà

anciennes, ces limitations à vingt-cinq des effectifs des classes — le « surplus » étant accueilli en salle de permanence — ont immédiatement attiré les foudres de l'administration, soucieuse de ne pas laisser se développer de telles initiatives. A Orléans, puis à Montreuil, les recteurs ont menacé de retirer une partie de leurs traitements aux enseignants qui se placeraient ainsi en marge de la légalité (1).

Par ces diverses actions, les instituteurs et les professeurs du secondaire ont voulu faire comprendre au gouvernement comme à l'opinion que l'insécurité budgétaire était un problème insurmontable avec le maintien d'un enseignement de qualité et surtout son amélioration. Le premier week-end du mouvement, l'annonce du ministre de l'éducation que par les mesures qu'il a annoncées en faveur des maîtres auxiliaires (le 16 octobre 18 octobre) peut être mise à l'ordre du jour de cette manifestation. Celle-ci a placé en tout cas les syndicats en position de force au moment où s'ouvrent les discussions, au ministère, sur le projet de réforme de l'enseignement primaire et secondaire que prépare M. Haby.

(1) Des enseignants du lycée de Montreuil ont ouvert un compte de solidarité pour aider les professeurs sanctionnés : C.C.P. François Dupaigne n° 404 Paris.

#### FORMATION CONTINUE

##### COURS DE PORTUGAIS A L'UNIVERSITÉ DE PARIS-III

Les cours de Langue et de Civilisation Portugaise commenceront au début du mois de novembre à l'Université de Paris-III. L'option « Portugais européen » est spécialement conçue pour répondre aux besoins des Administrations, des Services Sociaux et Médicaux, ainsi qu'aux entreprises qui sont en contact fréquent avec la main-d'œuvre portugaise.

L'option « Portugais du Brésil » est réservée, plus particulièrement, aux cadres qui pensent partir pour ce pays. La formation assurée pendant les stages peut aussi intéresser toutes les personnes désireuses de connaître la Langue et la Civilisation du Portugal et du Brésil.

Le Portugais est également enseigné dans deux autres sections comme langue facultative.

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 28 octobre au bureau 318 de LA FORMATION CONTINUE 13, rue de Valenciennes - Paris-2° (de 14 h. 30 à 17 h. 30).

130 41 41



# Le Monde aujourd'hui

téléphone

## L'imagination au cadran

CARnot, officier de et du génie, GUTenberg dans sa galaxie, DANton secourant la nulle de ses souffles, comtesse de Gur, née Rostopchine (chacun a le droit de se choisir son sur), DIDerot drapé dans sa vieille robe de chambre, tout le monde est à vous êtes morts une seconde, lorsque les P.T.T., dans un but noble de rationalisation, ont décidé de vous de vulgaires numéros. Ombres bienveillantes, qui hantent les Champs-Élysées (pardon 259), ne me le regrettez, quand je téléphone, je suis à vous quand j'appelle ami, et vous restiez près de moi à la fin de la conversation. Par là, je communique de délicieuses idées. Devalez-je évoquer avec PROca, le Midi, ses herbes et son ail ou bien un gros garçon qui fut Louis XVIII ? D'autres jours, formant GODEFRA, j'hésitais entre tapage et un étrange far-ent. Troublantes alternatives à tout cela supprimées. A quel peut-on se en formant 770 ou 402 ?

remblez pourtant, vous, les dames maîtres des postes ! Des istants ténaces refusent de se se intimider. Les P.T.T. essayent de les terrasser en répétant la nase fatale : « Continuons à composer TRU ou ALM sur cadran à chiffres seuls ? » Cerns se sentent une âme à la Barry et implorent la grâce de quelques mots, voire de quelques idées. Et puisqu'ils ont encore les bras, ils s'obstinent à jouer avec les, au moins entre amis ! Leur vice : « Je maintiendrai », et ils it parlait pire. Car les nouveaux itailes, tout en chiffres distribués saniment, peuvent très bien —

quand on veut s'en donner la peine — se laisser façonner et devenir à leur tour des noms, ou encore des mots de passe symboliques. Avantage appréciable : la liberté.

De Lui à KKK

Tel amoureux du quartier Latin troque son 589 pour un charmant LUXembourg. Je n'accepterai pas le 583 dont je suis menacée. Je préfère LUD (comme ludique ou le château bien connu du doux pays de Loire) Et si finalement on m'attribue le 584, je prendrai LUI. Les comploteurs — qu'ils soient ou non refoulés — auront à cœur de garder LIQue (544), les artistes se cramponneront à ARS (277), les racistes à KKK (555), les humoristes à RIS (747). Pour les très calés, férus d'art oriental, KMR, même sans voyelle, fera toujours mieux l'affaire que 567. Et M. Le Troubadour sera décidément saisi par la débâche s'il s'abonne à un 788 de goût discutable, que les mauvais esprits décrypteront aussitôt.

Pauvres 551, 331 et autres ! Vous êtes les vrais défavorisés, avec ce 1 ingrat et solitaire qui aucune lettre ne consent à entourer de sa douceur. Consoltez-vous cependant ! Nous vous rejoindrons bientôt sur les cadrans de l'anonymat.

EVELINE LAURENT.

Croquis

## Chauffe qui peut...

De quoi parle-t-on en ce moment dans les bureaux ? De l'inflation, du pétrole, des arabodollars ? Allons, allons ! De chauffage. Voici une conversation parmi d'autres...

« Allo Lambert ?  
— Oui, Monsieur le Directeur.  
— Combien de jours chauffez-vous actuellement dans la semaine ?  
— Eh bien, Monsieur le directeur, vous allez être contents de moi : deux.  
— Lesquels ?  
— Je chauffe le lundi parce qu'après le week-end la maison est froide et les collaborateurs d'où pas le moral. J'arrête le mardi et le mercredi. Le mercredi soir, tout le monde m'engueule et je suis les murs. Je chauffe le jeudi. Pas le vendredi. Ça n'a plus d'importance, les gens partent au week-end, ils ne se sentent rien.  
— Avez-vous calculé l'économie de chauffage ?  
— Oui. Elle sera de l'ordre de 17 % par rapport à l'hiver dernier.  
— Très bien. C'est une bonne nouvelle.  
— Malheureusement, j'ai une mauvaise nouvelle. La note de téléphone devrait augmenter de 74 %.  
— Pourquoi ?  
— C'est simple. Chaque fois que je donne un coup de chauffe, toute la maison s'élève à l'extérieur pour prévenir Pierre ou Paul. Et chaque fois que j'arrête, c'est la même chose.  
— Vous avez une solution ?  
— Oui, à long terme, le rationnement du téléphone. Pas plus de quatre coups de fil par jour et par fois.  
— C'est inacceptable.  
— Bien sûr. Mais l'important, c'est l'effet de choc. Et pendant ce temps, il va falloir qu'ils ont froid.  
— Bon ! Affichez ça dans tous les couloirs.

OLIVIER RENAUDIN.

Une femme à sa fenêtre

## LES BANLIEUSARDES PARLENT...

« JE crois que je n'aimais pas les femmes. Maintenant je me rends compte que je me suis trompé. Les rapports avec les hommes, le travail, les enfants, la famille. Elles ont d'abord eu peur. Dans ses livres, Michèle Manceaux fait parler soit l'avant-garde (les Mao en France), soit les mal-aimés (Les policiers parlent). Alors, ce qu'elles auront exprimé, ces femmes comme les autres, ces femmes sans publicité, tous pourront le lire ? Tous : les maris, les enfants, les copains, les voisins. Alors, adieu le mur de la vie privée ? Que de tabous à transgresser... Pourtant, sur les seize confessions, deux seulement figurent sous pseudonyme.

### Rivalité et paternalisme

Sauf une, toutes sont mères ; la plupart plusieurs fois. Si bourrées, ces existences... Comment le sentiment du vide, du manque, peut-il s'y insérer ? Pourtant, celles surtout qui restent au foyer le ressentent : « "A la base, j'ai repassé, c'est pas très enrichissant et j'ai besoin de parler à quelqu'un. Les voisins ne parlent que des enfants ou des autres voisins ». Ou celle qui a choisi le travail à domicile pour le mieux-être des enfants et se demande si c'est vraiment mieux, puisque, surmenée, elle les « rembarre ». Les réunions du groupe ? C'est avant tout l'étonnement d'entendre ses semblables, de parler et qu'on les écoute. « Personne ne m'avait jamais écoutée... »

Dans l'action commune, dans les longues discussions (qui irritent parfois les plus expéditives)

un monde différent se révèle : celui de la « sororité ». Première constatation : celles surtout qui ont conquis un métier n'aiment pas d'emblée les femmes. N'acceptent pas l'image d'elles que leur classe sexuelle leur renvoie.

Les hommes — on le découvre — n'ont pas ce problème. Depuis des siècles, à l'armée, dans le sport, le travail, les bruyantes bordées, ils recherchent la compagnie de leurs congénères. Aux filles on enseigne à voir dans toute autre fille une rivale dans l'affaire essentielle qu'est la chasse au mari. L'homme, de plus, ne craint pas l'image collective que lui renvoie son camp natal : ce fut toujours celle du Premier Sexe et non celui d'un clan déprécié de naissance. Ajoutons un détail : depuis l'enfance, un garçon se « voit » tout entier, appareil génital compris. Mais sur les millions d'humaines, combien connaissent leur vérité physique ? A Gennepilliers, les médecins la montrent, dans un miroir, à leurs consultantes. Elles en tirent — plusieurs le notent — une sorte d'assurance : « Bon, alors voilà comment je suis... »

Usant désormais de la contraception, libérées de la peur d'enfanter malgré elles, ces travailleuses du dehors et du foyer osent enfin se poser, timidement encore, la question du plaisir. Non sans danger : cette incertitude nouvelle mène certains couples au naufrage, mais d'autres à l'harmonie. Toutes constatent qu'elles ont changé d'attitude envers leurs droits, leurs possibilités, leur conduite face au compagnon et même leur façon d'être avec leurs enfants. Des pans de tradition tombent d'elles et les plus actives politiquement avouent qu'elles n'étaient pas toujours les plus libérées.

Certaines s'étaient heurtées au « paternalisme » (elles ne disent pas « sexisme ») des militants de leur syndicat ou parti, mais les mouvements féministes les responsabilisent longtemps. Une jeune prof de vingt et un ans décrit son effacement devant les filles du M.L.P. : surtout, s'exhorte-t-elle, ne jamais leur ressembler. A présent, elle se demande si elle ne produit pas le même effet sur les autres. Mais comment se faire entendre sans agressivité ? Ici, au groupe, leurs camarades et toutes les consultantes, même si elles en sont parfois irritées, elles les estiment toujours, les admirent souvent, en aiment quelques-unes avec chaleur. Alors, épanouies dans l'action commune, elles s'accrochent en tant que femmes.

Michèle Manceaux suit avec surprise le chemin de ce livre collectif. Celles qui ont parti, mais assument les mots qui les engagent et les propagent. Toujours, les militants ont répandu, vendu dans la rue, au marché, des livres, des brochures de leur association. Mais qui étaient écrites par d'autres, par Ceux Qui Savent. Ces femmes au contraire — de même qu'elles décident sans hiérarchie des interruptions de grossesse — se sentent engagées dans un livre auquel elles ont, personnellement apporté ce qu'elles possèdent : leur vie. Elles sentent profondément que se dire, c'est lutter. S'exprimer, c'est agir sur soi et sur l'autre. Entrons-nous dans le temps où le verbe devient un acte collectif ?

Avec les Femmes de Gennepilliers, Michèle Manceaux réussit en tout cas une percée dans la guerre des tabous. Ce n'est pas la seule. Quelques choses bougent. Voilà que chez un autre éditeur, des fiches et descriptives sur l'Amour et la Contraception osent situer l'éducation sexuelle dans son contexte social. On lit dans ces textes techniques sur le sexe : « En France, parmi les enfants des femmes salariées, 750 000 sont âgés de un à trois ans. Il y a 31 700 places dans les crèches. » Laurence Hembert et Pierre Guilbert, auteurs de ces fiches, extraient ainsi l'« intemporel » du sexe dans la société où se font l'amour et l'enfant.

L'éveil des femmes implique qu'à la fin se jette la prise de parole. Sans la parole des femmes, la loi n'entrera pas dans la vie.

DOMINIQUE DESANTI.

\* Michèle Manceaux : Les Femmes de Gennepilliers. Mercure de France, 190 pages, 22 F.  
\* L'Amour et la Contraception. Fiches de Laurence Hembert et Pierre Guilbert : photos A. Ogawa. Recherche audiovisuelle.

## Au fil de la semaine

LES experts ont tout prévu, comme toujours. Car ils prévoient toujours tout : simplement, si l'événement ne ratifie pas leurs prophéties, c'est l'événement qui a tort. Il est imprévisible après avoir été imprévisible et, pour lui donner du poids, on l'appelle l'impondérable.

Donc les experts ont tout annoncé la hausse du prix du pétrole, à l'exception toutefois de quelques-uns d'entre eux, qui, jusqu'au mois de mars dernier, s'attardaient encore à prédire la baisse. Puis, jonglant avec les milliards, ils ont fait savoir que la masse fantomatique de dollars qu'allaient recevoir les pays producteurs leur permettrait d'acheter bientôt tout ce qui leur ferait envie, et notamment l'Europe entière, l'Occident même et l'Amérique par-dessus le marché. Il n'existe, affirment-ils maintenant, aucune solution économique ni monétaire qui puisse permettre d'échapper à cet inéluctable dilemme : la guerre ou la servitude.

Dans le même temps, tandis que ces alarmantes perspectives agitent fort l'opinion et confinent, en quelque sorte, la hausse des prix ne fait que commencer, les démentis répétés et catégoriques opposés par le gouvernement aux rumeurs de pénurie et aux bruits de rationnement ont achevé de convaincre les Français que les sornpes ne vont plus guère tarder à fermer ou, à tout le moins, es tickets à l'appareil.

Il y a quelque'un qui a plus d'esprit que Voltaire : c'est tout le monde, disait Talleyrand. Tout le monde est alors mis à faire l'esprit sur les Arabes, le pétrole et nous. Dans le jargon des lins parisiens comme dans les débats de café du Commerce, on n'entend de raides ces temps-ci.

Les Arabes, c'est évident, les experts l'ont dit, vont pouvoir acheter l'Empire State Building et Brigitte Bardot, la Champagne ou le Médoc, service et vin compris, Fiat et Concorde, les casinos du monde entier, le « France » et la Venus de Milo. Après tout, si un simple armateur grec qui gagne sa vie en transportant le pétrole a pu s'offrir une île pour y installer la seule ex-présidente des Etats-Unis disponible, que pourrions-nous acquiescer ceux qui produisent le même pétrole ! Les vedettes d'Hollywood et de Cinecittà front épauler les harems du moindre émir et le plus petit cheikh pourra choisir le château de Versailles comme résidence secondaire.

Quand les premiers achats arabes ont commencé à être connus en France — cent hectares en forêt de Rambouillet et quelques milliers de mètres carrés aux Champs-Élysées, les Chantiers navals e La Ciotat et quelques propriétés sur la Côte d'Azur, une tour e la Défense... — le ton a changé. On l'a souvent relevé : on it « un type à vélo » ou « un filic en uniforme », mais, « un enseigneur en Mercedes » et « un policier en civil ». Ces Arabes-là, uasi mythiques, nouveaux Rois mages, arrivent avec une escadrille e Boeing qui transportent leur suite et leurs Cadillac. Les poches leines de dollars, ils descendent dans les palaces, qu'ils achètent l'occasion pour être mieux servis, dévalisent les joilliers et allument leurs cigarettes avec des billets de cinq cents francs. Ils n'ont viderment rien de commun avec les « bougnoules » de la voirie ites « bics » du bâtiment. Même leurs diabolos leur donnent e l'allure, ils sont pittoresques et exotiques, alors que l'immigré e la Goutte-d'Or qui imaginerait de revêtir le costume traditionnel aserait vite pour un déguisé, un primitif, une sorte de sauvage.

Ils vont nous coloniser ? Après tout, ce ne sera que justice. hacun son tour. Ils ne font que nous rendre la monnaie des pièces iscolaires que nous leur avons, pendant tant d'années, allégrement itigées. D'jà le shah d'Iran a acheté une part de Krupp. Ils veulent ut ? Qu'ils le prennent ! Puisque nous ne sommes pas capables e leur tenir tête, nous n'aurons que ce que nous méritons. Et, au oins, nous ne manquerons pas d'essence.

On pense parfois, en écoutant ces propos désoyés, à ces fuyards de 1940 qui, fuyant l'envahisseur sur les routes de l'exode, e réjouissaient secrètement de voir l'apocalypse confirmer, bien

## L'ESSENCE LES ARABES ET NOUS

Par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

au-delà de leurs plus folles désespérances, ce masochisme gémissier, trait ancien du tempérament national, et qui, pour fuir plus vite et plus loin, étaient prêts à donner leur fille en échange d'un bidon de cinq litres.

Après la servitude acceptée, l'autre éventualité : une bonne et rapide guerre du Koweït, une joyeuse campagne d'Abou-Dhabi, et ce sera vite réglé. N'est-ce pas le seul moyen d'en sortir ? Les Américains, d'ailleurs, y songent et même s'y préparent. Les Soviétiques ne bougeront pas, pensez donc, ils ont trop grand besoin des machines et des produits de l'Occident.

Ce n'est pas par hasard que la télévision ces derniers jours a tenté de remettre un peu les idées en place et d'expliquer la situation. A-t-elle réussi à persuader que les fameux achats arabes en France sont une goutte d'eau à côté des placements anglais, américains, allemands dans notre pays, qu'il s'agisse d'investissements immobiliers de terrains, de bureaux, de firmes industrielles, alimentaires ou de services ? A-t-elle même pu faire entendre que la poussée d'inflation avait largement commencé avant la hausse du prix du pétrole et que cette hausse ne représente qu'une part très minime — 1,3 % selon les uns, 1,7 % à croire les autres — des quelque 15 ou 16 % d'augmentation du coût de la vie déjà enregistrée ? Cela paraît bien douteux. Et si l'on rappelle que le premier producteur de pétrole du monde est l'I.R.S.S., le second les Etats-Unis, qu'ils n'ont donc pas un intérêt évident à tolérer une tentative de reconquête, que le Venezuela n'est pas plus un Etat africain que l'Iran un pays arabe, personne ne vous croit plus.

Mais ce n'est pas tout. Les Français, on le sait, sont une race d'inventeurs. Mettez-en dix les mains nues au milieu du Sahara, ils vous construiront, ou choisis, une H.L.M. ou une Caravelle. Enfermez-en trois dans une arrière-salle de bistrot et ils trouveront en dix minutes la solution du problème, celui-là et tous les autres.

Pour l'essence, l'imagination a pris le pouvoir. Le moteur à eau, dix fois déjà inventé, mais toujours racheté ou saboté par les grands intérêts, le gazogène restitué, la chaleur du soleil ou celle de la terre profonde captée ou transformée, la force du vent, la poussée des marées, la fraîcheur de la transpiration, que sais-je ? L'énergie est là, partout, à portée de la main, gratuite, il ne s'agit que de la dompter et de la domestiquer. Le peuple qui a su élever les cathédrales et la tour Eiffel, produire Concorde et construire le pont de Tancarville (le « France », pour l'instant, est retiré de la liste), au pays des droits de l'homme et de mai 1968, résoudra comme ça, en claquant des doigts, cette petite difficulté, n'en doutons pas.

Mais l'essence, ce n'est rien : au concours Lépine des idées, c'est un véritable festival. Ces Arabes, pourquoi ne pas les rouler tout simplement en leur retirant des dollars sans valeur, des billets avec lesquels ils ne pourront rien acheter, de la fausse monnaie en somme ? Et d'ailleurs, n'est-ce pas un peu cela qu'on essaie de faire en ce moment avec les pétro-dollars ? Ils sont méchants, ils menacent de fermer le robinet : alors, c'est tout simple, vendons-leur nos surplus. Le « France », bien sûr, le trou des Helles, le Concorde, tous les rognons dont nous ne pouvons pas nous débarrasser. Mieux encore : puisqu'ils nous obligent à construire des centrales nucléaires, à eux de les financer ; amenons-les à investir leur argent dans ces coûteux et clingquants bijoux de l'alchimie du futur. Et si un jour ils veulent reprendre leurs fonds, on leur rendra la pareille en nationalisant les centrales. Le « système D » n'a pas de limites, et on peut même entendre de bons esprits soutenir qu'en armant les Indiens, trop nombreux, menacés de famine, on pourrait les jeter sur les Arabes puis faire prévaloir au bon moment une opportune et profitable médiation.

Il ne faut pas dire tout cela, c'est absurde : il n'est pas convenable de rapporter de telles sottises. En effet : il ne faut pas les dire. Ce qui est dommage, c'est qu'on les entende.



















**Vendredi 25 octobre**

12 h. 30 Variétés : Midikrentia.  
20 h. 20 Magazine : Au-delà des faïts.  
18 h. 40 Pour les petits : Le mangeur enchané.  
18 h. 30 Pour les jeunes : A la recherche du théâtre vivant.  
19 h. 18 La minute des femmes.  
20 h. 15 Feuilletton : Les Farguet.  
20 h. 30 Série : Cimarron. « Le réleur ».  
21 h. 45 Emission médicale. de F. Desgranges.  
I. Barrère, E. Lelou : « Réflexion sur dix ans de médecine ».  
Accès à la participation du professeur Jean BARRÈRE.

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.  
Qu'est-ce que l'insolation ?  
15 h. 15 Série : La grande aventure de James  
Onedin « Blocus ».  
19 h.  
Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h. 45 Feuilleton : Les dessous du ciel.  
20 h. 35 Dramatique : « Maudslows les jurés ».

12 h. 30 Variétés : *Milidrenta*.  
13 h. 30 Magazines artistiques régionaux.  
14 h. Les clés de la musique, par R. Monsiegnon. « L'Oiseau de feu » de Stravinsky. Avec le chef d'orchestre Lorin Maazel et R. Lohry.  
14 h. 30 Les uss et à vous, de G. Lux.  
16 h. 50 Pour les petits : *Le mariage enchanté*.  
19 h. Le monde de l'accordéon.  
20 h. 15 *Le vie des animaux*, de F. Rossif. Les animaux du Nil.  
21 h. 30 \* *Histoires insolites* : « Les Gens de l'été » d'après St. J. Jackson. Adaptation de Charles R. Grenier. Réalisation Cl. Charbrol. Avec F. Vibert, M. Ozery.  
— Deux retransmissions de concertos pour piano, écrites le 24 de novembre, les deux dans près d'un an. Brucenstein, le monde depuis leur départ de l'Urss.  
21 h. 30 *Histoire des gens*, de P. Dumayet. « Le peste », réal. J. Cazenave.  
Analyse des représentations historiques de la peste de quel que soit son fonctionnement économique, politiques, sociaux et culturels d'Europe, Marseille, en France, pendant la peste d'Alger, de 1817.

9 h 15 Tous ses formes.  
12 h Le séquenceur du spectateur.  
13 h 30 Variétés : Le Poulain au galop, avec J. Le Poulain.  
13 h 45 Jeu : Le dernier des cinq.  
14 h 30 Sports et variétés : Le sport en fête.  
17 h 20 L'ami public n° 1 par P. Tchernia : Walt Disney.  
18 h 20 Concert : Orch. national de l'O.R.T.F. dir. J. Muzur - L'Oiseau de feu - (Strauss).  
19 h 10 Dicaramea de D. Glaser.  
20 h 45 Film : « Lady L », de P. Ustinov (1965) avec S. Loren, P. Newman, D. Niven.  
*Lady Lendale, aristocrate anglaise, raconte sa vie et son biographe : diabolisme à Paris, deux les années 1900, elle fut la belle reine d'un aristocrate terroriste.*  
Une comédie de mœurs dont l'ironie et le raffinement sont dérivés par le titre et le film d'une comédie de 1900, elle fut la belle reine d'un aristocrate terroriste.

12 h. 30 Magazine : Inf. 2 dimanche.  
13 h. Intermezzo.  
Pavane (Lullu), Papillons opus 2 (Schumann), La Tarente du beurre (Astor), Tocata (Prokofiev) par le pianiste Cyprien Escarot.  
13 h. 30. Rendez-vous avec... l'antiquaire de Ne-mours.  
14 h. 30. Film : « La Plus Grande Aventure de Tarzan », de G. Guillemain (1939). Avec G. Scott, A. Quire, S. Shane.  
Toujours, dès 19 heures, les jeunes variétés.

12 h. 30 Variétés : *Miditrenis*.

14 h. 30 Film : « La Mort en fuite », d'A. Berthomieu (1936). Dialogues de C. Rim. Ave. J. Berry et M. Simon.

« Deux cabotins mécontents jérôquent un faux diable qu'on leur a fait mourir de l'un par l'autre - pour devenir célèbres. Mais la comédie tourne au drame... »

« ... excellent scénario et l'interprétation géniale de Michel Simon et Jules Berry.

18 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.

18 h. 40 Pour les petits : *Boss*.

18 h. 50 Pour les jeunes : Sur mon cahier.

19 h. 15 Feuilleton : Les Fargues.

20 h. 35 Films primés au XIV<sup>e</sup> Festival de télévision de Monte-Carlo : les *Petits Coeurs*, d'A. Mercero (production de la télévision espagnole) ; « Sarah » (production de la télévision française).

« L'Affaire Varney ». Scénario et dialogues A. Franck. Réalisation A. Michel. Avec F. Claude, H. Gignoux, S. Flon, D. Rivière, P. Le Person.

Une femme, accusée du meurtre d'un jeune Allemand fiancé à sa fille adoptive, revendique l'entière responsabilité de son acte. Les jurés découvrent peu à peu sa personnalité tout au long du procès.

22 h. 35 Émission littéraire : Italiques, de M. Gilbert.

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.  
19 h. 40 Émission musicale.  
20 h. 10 Reportage : Au fil de la Drome. Réal.  
M. Leclerc.  
20 h. 35 Théâtre : « La Procès des Templiers »,  
de G. Vassal. Par la compagnie Guy  
Vassal. Réal. C.-J. Bonnardot.  
*La reconstitution de la fin de l'ordre des  
Templiers, réalisée au théâtre des Templiers  
à Paris.*

● CHAÎNE II (couleur)

13 h. 30 Magazines artistiques régionaux.

14 h. 30 Magazine : aujourd'hui, madame.  
D.O.R.F.F. par ceux qui le font.

15 h. 15 Série : La grande aventure de James  
Ouedin.

17 h. 45 Pour une naissance sans violence, de  
J. Lallier. Rôles : Archimbaud.

18 h. 45 Place au théâtre, de L. Elina.

20 h. 45 Feuilletton : Les dessous du ciel.

20 h. 55 Variétés : Top à... Julien Clerc.

21 h. 35 Série : Les rues de San-Francisco... Le  
vis est libre.

22 h. 35 Samedi soir, par Ph. Bouvard.

19 h. 40 Pour les jeunes : L'île aux enfants.  
19 h. 55 Magazine : Les gams et leurs idées, de  
P. Copeau et J. Schreiber.  
20 h. 35 Découverte : Maître et disciple, par A.  
Desjardins.  
21 h. 35 Variétés : Mondialement vôtres.

7 h. 45. Musique-spectacle : 7 h. 45. En  
fants : 7 h. 50. Eclat au hasard : 8 h. 15.  
Les chemins de la connaissance : Histoire  
une région : La Chaux-de-Fonds : 8 h. 32.  
L'écritisme de Gérard de Nerval : 9 h. 30.  
Université radiophonique : 9 h. 47. La  
silence de Francis Poulenc : 10 h. 15.  
spectacle : C. Jordan : 11 h. 45.  
histoire de la musique : « Telo en ré  
sistance » (Mendelssohn) : 11 h. 10.  
tacte et le mètre : 11 h. 45. Entréon  
Jacques Barón : 12 h. Orchestre  
phonique de P.O.R.T.-F. Nord-Picardie.  
direction M. Suzan : « Paléas et Médi-  
ation » (Faure), « Le Roi d'Yvetot »  
ouverture (Lalo) : 12 h. 45. Panorama  
culturel de la France :

[illegible]

20 h, Rencontre avec Jean d'Ormesson ; 21 h, Entretien avec M. Bélier ; 21 h, 20, Les grandes avenues de la science moderne, par le professeur Auger ; 21 h, 30, En son thème, l'Opéra ; 22 h, 35, Art, création, méthode, par G. Charbonnier ; 23 h, Demain la santé ? (1) par J. Lelay ; 23 h, 30, Tribune internationale des compositeurs (session 1973) ; La radiodiffusion autrichienne présente : « Melencolia I pour orchestre » (J.-M. Horowitz).

[illegible][illegible]

7 h. 2. Disques ; 7 h. 27. Informations musicales ; 7 h. 45. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regards sur la musique, par H. Barraud ; 12 h. Musique tropicale, de J. Chouquet ; 12 h. 45. Orchestre Nice-Côte d'Azur. Direction J.-B.

[illegible]

inter, peimises ;  
12 h. 45, Le monde insolite : D.  
Insectes, des fossiles, des minéraux et des  
hommes, par M. Roux ; 14 h. 15, L.  
renscieu », de la Musée  
par les comédiens-français ; 16 h. 1.  
Disques rares : « Cervaval de Prusse  
(Smolen), « Suite glorieuse, opus 2  
troubien et quatrième parties » (V. N.  
vel), « Symphonie Asral » (J. Su.  
Quatre philharmonique tchèque, Direc-  
tion V. Tefic ; 16 h. 45, Extraits au  
Karl, Lorenz ; 17 h. 30, Orchestre  
philharmonique de M.O.R.T.F. Direction  
Cheraz. Avec le concours de J.-P. A.  
meusau : « Pour une fête de prières  
(Rusnel) » Concerto pour piano et s.

## CULTURELLES

h. 30, Université radiophonique et télévisuelle internationale; 16 h. 30, L'écriturisme d'André de Nerval; 17 h. 30, Les études en Sorbonne; 17 h. 45, L'écriturisme, le langage et la musique de l'UNESCO.

**JEUDI 27 OCTOBRE**

10 h., Evidences et illusions; 11 h. 30, Histoire et développement d'une région: La Camargue; 12 h. 30, L'Avenir de la Camargue; 14 h., L'écriture; 15 h., L'écriture; 16 h., L'écriture; 17 h., L'écriture; 18 h., L'écriture.

7 h., Nos chœurs sont les vôtres ; 9 h.  
(S.), Dinamche musical ; 10 h. 30 (S.).  
Actualité du microfilm ; 12 h. 35 (S.).  
Du Denube à la Seine :  
13 h. (S.), Orchestre symphonique de  
M.O.R.T.F. Alsace. Direction R. Albin. Ave-  
L. Valensi, violoniste : « Symphonie n°  
en mi bémol majeur » - F. Schubert.

7 h. (S.). Petites poses musicales.  
7 h. 40 (S.). Actualité du disque : 5 h.  
(S.). Au programme cette semaine : «  
deum » (Verdi), « Elsie » Massenet  
« Semiramide », ouverture (Rossini) ; 19 h.  
Que savez-vous de... la musique journal  
d'aujourd'hui ; Anatol Vieru ; 11 h.  
(S.). Interprètes d'hier et d'aujourd'hui  
12 h. Folk songs : Bob Dylan en direct

Les émissions précédentes du « Ecouter voir » ou bien font de cet encart. Les lettres (S) diffusées en stéréophonie et (S) diffusées en mono.

**Lundi 21 octobre**  
**TELE - LUXEMBOURG** : 20 h.  
 Maudie; 21 h. *Le Mirage* de la Vie.  
 Film de D. Sirk.  
**TELE - MONTE - CARLO** : 20 h.  
 Valse pour deux; 21 h. *Le*  
*Parents terribles*, film de J. Cocteau.  
**TELEVISION BELGE** : 20 h. 13.  
 A la recherche d'un homme de la  
 goutte, de F. Mauriac; 22 h. 14.  
 Jeu de droit.  
**TELEVISION SUISSE ROMANDE** :  
 20 h. 15. Archives; 21 h. 35. A vous  
 de joindre Milord; 22 h. 40. A témoin.  
**Mardi 22 octobre**  
**TELE - LUXEMBOURG** : 20 h.  
 Schindler's List; 20 h. 55. Empereur;  
 21 h. *Le Brigand d'été-été*, film de  
 N. Ray.  
**TELE - MONTE - CARLO** : 20 h.  
 Daktari; 21 h. *Le Paradis des prin-*  
*temps*, film de C. Walters; 22 h. 45.  
*Evadon*.  
**TELEVISION BELGE** : 20 h. 15.  
 L'émision médiane; 20 h. 25. La  
 grande aventure de James O'neill;  
 21 h. 15. Les deux F.

**TELEVISION SUISSE ROMANDE**  
 20 h. 15. Le renard à l'anse;  
 21 h. Plateau libre.  
**Mercredi 23 octobre**  
**TELE - LUXEMBOURG** : 20 h.  
 Sams; 21 h. *Le Tost*, film  
 Sica.  
**TELE - MONTE - CARLO**  
 20 h. 15. Les deux F.; 21 h. *Le*  
*gentilhomme*, film de J.  
 Chanard.  
**TELEVISION BELGE** : 20 h.  
 Plateau libre; 21 h. Portraits de ci-  
 chestre.  
**TELEVISION SUISSE ROMANDE**  
 20 h. 45. Le pied; 21 h. *Le*  
 film de R. Allio et début;  
 Football.  
**Jeu di 24 octobre**  
**TELE - LUXEMBOURG** :  
 reunion d'oreille; 21 h. *Le*  
 qui furent, film de R. Nod

E - LUXEMBOURG  
 19; 21 h., Séduite et  
 film de P. Germi.  
 E - MONTE - CARLO  
 au fond des mers  
 immortelle, film de  
 EMISSION BELGE : 20  
 heures : 20 h. 35. Hist  
 qui n'était pas pou  
 de P. Mertens et J.-J  
 50. Style.  
 EMISSION SUISSE RO  
 20, En persona; 21  
 de jouer, Milord; 22

TELE - LUXEMBOURG : 20 11



LA GÉOGRAPHIE par Maurice Le Lannou

PLAIDOYER POUR UN ENSEIGNEMENT MENACÉ

L'EPOQUE est aux incertitudes. Dans ce climat de non-assurance, malgré le florissant des idées préconçues, se déconcentrent les esprits. Le sort réservé aux études qui nous sont chères, ainsi qu'aux formations humaines et civiques dont elles nous confortent, ne fait point exception. Des lecteurs de plus en plus inquiets m'ont écrit. Quelle « histoire » et « géographie » enseignera-t-on bientôt, dans le second degré, à nos fils ? Va-t-on même continuer de leur enseigner ou jetera-t-on par-dessus bord cette vialité qui fit nos peines, nos joies et peut-être aussi quelques-unes de nos vertus ? Je répondrai que je n'en sais rien. Les éléments du pronostic sont contradictoires. Le ministre de l'éducation est un géographe, et un vrai. Mais plus haut et plus bas sonnent les trompettes redoutables du changement, qui pourrissent bien être, pour nos maîtres d'histoire et de géographie, celles du jugement dernier.

On peut entrevoir plusieurs styles d'attaque. Une solution extrême serait d'éliminer complètement la double discipline de la plupart des sections des lycées et collèges pour la réserver à quelque groupe corrompu d'élites littéraires, toujours survivante d'une époque où il restait du temps à perdre, et qui pourrait former encore des notaires et des professeurs : aux autres classes — les vivantes — seraient enseignées les matières désormais indispensables à l'épanouissement du citoyen, doctrines politiques, méthodes d'investigation sociologique, l'économie, surtout, avec ses mécanismes et ses modèles, pour que nulle inflation ne vienne plus prendre nos élèves de troisième au dépourvu. Une deuxième façon d'accommoder l'enseignement au monde nouveau serait de réduire pour toutes les options la part déjà mince laissée chaque semaine à l'histoire et à la géographie, afin de dégager les heures nécessaires aux nouvelles disciplines : si la première solution doit avoir pour résultat de réduire

considérablement l'emploi, dans la profession d'historien-géographe, la deuxième aura celui de rendre vain le travail d'un professeur-métier, diminué à l'extrême, et que ses élèves verront peu. Une troisième voie concilierait peut-être les exigences contraires d'une tradition qui a fait ses preuves et d'une innovation dont on veut bien admettre qu'elle est commandée par les faits, sinon par l'esprit : la charge de cet enseignement rétrograderait laissée au professeur conventionnel d'histoire et de géographie, à qui l'on demanderait de satisfaire aux besoins du temps et de donner leur place, à côté de la formation traditionnelle, aux initiations socio-économiques tenues pour essentielles à la préparation du citoyen.

Voilà bien la question : comment fabriquer-t-on un citoyen, et sous quelle forme et à quelle dose histoire et géographie sont-elles en mesure d'y contribuer ? Je suis de ceux qui pensent que la double discipline, enseignée par des maîtres de grande modestie et de parfaite compétence, ne manquait point tellement à sa mission. Quelque tendance que les universitaires de ma génération aient à confondre l'ornement de l'esprit avec la connaissance formatrice, il est certain que l'historien-géographe de nos lycées, quand il n'était pas chahuté, donnait des leçons bien utiles. Le vieux système avait ainsi fait ses preuves. Mais il faut bien avouer que, comme toutes les meilleures choses, il tendait à se gâter. Cet enseignement fléchissait par être trop chargé. Dates d'histoire et noms géographiques, trop abondamment distribués aux solides mémoires, des médiocres, submergeaient les intelligences et les horaires. Les maîtres les plus distingués savaient en ordonner le choix ; les moins bons s'envenimaient. Dérocher au lycée le prix d'histoire et de géographie, et ne dérocher que lui, ne donnait pas la preuve d'un jeune esprit bien formé.

Je dénoncerai aussi la surcharge que fait peser sur ces études — il s'agit cette fois, essentiellement, de la géographie — une volonté d'indépendance dans l'enseignement d'une science exactement constituée. Entendons-nous : les efforts accomplis par les géographes pour articuler en une connaissance véritablement scientifique les faits incommensurables qui sont leur matière ont leur justification, et l'école géographique française a mérité le respect des savants. Mais autre chose est une recherche au sommet, autre chose une éducation à l'usage du grand nombre. La géographie de nos lycées s'est encombrée de beaucoup trop de notions et de termes, de théories et d'hypothèses qui la font sortir proprement d'elle-même et de la nature terrestre pour entrer dans un monde de concepts — géologiques, climatiques, hydrologiques, démographiques, économiques... — dont la cohérence ne va pas de soi pour une jeune intelligence. A vouloir trop les expliquer, on a effacé les tableaux de la Terre. A vouloir trop insister sur leur rigueur, on a effacé les caractéristiques utiles. De cette exagération, qui est véritablement une déformation, témoigne encore, en dépit de succès alignés, cet abominable programme de géographie générale pour la classe de seconde que le maître a tant de mal à traiter dans ses courtes années et qui, tout compte fait, rend si médiocrement compte des conditions d'existence de l'humanité.

Il y a lieu de dépouiller cet appareil superlatif, comme il l'imposait d'expliquer l'exubérance des nomenclatures. Mais sans doute faut-il bien voir ce qu'il convient de rejeter. A mon sens, le scientisme géographique a eu ce résultat de créer, au sein d'une masse de connaissances qui aurait dû communiquer par tous ses pores avec la mouvante réalité du globe des questions qui lui sont propres et dont les termes restent figés comme ceux des sciences éternelles. De combien de problèmes internes l'expression est, je crois, de Paul Claval) notre géographie humaine n'est-elle

pas encombrée ? Ces fixations d'insérer sur des considérations dépassées (des structures agraires, l'habitat... en attendant le sous-développement) font une géographie archaïque, un enseignement immobile, alors que le monde bouge et renouvelle avec entrain ses énigmes.

Je ne bouleverserais pourtant pas, si j'étais M. René Haby, le programme de l'historien-géographe. Celui-ci est parfaitement qualifié pour ouvrir des perspectives utiles sur les transformations économiques et sociales du monde contemporain. C'est la définition même de son métier, et que le monde se meuve infiniment plus vite que naguère ne doit pas empêcher ledit métier de déboucher sur la vie. Je sais bien que la géographie s'est constituée dans sa définition et son assurance classiques en un temps, point tellement éloigné, ou comptant, avec les suggestions des lieux, un assez petit nombre de relations simples d'économie à économie, de continent à continent, entre la ville et la campagne, l'industrie et l'agriculture, le pays vieux et le pays neuf, le colonisant et le colonisé. On ne s'en tire plus avec ces considérations. Mais où voit-on que la géographie soit incapable d'appréhender des réalités nouvelles et d'en tirer des leçons ? Certes, les mécanismes économiques se sont diablement compliqués, et la part du planétaire, de l'anonyme, de l'invisible s'est beaucoup accrue dans les interactions qui préparent les faits visibles d'aujourd'hui.

Mais le géographe est habilité à scruter ces domaines nouveaux. Croit-on qu'il n'ait rien à dire sur les problèmes qu'il nous agitent ? On ne comprend pas grand-chose à la crise du sucre si l'on ne connaît — cela s'apprend tout au long des cycles du second degré — les conditions techniques, économiques et sociales de la culture betteravière et celles de la plantation tropicale. C'est par la catalyse de l'enseignement géographique, qui rapporte à l'homme sys-

tèmes et modèles, que les notions désordonnées indissociables d'économie ou de la meilleure chance, je ne dirai pas d'agriculture, mais de devenir utiles, c'est-à-dire utiles à un peuple de citoyens.

Du bagage que doit procurer l'historien-géographe, je réélèverais pas ce qu'il y avait de substantiel dans les programmes, soit, pour ne parler que de géographie, route cette initiation aux conditions les plus concrètes du travail des hommes sur la Terre. Ciel et sols, plantes et animaux, fleuves et mers, s'il n'est point nécessaire de reprendre à leur propos les examens approfondis des spécialistes, restent les supports essentiels des études qui font connaître le monde. Qui n'a jamais entendu décrire le bocage ne saurait juger des problèmes de l'Ouest. Qui ne connaît les traits particuliers de l'Italie méridionale, dans l'ordre de la nature comme dans celui des structures sociales, ne peut glosier avec autorité sur l'échec des grands complexes usiniers projetés dans un désert industriel. Qui n'a pas idée des considérables réalités que sont les lignes d'un paysage et les héritages des groupes humains ne parlera qu'abstraitement de régionalisation. Et qui ne sait rien sur les constitutions économiques et sociales des Etats ne dira rien que de vague sur les chances d'une institution communautaire. Le voile d'uniformité que mettaient aujourd'hui sur la plaine les libérations, les communications de musée, les publicités, les firmes multinationales, une société de consommation en apparence dégage de toute focalisation, ne recouvre nullement une surface lisse, et il y aurait danger à ignorer des apertures voilées.

Et puis, ne serait-il pas absurde de supprimer le géographe-historien au moment où l'on exalte, comme facteur capital de la qualité de notre vie, le rôle de l'environnement ? Qu'est l'environnement, sinon l'expression conjointe des temps et des lieux ?

Point de vue

Les « tabous » et la civilisation

par JEAN HURAUULT (\*)

DEBAT sur l'avortement, majorité civile à dix-huit ans, suppression de la censure : il n'est guère de jour où l'on n'entende célébrer quelque victoire sur les « tabous », désignant ainsi, avec une nuance insultante, les préceptes d'origine religieuse qui s'opposent aux instincts.

Le terme tabou désigne les interdits des religions polythéistes. Puis, qu'on l'emploie au communément, pourquoi ne pas pousser plus avant la comparaison ?

Au cours de ces dernières décennies, sous l'influence des ethnologues, on s'est pris à considérer les cultures et les religions des peuples d'outre-mer avec un profond respect. On a compris qu'elles constituaient des ensembles parfaitement cohérents.

Entre la culture spirituelle de chaque peuple, ses conceptions de la parenté et de la famille, son mode de vie, ses techniques, s'est tissé au cours des âges un réseau serré de liens. Toute atteinte arbitraire portée à l'un de ces traits culturels provoque des réactions en chaîne et des effets imprévus et indésirables.

Dans cet ensemble, les préceptes et les interdits ont des fonctions précises et une signification profonde. On ne peut prétendre isoler l'un d'eux et l'appliquer à son gré, sous prétexte qu'à nos yeux il est ridicule ou incommode. Toute entreprise visant à dissocier une culture par des motifs de prosélytisme ou de « développement » brise un système de relations très subtil : la coutume s'écroule par pans entiers, ce qu'on aurait voulu garder avec ce qu'on prétendait détruire, laissant un peuple désarmé, privé de son identité, incapable de faire face à l'avenir.

Ces idées sont familières aux écrivains progressistes, qui en ont à juste titre souligné le caractère universel. Mais ils les perdent totalement de vue quand ils traitent de nos propres problèmes. D'où des contradictions multiples :

— Toutes les religions sont chargées d'un contenu spirituel profond. Seule la morale chrétienne n'est que tabou ridicule.

— Toutes les cultures ont une valeur éminente, sauf la nôtre. On qualifiera (à juste titre) d'agression culturelle et d'entreprise d'aliénation toute tentative pour imposer à des peuples étrangers. Mais ici même on importe qui. La radio, par exemple, nous impose une musique syncopée vulgaire, étrangère à notre culture

et à notre sensibilité. Qui s'en inquiète ? Qui proteste ?

— Tous les peuples ont droit au respect de leur identité, sauf la nôtre, dont on favorise la dilution dans un flot d'étrangers de toutes cultures, de toutes provenances.

Ainsi nos propres problèmes sont envisagés sans tenir aucun compte de ce que nous a enseigné l'ethnologie, comme si la culture française n'existait pas ou n'était qu'une construction arbitraire : ils ont pourtant beaucoup en commun avec ceux des peuples d'outre-mer que nous avons pris à cœur de défendre contre les entreprises d'aliénation. Nos préceptes familiaux ne sont pas plus ridicules que ceux des Polynésiens. Ce n'est pas en niant notre passé que nous préparons l'avenir.

Il n'est pas vrai que l'invention d'un certain médium, la mise au point d'une certaine technique, dont caduques nos conceptions de la famille et qu'on puisse dissocier impunément notre culture, prétendant extraire ceci, conserver cela. Chez nous aussi s'est constitué un réseau subtil de relations humaines, fondement de notre identité, de notre art de vivre, de notre mariage monogame et la valeur éminente attribuée au couple n'existent nulle part ailleurs, qu'en Occident. Craignons que cette lutte contre les « tabous » entreprise avec tant d'inconscience suicidaire, n'amène sa destruction complète.

GÉNÉALOGIE

Archives d'état civil et kidnapping

LA recherche économique, sociale et culturelle de toutes les données concernant ses aïeux, seule conception vraie de la généalogie, suppose évidemment que l'amateur les connaisse, ait retrouvé avec certitude leur filiation. Le premier document à consulter est alors l'état civil.

Dans de nombreux cas, comme l'indiquent le *Monde* il y a quelques mois pour un conseiller municipal d'une petite commune des Yvelines (1), ou comme pour le sénateur Legoux, dixième descendant d'un certain Jean Legoux qui habitait à la fin du seizième siècle dans la commune même où naquit le sénateur, la filiation peut être entièrement justifiée par ce moyen jusqu'à une date fort éloignée.

Quelques-uns des archives d'état civil manquent ou sont étonnamment incomplètes. L'acte de décès d'Elisabeth-Anne Demeure, le 7 février 1857 à Neuilly-sur-Seine, indique bien qu'elle est morte à une heure du matin mais ajoute :

Tentative d'enlèvement

Plus encore, la passion du chercheur se déchaîne et lui fait déchiffrer le texte, si illisible soit-il, lorsque la famille Foré, étudiée par lui à Villegats (Eure), est la victime de belles perles :

Le 1er jour de Noël en l'an 1659 durant la Grand-Messe paroissiale sont entrés dans l'église de M. Saint Léger, de Villegats un Nomme du perrail, avec le Sieur dit Naudy et un nommé Gaton de la paroisse du Cherne, et deux ou trois autres armés de pistolets, espèces d'arquebuses à

« on ignore le lieu de sa naissance ». Elle se s'est mariée à Neuilly. Les archives de Paris où habite son mari, ont été détruites en 1860, et leur double (non recopié) en 1870... Le chercheur est alors obligé de consulter des cartonniers pour les sources qu'il n'étudie habituellement que plus tard.

Dans tous les cas, l'état civil, sauf des exceptions rarissimes, n'indique à peu près rien d'autre que la filiation, le domicile et parfois la profession. Ce n'est donc qu'une première étape, indispensable, mais qui explique parfaitement le peu d'intérêt pour la généalogie de ceux qui croient que la recherche s'arrête là.

Le lecteur comprendra donc d'autant mieux la joie de l'amateur qui n'aurait pas retrouvé autre chose que des noms et des dates, lorsqu'il apprend que son aïeul, Marc Challes, inhumé le 24 septembre 1641 à Boissy-sur-Damville (Eure), a « vécu avec une concubine extraordinaire et sainteté de vie ».

Psychologie en miettes

De la musique au bruit

LA musique dite d'avant-garde est-elle supportable ? Et d'abord pour ceux qui l'interprètent ? Curieux de connaître les effets d'œuvres contemporaines (par exemple de Stockhausen, Boulez ou Pendereck) sur les musiciens, deux psychiatres allemands (1) ont réalisé une enquête approfondie portant sur l'état physique et mental de 208 musiciens de trois orchestres symphoniques.

Le premier orchestre, l'Orchestre A s'est spécialisé dans la musique d'avant-garde, ne jouant qu'elle, et, le plus souvent, pour l'enregistrement. L'Orchestre B consacre un tiers de son activité à cette musique-là. L'Orchestre C n'y touche jamais. Or, bien que l'Orchestre C travaille dans des conditions sociales, financières et matérielles plus difficiles que les deux autres, les problèmes médicaux et psychiques augmentent en gravité à mesure que croît la part de la musique d'avant-garde.

Les chiffres les plus éloquentes concernent les maladies contractées après l'engagement dans les orchestres A ou C. Ainsi, on trouve que 45 % des musiciens souffrent de maladies récentes du cœur ou des vaisseaux dans l'Orchestre A, contre 32 % dans l'Orchestre C. Pour les maladies du système digestif, on trouve 32 % (A) contre 10 % (C). Pour les nerfs, c'est pire encore : 32 % des membres de l'Orchestre A doivent soigner leur psychisme, 22 % souffrent d'insomnies graves, 36 % de maux de tête tenaces. Or « aucun » musicien de l'Orchestre C ne se plaint de difficultés nerveuses récentes.

Sans y être invité par une question suggestive, 69 % des musiciens accusent une certaine musique contemporaine d'être à l'origine de leurs maux.

Un musicologue allemand, Numa F. Tétaz, commentant cette enquête, observe que la musique d'avant-garde peut rendre malade par un de ces aspects au moins : c'est le bruit qu'elle fait souvent. En augmentant l'amplification électronique aux instruments habituels, en introduisant, depuis Varèse, sirènes, moteurs et autres vilains de cervelles, en déclenchant tous ces bruits avec une brusquerie calculée, nombre de compositeurs perpétrent de véritables agressions sonores. Celles-ci assourdissent au sens médical du terme ; elles dérèglent aussi le fonctionnement du système nerveux, du cœur et des intestins. Il est, arrivé que des coliques collectives obligent à interrompre une répétition !

Schopenhauer, qui soutenait que l'intelligence humaine est inversement proportionnelle à la quantité de bruit qu'un individu peut supporter, aurait ainsi cette grande affiche noire largement diffusée dans un pays voisin et sur laquelle on peut lire : Le bruit rend fou.

Le professeur Trémolières, à l'Académie de médecine de Paris : « Le bruit est un poison insidieux qui condamne à plus ou moins brève échéance la population citadine à la surdité ou à la folie en passant par la malice de cœur et les ulcères d'estomac ».

Le bruit-drogue existe : bien des individus, devant le silence, se sentent en état de manque. Comment ne pas songer ici aux belles études de Sacha Nacht sur le silence comme facteur d'intégration ?

Dans de nombreux pays, les autorités responsables de la santé publique ont fixé à 85 décibels le seuil d'intensité sonore instantanée au-dessus duquel il y a dommage durable de l'appareil auditif. Quatre-vingt-cinq décibels, c'est le bruit que supportent, et souvent pendant des heures, les automobilistes. Le bruit ne serait-il pas aussi responsable des hémicrânes routières ?

ROLAND JACCARD.

(1) M. L. Pöhlmann et E. W. Wenzel : *Metaphysik*, J. P. Lehmanns Verlag, Munich.

Chez  
ROBERT LAFFONT  
dans la collection  
"Réponses" les livres de  
**BRUNO BETTELHEIM**

• Le cœur conscient  
• Dialogues avec les mères  
• Les enfants du rêve



Le chercheur a sans doute un peu mauvaise conscience de sa joie, en retrouvant ce fait divers anquet hanté par les accretes. C'était un drame, c'est maintenant un épisode passionnant du jeu de la recherche de ses aïeux.

C'est un fait très rare dans les archives d'état civil, mais s'explique-t-il par l'interdit d'une recherche dans celles-ci, fastidieuse mais nécessaire, afin de pouvoir retrouver dans les autres sources tous les renseignements possibles sur ses ancêtres ?

PIERRE GALLERY.

(1) 31 mars-1er avril. Un village comme les autres.

**LEN**  
classe et protège vos  
**DIAPPOSITIVES**

Pour le tri, le classement et la protection des vues, LEN a créé un tiror compartimenté vite pratique et élégant, facile à référencer. Cette formule est conçue pour le classement familial ou professionnel.

FAMILIAL	PROFESSIONNEL
D3D 156 F.ttc 2160 VUES.	CF68BD 45 tiroirs 1.958 F.ttc 32.400 VUES.

Exposition - Information  
35 av. FRIEDLAND PARIS 8e  
Téléphone Paris : 901.16.73

Documentation gratuite en retournant ce coupon à CLEA, Direction et Usine : SAINT-BENOIT-LA-FORÊT - 27600 CHRONY.

(\*) Ethnologie et géographie.



## SOCIÉTÉ

## MANUELS SCOLAIRES

## L'apprentissage du «sexisme»

Les textes relatifs à l'égalité de l'homme et de la femme, traités de Rome, lois françaises — étant jusqu'à présent restés lettre morte, le secrétaire d'Etat à la condition féminine décide de s'attaquer aux racines du mal.

Partant du constat simple que la série de mesures annoncées récemment par le gouvernement pourrait être une fois de plus un coup d'épée dans l'eau, Mme Giroud leur adjoint un objectif qui, pour être, passé relativement inaperçu, n'en est pas moins l'un des plus ambitieux. Le secrétaire d'Etat, qui semble faire sien l'argument selon lequel la discrimination dont sont victimes les femmes est aussi — voire avant tout — une affaire d'éducation, voudrait donc en extirper les germes de la scolarisation. Et d'abord en pourchassant dans les manuels les «images sociales stéréotypées : la mère à la cuisine, le père dans le bureau, le mobile, chef de famille». Les exemples abondent en effet d'illustrations ou de propos — apparemment innocents — qui influencent pas à pas la représentation que se font les jeunes enfants, garçons et filles, de leur rôle futur d'adultes.

Dans la plupart des ouvrages scolaires, même les plus récents, le père est représenté comme l'autorité incontestée, celui à qui reviennent les décisions importantes, celui qui sait et explique. La mère, par opposition, soigne, fait la cuisine, les courses et la couture. Dans cet ouvrage de français à l'usage des élèves du premier cycle, les métiers féminins suivants servent de «support» à un certain nombre d'exercices : infirmière, hôtesse, sténo-dactylo. A l'inverse, le jeune garçon pourra s'identifier à des modèles «valorisants» tels que médecin, pilote de ligne, directeur d'entreprise, etc. etc.

Pourtant la discrimination entre les sexes ne prend pas toujours des formes aussi subtiles. Un ouvrage de «morale» proposé cette année encore, malgré son ancienneté, aux enseignants par les «délégués pédagogiques» de la Librairie Eschsché, contient des injonctions surprenantes : «Il faut veiller à ne pas détourner la femme des vertus pour lesquelles elle est faite et qui lui prescrivent sa fonction essentielle, la maternité. Elever ses enfants, aider son mari, veiller sur la maison, respecter le nom qu'elle porte — il s'agit de celui du mari — tel sera toujours son rôle».

Dans ces conditions, quelle pourrait être la fonction de la commission que se propose de réunir le secrétaire d'Etat à la condition féminine ? Comment aux règles en vigueur dans la plupart des pays européens, les pouvoirs publics s'exercent en France aucun contrôle sur le contenu des manuels scolaires autre que celui relatif aux «pr-

blications destinées à la jeunesse». Se dirige-t-on aujourd'hui vers l'institution d'un «imprimatur» permettant au ministère de l'éducation de regarder d'un peu plus près ce qui est diffusé officiellement sous la seule responsabilité des éditeurs ? Ceux-ci, en tout cas, y sont fermement opposés.

Il est vrai que l'argument selon lequel cette mesure ferait planer sur la création intellectuelle la menace d'un contrôle étatique de plus en plus tatillon ne manque pas de poids. Devra-t-on plutôt se contenter de recommandations aux auteurs et aux éditeurs ? Celles-ci ne pourraient cependant se révéler efficaces qu'à terme. Des millions de manuels scolaires sont en effet en circulation qui, à des degrés divers, peuvent être accusés de «sexisme», et il n'est pas question, ne serait-ce que pour des raisons de coût, de les envoyer au pilon.

Pris entre le souci de ne pas perpétuer l'apprentissage du «sexisme» et celui, légitime, d'éviter toute intervention intempestive dans le contenu des manuels scolaires, le gouvernement pourrait être amené à examiner une idée lancée par Mme Françoise Giroud à la dévotion le 3 octobre. Il s'agirait d'étendre aux décrets de «sexisme» à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1973 relative à la lutte contre le racisme. Ainsi le contrôle du contenu des manuels — et de l'ensemble des publications — pourrait-il s'effectuer avec la garantie du pouvoir judiciaire. Dans l'attente du secrétaire d'Etat à la condition féminine, on espère que députés et sénateurs pourront examiner cette loi à la session de printemps.

BERTRAND LE GENDRE.

## CORRESPONDANCE

## Le «manifeste des annulations»

DANS son numéro du 1<sup>er</sup> juillet 1974 «Le Monde» publiait avec la mention «Publicité», un «Manifeste des annulations» signé de M. Claudius Peyron. Ce texte, qui a surpris nombre de lecteurs, choquant les uns, amusant les autres, laissant perplexes la plupart, proposait tout

simplement d'annuler en noir Peyron anachronisme, des objets, des billets de banque, des idées même.

Quelles étaient la signification — si elle en avait une — la portée, l'objectif d'une telle publication ? S'agissait-il d'un canular, d'un projet — et alors de quelle nature ? —

d'une simple fantaisie ? C'est ce que de nombreux lecteurs nous ont demandé et, plus qu'un, nous ne sommes en mesure de répondre à ces questions. D'autres lecteurs ont pris l'affaire avec humour. On lira ci-dessous quelques extraits de la correspondance provoquée par cette curieuse annonce.

## Quel est le but ?

Veillez me dire en deux lignes si ce texte apparemment dénué de sens autre chose qu'un moyen d'amener le lecteur à correspondre avec l'annonceur, en raison même de son caractère saugrenu.

JACQUES JERAMEC, Paris.

## Un ordinateur

Intéressé par l'annulation des objets de série et plus spécialement des objets de relation, je désire me porter acquiescent de l'annulation du logiciel (software) constituant le système d'exploitation standard Scope 3.4 destiné aux ordinateurs Control Data Cyber 70 modèles 72-73-74. Je vous saurais donc gré de me faire parvenir une offre et suis naturellement prêt à vous fournir une documentation concernant ce produit, sous réserve de l'accord de Control Data (la présente démarche étant faite à titre privé).

JEAN-PIERRE BERNY, Bernex (Suisse).

## Des chaussures

Je voudrais savoir s'il est possible d'annuler une paire de chaussures, marque Control, polaire 42, état neuf (acquises en décembre 1973).

Dans l'affirmative, je constituerai un dossier d'annulation qui vous sera communiqué.

G. SERPIN, de - Juan-les-Pins.

## Emotion

C'est avec un bonheur ému que j'ai appris l'existence du système d'annulation en noir Peyron anachronisme.

Comme il m'est arrivé de travailler en ce sens — ô, bien modestement, car ayant dû me contenter de passages au noir personnel — j'ai été momentanément renoué à l'espoir d'une découverte de type universel — c'est en concevoir malheureusement, mais non moins réjouie, que je salue l'avènement de l'ère Peyron.

Vous imaginez aisément l'intérêt et la curiosité scientifique que suscitent en moi les aspects techniques (procédés et mode d'application), ainsi que les limitations de votre système.

Si, à l'humanité (unique et arbitraire) qui semble vous honorer, s'ajoute l'esprit d'ouverture et de coopération propres à une confrontation d'expériences et de recherches communes constructives, et si l'intérêt d'une telle démarche vous apparaît, sachez qu'ayant personnellement annulé toute idée de compétition ainsi que toutes considérations d'ordre basement commercial, vous me trouverez disponible et pleinement attentif à toute proposition éventuelle.

LILIANE MEYER, Bruxelles.

## Un rendez-vous

J'aimerais en savoir plus. Me serait-il possible, par exemple, d'annuler une Peugeot 504 immatriculée 2574 XD 75 ? Pourrais-je annuler mon rendez-vous du 17 juillet prochain avec M. J.-C. Min ?

En attendant recevoir très prochainement une réponse à ces angéliques questions et à toutes celles que je désirerais mentalement annuler, je vous prie d'agréer...

JACQUES HARLAND, Paris.

## Trois napoléons

Je voudrais, profitant de votre annonce, faire annuler les objets suivants qui semblent porter malheur : trois louis d'or, République française 1871. Conservés

en écriu, ils n'ont jamais été utilisés.

1) Voulez-vous me dire quelle en sera la compensation et comment je devrai la régler ? Ceci dans le cas d'une annulation en noir Peyron anachronisme.

2) Est-il possible de faire cette annulation en sensation incolorable ? Quelles en seraient alors les conditions ?

ROBERT MILLO, de - La Garene-Colombes.

## Recherches

Je dirige une équipe de recherche sur la vision des couleurs et la colorimétrie et tout ce qui touche de près ou de loin aux manifestations chromatiques ou achromatiques m'intéresse. Je pense naturellement que vos recherches et réalisations ne se situent pas sur ce plan.

Vous réservez me laissez supposer une idée maîtresse importante. J'ai parfois aussi quelques idées simples et banales en matière de sensibilia battus même scientifiques et

## Jack London avait ouvert la voie

Je serais heureux de savoir à l'issue de quelles recherches vous êtes parvenu à la technique de l'annulation. Le ton et les termes de votre manifeste indiquent à n'en pas douter quel est l'état d'avancement de vos travaux. (...) Avec votre permission, je prendrais l'extrême liberté de vous assigner un précurseur en la personne de Jack London. Car, dans la nouvelle l'ombre et l'éclat (ou l'éclair), (...) l'invention n'est-elle qu'esquissée : celui des deux rivaux qui prône l'application de peinture noire ne vise qu'à rendre invisibles les objets non à les annuler. Mais je tenais à attirer votre attention sur ce précurseur supposé de votre technique qui, bien certainement, améliorera le lot de l'humanité souffrante (ne serait-ce qu'en annulant l'euthanasie par l'anachronisme généralisé).

Toutes ces réflexions ont une référence existentielle précise, que je dois apporter à la discussion comme trait biographique irréductible. C'est en gravisant ce matin mon gros-père de Hartmannsweller (modèle 4), à bord de mon dirigeable en peau de rat musqué, immatriculé HX 3433, vers 8 heures du matin, que j'ai malencontreusement laissé tomber une goutte d'huile sur l'exemplaire du Monde publiant votre manifeste. De manière comparable au bain de Newton ou à la pomme d'Archimède, cet incident de peu de conséquences en apparence me

plongea dans la perplexité et m'indiqua à vous poser la question suivante :

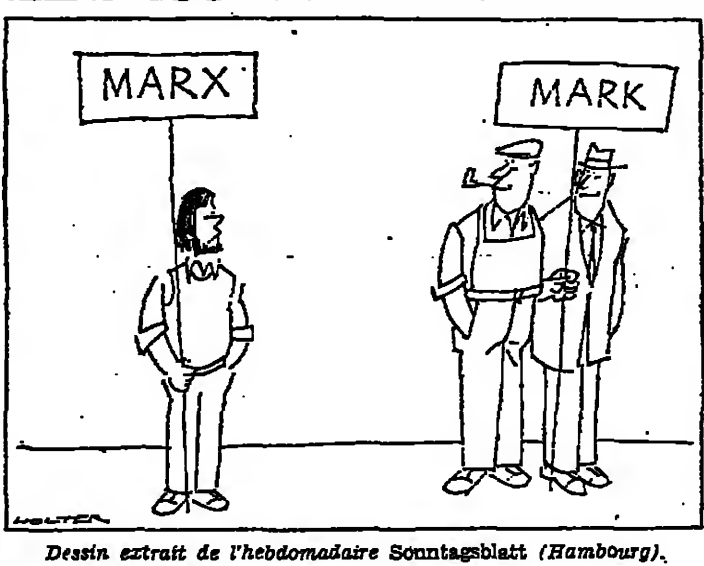
— Vous serait-il possible d'annuler la coupe de journal que je joins à cette lettre ? En d'autres termes, est-elle ou non un objet de série ? Oui, si je prend en considération que ce numéro du Monde fut tiré à 548 000 exemplaires ; non, en se fondant sur le trait particulier que constitue une tâche d'huile d'environ trois centimètres de long.

Le document que je vous soumetts constitue donc une véritable pierre de touche de votre technique de l'annulation par le noir Peyron anachronisme. Aux termes de votre manifeste, je n'ai pas cru devoir authentifier cette coupe de journal, étant donné que vous en êtes à l'origine ; d'autre part, vous m'obligerez cependant en me faisant connaître votre estimation de la valeur intrinsèque de cet objet. Tâches, en conclusion, d'annuler ce document, et communiquez-moi les résultats de l'expérience.

Dans l'espoir d'une discussion d'un puissant intérêt métaphysique (puisque la porte en dernier ressort sur la définition même de l'objet et de l'autre) et esthétique, tant que le surréalisme, pour citer que cette accession à la dimension artistique qui nous occupe, je vous prie de recevoir mes sentiments inextinguibles.

J. GUINCHARD, Saint-Germain-en-Laye.

## LE DESSIN DE LA SEMAINE



## CARNET

## Mariages

M. et Mme Lucien Vigier, M. et Mme Louis Camille, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Elisabeth et Gilbert, célébré le 5 octobre 1974 à Sannois (Cher), 20, rue du Commandant-Benoît-Mouchotte, 75014 Paris.

## Décès

Mme Henri Larrivé, son épouse ; M. et Mme Jean-Jacques Larrivé, ses enfants ; Olivier et Laurent, ses petits-enfants ; Toute la famille, Ses amis et les collaborateurs des établissements Larrivé ont la douleur de faire part du décès de M. Henri LARRIVÉ, survenu en son domicile à Paris, le 18 octobre 1974, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 22 octobre 1974, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6, suivies de l'inhumation au cimetière Montparnasse, boulevard Edgar-Guinet.

Cet avis tient lieu de faire-part. 244, boulevard Raspail, Paris-14<sup>e</sup>, 75-75, rue du Cherche-Midi, Paris-6<sup>e</sup>.

On nous prie d'annoncer le décès de Mlle Marie PILA, responsable générale de l'Institut Notre-Dame-de-Vie, survenu le 12 octobre 1974. L'inhumation a eu lieu le 15 octobre 1974 à Vénasque, en l'église Notre-Dame-de-Vie, chapelle de l'Institut, dont elle fut cofondatrice avec le Père Marie-Eugène de l'Institut-Venus, provincial des Carmes, qui en a été le fondateur.

## Remerciements

Mme Pierre HIRTZ, Laura et Agnès, profondément émus par les marques d'affection et de compréhension qui leur ont été témoignées au ce cruel moment, prient de trouver ici l'expression de leur gratitude et de leurs remerciements affectueux.

Mme Henri Laffeur, M. et Mme Claude Laffeur et leurs enfants.

## M. et Mme Jacques Laffeur et leurs enfants.

M. et Mme Bernard Grison et leur fils, M. Henry Laffeur, Mme Emma Fruilet, Et toute la famille, Très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Henri Laffeur, prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

## Anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de M. Robert LAURENS, CISTERNES DE VINZELLES, une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

## Avis de messe

Une messe sera célébrée par le R.P. Cottier O.P. le mercredi 23 octobre, à 10 h. 45, en la chapelle Notre-Dame-du-Salut, 8, rue François-1<sup>er</sup>, à la mémoire de Georges CATTAL, homme de lettres, officier de la Légion d'honneur, décédé le 11 juillet 1974.

Une messe du souvenir sera célébrée en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire, 13, avenue de La Motte-Picquet, Paris-7<sup>e</sup>, le dimanche 27 octobre 1974, à midi, à la mémoire du général LE DIBERDER et des officiers, sous-officiers et soldats disparus du 3<sup>e</sup> régiment de tirailleurs marocains.

Belleville (Rhône). Mlle Roselli rappelle le souvenir de M. Joseph ROSSELLI, maître de Belleville-sur-Saône, conseiller général du Rhône, décédé le 27 octobre 1973.

Une messe sera célébrée le dimanche 27 octobre 1974, à 9 heures, en l'église Notre-Dame, à Belleville. La municipalité de Belleville, rendant hommage à son regretté maire, s'associe à cette cérémonie.

Réunion au cimetière à 10 heures, et à 11 heures des chants spirituels. Joseph-Roselli, avenue de Verdun.

Maintenant quand vous demandez un SCHWEPES, précisez lequel «Indian Tonic» ou Bitter Lemon.

## MÉDECINE

## LE RECRUTEMENT DES AGRÉGÉS EN PSYCHIATRIE EST SUSPENDU

Les opérations de recrutement pour l'agrégation de psychiatrie sont suspendues : c'est ce qu'on annonce vendredi 18 octobre, jour de la rentrée des étudiants, aux professeurs Sutter et Deniker, dirigeants du Collège national universitaire de psychiatrie qui groupe tous les professeurs et agrégés de psychiatrie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. La commission hospitalo-universitaire a pris cette décision en raison de la grave insuffisance des postes créés ces années dernières et de la situation des adultes, avec un psychiatre infamé.

Selon MM. Sutter et Deniker, la situation est «dangereuse» : les psychiatres universitaires représentent 2,3 % des enseignants en médecine, alors que le secteur psychiatrique constitue le tiers de l'hospitalisation française. Il y a actuellement soixante-deux universitaires de psychiatrie pour suivre personnellement deux mille étudiants de troisième année préparant le certificat d'études spéciales de psychiatrie. Le problème n'est pas nouveau : le professeur Deniker avait déjà déploré cette situation dans une «Libre opinion» parue dans le Monde le 21 novembre 1973.

La lutte contre le vieillissement. — Dans l'encadré «Le médicament ou l'environnement» paru en marge de l'article de Jean Benoit sur «Le monde des vieux» (le Monde du 16 octobre), et l'expérience romaine de lutte contre le vieillissement, il était écrit que le produit similaire à celui de Mme Adlan à base de chlorhydrate de procaine n'a jamais reçu le visa en France en 1971. Il est inscrit au tableau C, n'est pas remboursé par la Sécurité sociale. En réalité il a reçu le visa en 1971.

Signaux d'autre part qu'il s'agit d'un médicament voisin à base de chlorhydrate de procaine et de sel de cholestérol existe aussi en France, qui lui est remboursé par la Sécurité sociale, et dont le prix est de moitié inférieur à l'autre.

## RAPATRIÉS

## Espoir et doute parmi les harkis après la lettre de M. Giscard d'Estaing

M. Philippe Saadé, chef de cabinet du président de la République, s'est rendu vendredi matin à l'église de la Madeleine, à Paris, pour prendre contact avec les neuf anciens harkis qui, depuis un mois et demi, font la grève de la faim.

Le porte-parole de M. Giscard d'Estaing a déclaré que cette visite avait pour but de se rendre compte de l'état sanitaire et moral des grévistes et de leur confirmer l'intérêt que le président de la République portait personnellement aux Français musulmans.

La lettre de M. Valéry Giscard d'Estaing, dans laquelle le président de la République déclarait suivre personnellement l'évolution du problème des harkis (le Monde du 18 octobre), a été accueillie avec un espoir mêlé de doute par les grévistes de la faim de l'église de la Madeleine.

Dans un communiqué, M. Mohamed Lamrini, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, a déclaré notamment à ce sujet qu'il «attendait avec intérêt l'annonce du président de la République se traduisant rapidement dans les faits».

De son côté, l'Association des fils de rapatriés et leurs amis, qui vient de réélire son bureau — M. Jacques Roussau a été maintenu dans ses fonctions de président — «exprime toute sa solidarité aux Français rapatriés de confession islamique, et plus particulièrement aux harkis de la Madeleine ainsi qu'aux rapatriés retranchés à Fréjus, dans le double espoir et courageux combat entrepris».

Dans l'après-midi du 17 octobre, un médecin, qui a été le début, accepté de s'occuper bénévolement de l'état physique des grévistes de la faim, a déclaré que trois d'entre eux se trouvaient dans une situation critique, mais qu'ils refusaient d'être transférés dans un hôpital d'autre part, on apprend que deux autres harkis, dont un invalide de guerre, avaient commencé une grève de la faim dans le presbytère d'une église de Caen.

## UNESCO

## LES DÉLÉGUÉS DE PYONGYANG ET DE SÉOUL SERONT COTE À COTE

La Corée du Nord a fait son entrée à l'UNESCO, le 17 octobre, avec l'accord de Washington et de Séoul. C'est à l'unanimité que l'Assemblée générale de l'Organisation a décidé l'admission de la République populaire démocratique de Corée. Il était logique que la Corée du Sud et les États-Unis, qui sont partisans d'une présence simultanée des deux Corées aux Nations unies, soutiennent la demande d'admission, présentée par l'UNESCO en juin, par le gouvernement de Pyongyang.

Pour les Coréens du Nord, l'adhésion à l'UNESCO ne signifie en rien une modification de leur position à l'égard de l'ONU. Pyongyang exige toujours une représentation unique des deux Corées, estimant qu'une participation séparée du Nord et du Sud serait un acte politique qui consacrerait la division du pays. En revanche, la Corée du Nord juge nécessaire d'appartenir à des organisations internationales spécialisées, afin de pouvoir faire entendre sa voix sur certaines questions : elle est déjà membre de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Union postale universelle et de l'Union interparlementaire.

## A L'HOTEL DROUOT

VENTES Lundi

1. - Joubert et tableaux modernes M. Robert.

2. - Maubert. - Etude Ausp. Godard, Soland.

3. - Meubles XVIII<sup>e</sup>, M. Ganel, A.C.P. Loundner, Poulain, Cornette de Saint-Ev.

4. - Collect. d'objets de marbre d'art rustique et de décoration. S.O.P. Lourn, Guilloux, Burtel.

5. - 10. - Etrusque. Orant, M. Moreau-Gobard, Mme Schulman, M. Reni et Claude Bertrand.

6. - 11. - Gravures. Tableaux anciens. Mobilier XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. M. Oger.

7. - 12. - Bons meubles. M. Pescheteau.

البيان



صحة الاموال

# JUSTICE

## UN INSPECTEUR DU TRAVAIL DEMANDE SA RÉINTÉGRATION

### « L'administration s'est mise dans une situation impossible par complaisance »

Montpellier. — « J'ai vu votre peau !... Voilà ce qu'est dit un entrepreneur d'Alès à un inspecteur du travail, M. Yves Lacombe. Pendant ce procès-verbal, le 5 janvier 1973, des irrégularités dans le contrôle médical du personnel de l'entreprise Richard Duros, comme en janvier 1974 lorsqu'il consignait dans un nouveau procès-verbal les entraves apportées à ses fonctions d'inspecteur du travail.

Lein de suivre son inspecteur, l'administration soutient le patron d'entreprise qui était — il est vrai — président de la chambre de commerce d'Alès. On alla jusqu'à mettre M. Lacombe en congé de maladie de longue durée, alors que de nombreux médecins — y compris ceux de la Sécurité sociale — le jugeaient en parfaite santé. C'est l'annulation de l'arrêté de mise en congé et sa réintégration dans son poste à Alès — où a été bien vite nommé un nouvel inspecteur — que réclamait M. Lacombe, vendredi 18 octobre, au tribunal administratif de Montpellier présidé par M. Thirion.

Comment ne pas voir un lien entre les contraventions dressées par l'inspecteur du travail et sa mise en congé de longue durée ? Dis le 5 avril 1973, le directeur régional du travail et de la main-d'œuvre comme l'administration préfectorale font pression pour que soit abandonnée toute poursuite judiciaire contre l'entreprise Richard Duros. Sans succès.

Poste de M. Lacombe serait censé n'avoir jamais été vacant. D'autant que le fonctionnaire a formé dans les délais un recours contre la nomination de son successeur, l'administration ne pourra donc se prévaloir de la création d'une « situation stable et définitive » selon les termes de la jurisprudence — pour refuser la réintégration, à Alès, de l'inspecteur.

### Après l'incident entre MM. Bellemare et Moreau

## LES BANDES MAGNÉTIQUES SONT PLACÉES SOUS SÉQUESTRE

Les bandes magnétiques relatives à l'incident qui a opposé le 11 octobre MM. Alain Moreau et Pierre Bellemare devant les tribunaux d'Europe 1 sont placées sous séquestre. C'est ce qu'a décidé dans la soirée du 18 octobre M. Aubouin, premier vice-président du tribunal de Paris, sur un référé engagé par M. Ousséle, au nom de l'éditeur Europe 1, dont la cause était soutenue par M. Gaudin, est chargé de garder de séquestre qui concerne des bandes enregistrées les 9, 10, 11, 12 et 14 octobre (annonces des émissions et y a été strictement quel-que chose à faire, enregistrées de ces émissions elles-mêmes, commentaires sur l'incident).

Le comité médical du Gard après une courte visite médicale d'un médecin psychiatre, le docteur Amphoux, puis le comité médical supérieur, justifient la mise en congé de longue durée de M. Lacombe sans que celui-ci ait connaissance du dossier et puisse leur opposer l'avis d'un médecin compétent de son choix. Si l'annulation de l'arrêté du ministre du travail plaçant l'inspecteur du travail en position de congé de longue durée apparaît nécessaire au commissaire du gouvernement, M. Meyerhoeffer, comme à l'avocat du requérant, M. Armand Lyon-Caen, ils n'en ont pas pour autant d'accord sur les moyens à invoquer.

### Les fraudes sur les courses de chevaux

## TRENTE-SEPT INCULPATIONS POUR LE TIERSÉ DE NOVEMBRE 1969

M. Landreau, premier juge d'instruction à Paris, vient de prononcer trente-sept inculpations sur une plainte des sociétés de courses de chevaux déposée pour infraction à la législation sur les courses, escroqueries, tentatives d'escroqueries, falsification de chèques, détournement de chèques, détournement de chèques à l'occasion du tiersé du 2 novembre 1969 sur l'hippodrome d'Antony. Parmi les inculpés se trouvent la femme et le frère de M. Patrice des Monts (alias « M. X. »), qui s'est rendu célèbre par ses débauches avec le P.S.M. M. Patrice des Monts lui-même n'a pas défilé aux convocations du magistrat instructeur, qui a finalement décerné un mandat de comparution.

### Inadmissible et étrange

La nullité de la procédure ne fait de doute pour personne. Le défaut de communication de son dossier médical à un fonctionnaire est en vice de forme toujours sanctionné par le juge administratif. De même, l'erreur manifeste d'appréciation sur l'état de santé de l'inspecteur du travail doit entraîner l'annulation de l'arrêté, puisque de très nombreux médecins consultés par l'intéressé au moment même de la réunion des comités médicaux le jugeaient en « parfaite santé mentale » et « apte au travail ».

Cette affaire a été découverte grâce à un contrôle du P.S.M. sur les paiements par chèques de plus de 10 000 F des paris tiersés gagnants. On s'est aperçu que beaucoup de ces chèques endossés par les bénéficiaires avaient été en définitive versés aux comptes bancaires des proches de M. des Monts et que même certains endossés étaient des faux chèques, les bénéficiaires fictifs ayant alors ignoré qu'ils avaient parié sur ce tiersé en assumant parfois qu'ils n'étaient au surplus uniquement autorisés à faire des paris de jeu à l'usage de leur nom.

### Un procès-fleuve pour le krach Spécipharma

A la onzième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Delmas-Goyon, se sont ouverts, le 18 octobre, les débats consacrés à l'affaire Spécipharma. Le principal accusé, M. Lourioux, cinquante-neuf ans, les autres lui ayant servi de pré-noms. N'avait créé, en 1962, cette société Spécipharma en vue de la vente de fonds de pharmacie et d'optique, et il fut ainsi amené à permettre à des prêteurs — essentiellement d'anciens pharmaciens et opticiens désireux de placer leurs fonds — de mettre des capitaux à la disposition de jeunes confrères qui en avaient besoin pour s'installer. Le taux officiel était de 6 %, mais un supplément de 6 % également devait être versé à titre occulte. Le terme du prêt étant survenu, M. Lourioux avait les emprunteurs à reconduire leur dette. Mais tous en utilisant les nouvelles traites, il laissait les anciennes en circulation.

## Le secret de l'instruction

### UN MAGISTRAT EST ENTENDU PAR LE PRÉSIDENT DE LA COUR D'APPEL DE DOUAI

Parce qu'il avait reçu récemment dans son cabinet un journaliste du « Nouvel observateur » — qui avait assisté à une interview de M. Robert Dujardin, juge d'instruction à Lille et membre de la délégation régionale du Syndicat de la magistrature, a été interrogé vendredi 18 octobre par le président de la cour d'appel de Douai, M. Jacques Charrier, en présence du président de la chambre d'accusation et d'une secrétaire chargée de consigner ses déclarations.

M. Lourioux soutient qu'il croyait à un prochain changement de législation qui aurait autorisé des particuliers à être propriétaires d'officines gérées par des pharmaciens. Il aurait donc mis sur ce changement escompté pour mettre la main sur les pharmacies faisant l'objet de ses cavalcades de traites.

En mai 1968, le « trou » atteignit de la sorte 29 millions de francs. Deux cent cinquante victimes se sont contentées de partie civile. Le bâtonnier Lemaire assure la défense de M. Lourioux, qui a notamment déclaré à l'audience : « Je me suis trouvé devant un monde très attaché à ses privilèges sous le couvert de la protection de la santé publique. J'aurais voulu faire de la pharmacie un commerce social, j'aurais voulu créer des grands magasins de santé et d'hygiène ».

Une douzaine d'audiences sont prévues.

### FAITS DIVERS

Vol de tableaux dans la critique d'art Sir Douglas Cooper. — Vingt-sept toiles ont été dérobées au cours de la nuit du 17 au 18 octobre dans le château de Sir Douglas Cooper, soixante-trois ans, un critique d'art britannique établi à Argilliers (Gard). Parmi les œuvres volées figurent des toiles de Picasso, Braque et Juan Gris. Le vol pourrait être le fait de collectionneurs de l'œuvre de Picasso.

Vol de tableaux dans la critique d'art Sir Douglas Cooper. — Vingt-sept toiles ont été dérobées au cours de la nuit du 17 au 18 octobre dans le château de Sir Douglas Cooper, soixante-trois ans, un critique d'art britannique établi à Argilliers (Gard). Parmi les œuvres volées figurent des toiles de Picasso, Braque et Juan Gris. Le vol pourrait être le fait de collectionneurs de l'œuvre de Picasso.

# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## TRANSPORTS

### LES OFFICIERS C.F.D.T. S'INQUIÈTENT DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ À BORD DES NAVIRES FRANÇAIS

Réuni pendant trois jours à Mur-de-Bretagne (Côtes-du-Nord), le congrès du syndicat national des officiers de la marine marchande C.F.D.T. a surtout insisté sur les questions de sécurité à bord des navires. Les officiers ont dénoncé la durée et les méthodes d'organisation de travail qui sont trop souvent liées à la recherche de rentabilité à « tout prix » de la part des armateurs.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### LA RÉUNION DE LYON Les neuf communautés urbaines sont à la recherche de ressources locales accrues

De notre correspondant régional

Lyon. — « On a fait de nous des établissements publics, mais nos recettes sont restées de même nature que celles d'une collectivité locale. » Cette réflexion de M. Albert Denvers, président du conseil de la communauté urbaine de Dunkerque, résume assez bien l'essentiel de la journée de travail qui a réuni le 18 octobre à Lyon les représentants des neuf communautés urbaines existant actuellement en France, soit qu'elles aient été imposées par la loi de 1966 (Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg), soit qu'elles aient décidé de se constituer volontairement comme il en est allé pour Dunkerque, Le Creusot-Montceau-Les-Mines, Le Mans, Cherbourg, et, dernière en date, Brest.

Lorsque la loi de 1966 créa les communautés en les chargeant d'organiser et d'équiper à une cadence rapide les agglomérations qu'elles constituaient, elle oublia de prévoir les ressources nouvelles qu'allaient exiger cette urbanisation. Aujourd'hui les neuf communautés urbaines jugent indispensable de demander au gouvernement de prévoir pour elles des ressources nouvelles. Où les trouver ? Ce pourrait être soit en rétablissant la contribution fixe par habitant (3 F) comme ce fut le cas en 1970, 1971 et 1972, mais dont l'attribution a été depuis suspendue. Ce pourrait être aussi par l'octroi d'un dixième de la majoration d'une année sur l'autre du versement représentatif de la taxe sur les salaires. Ou bien peut-être le bénéfice d'une participation au produit de la taxe sur les carburants.

## Faits et projets

### Environnement

EAU PROPRE POUR LA CAPITALE. — A Anières, dans les Yvelines, une vaste usine d'épuration des eaux usées est pour partie en service. En 1978, lorsqu'elle sera entièrement terminée, elle traitera les eaux nécessaires à 7 millions d'habitants de la région parisienne. Une manifestation a été organisée le 18 octobre à l'occasion de la mise en service de la troisième tranche de l'usine.

● AU HAVRE, LA TRANSAT OCCUPÉE. — Près de soixante-dix marins du paquebot France ont occupé, vendredi 18 octobre, l'usine d'épuration des eaux du Havre de la Transat. Il n'y a eu aucun incident. Le paquebot est toujours à quai dans le port, et la grève commencée le 11 septembre continue. Ce samedi, les responsables du syndicat C.F.D.T. devaient être reçus par M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports.

Certes, on n'oublie pas que depuis les origines (1966) les subventions accordées aux collectivités locales ont été majorées de 33 %. Mais de telles subventions sont plafonnées à un niveau estimé trop bas quand il s'agit des communautés urbaines. Le plafond restant beaucoup plus élevé pour les communes rurales. Ce qui était admissible il y a vingt ans peut-il l'être en période d'urbanisation intensive ? Car, en dépit de l'effort entrepris pour freiner l'exode rural, la réalité s'impose : c'est bien dans les zones urbaines que les équipements s'avèrent de plus en plus nécessaires et de plus en plus urgents.

### LA CHASSE AUX AUTO-MOBILISTES

Les élus communistes de Paris et la fédération de Paris du parti communiste dénoncent, dans un communiqué, les mesures envisagées par le gouvernement pour restreindre la consommation d'énergie, et s'insurgent en particulier contre la « chasse aux automobilistes », engagée selon eux par le président de la République à l'occasion de la manifestation d'écologie et qui aboutissent à aggraver les conditions de vie de transport et de circulation des Parisiens.

### UNE NOUVELLE LIGNE A GRANDE VITESSE

Le conseil régional et le comité économique et social du Nord-Pas-de-Calais ont tenu une réunion commune le 17 octobre pour examiner le projet de construction d'une nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse qui desservirait, à partir de Paris, Londres (par le tunnel sous la Manche) et Bruxelles en traversant le Nord. Le tracé dans cette région a été étudié par le ministre de l'Intérieur et, bien sûr, le ministre de l'Economie et des finances. — J.-M. Th.

Cette idée d'une moyenne nationale apparaît irréaliste aux communautés urbaines. Sans contester la nécessité d'une certaine répartition, elles plaident pour que celle-ci se fasse par secteurs géographiques en fonction des entreprises importantes qui peuvent s'y trouver installer. C'est à dire que la communauté urbaine estime qu'elle constituerait le cadre idéal pour la délimitation de tels secteurs. Et comme M. Chirac a fait savoir le 5 septembre 1974 à Strasbourg que le projet de loi sur ce point n'était effectivement pas satisfaisant et qu'il serait examiné de nouveau, les représentants des communautés urbaines veulent en encore espérer.

### P.T.T.

### AUGMENTATION DE LA TAXE DE RACCORDEMENT TELEPHONIQUE

Le secrétaire d'Etat aux P.T.T. a décidé d'augmenter le coût de la taxe de raccordement téléphonique, qui passera de 500 F à 1 100 F. Cette mesure, qui interviendra d'ici deux ans, a pour but de compenser financièrement la suppression des avances remboursables.

### A PROPOS DE...

### L'ÉLABORATION DES POS

### Un urbanisme moins confidentiel

Sept mille plans d'occupation des sols (POS) sont en cours d'élaboration à travers la France. Ils précèdent, pour une durée d'au moins cinq ans, quelles sont les zones constructibles et quelles sont les zones à protéger. Il s'agit donc d'une opération qui intéresse très directement plusieurs centaines de milliers de propriétaires.

A cet égard, M. Robert Galley, ministre de l'équipement, a présenté à la presse, le vendredi 18 octobre, deux circulaires qu'il vient d'adresser aux préfets pour favoriser une large information du public et lancer une campagne intitulée : « Le POS et la nature ».

La procédure de mise au point des plans doit être très ouverte, et il importe que la pratique effective ne la transforme pas en procédure confidentielle, écrit le ministre dans sa première circulaire. La publicité et la durée de l'enquête publique doivent être liées de telle sorte que la population concernée soit à même de présenter ses observations. « Vous vous attacherez à demander à vos fonctionnaires, à choisir des commissaires enquêteurs compétents et capables d'apporter des explications nécessaires. Vous veillerez particulièrement à l'installation de commissaires enquêteurs et au bon accueil du public. Vous n'hésitez pas à créer une commission d'enquête. Vous devez vous assurer que le plan peut être effectivement consulté sans difficulté dans les mairies. »

Dans sa seconde circulaire, M. Galley invite les préfets à lancer du début du mois de novembre au 15 décembre une campagne d'information dénommée « Le POS et la nature ». Il s'agit de faire apparaître, souligne le ministre, l'importance que peuvent jouer les POS, et plus généralement l'application de la législation de l'urbanisme pour répondre aux exigences de protection de l'environnement. Cette campagne doit aussi permettre d'informer largement sur les conditions d'élaboration des plans, sur les objectifs de ces documents, leur contenu et leur effet souvent mal connu.



# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra-Studio : la Fête enchanterée (sam. 20 h. 30).  
Comédie-Française : Bernardin (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 20 h. 30).  
Odéon : la Nouvelle comédie (sam. 20 h. 30 et dim. 15 h.).  
T.E.F. : Ubu à l'Opéra (sam. 20 h. 30, dim. 15 h.).  
Petit T.S.F. : Brochant (sam. 20 h. 30, dim. 15 h.).

### Les autres salles

Antoine : le Tube (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 20 h. 30).  
Atelier : Et la fin était le bang (sam. 21 h., dim. 15 h. et 21 h.).  
Athénée : le Sexe faible (sam. 21 h., dim. 15 h. et 21 h.).  
Bouffes-Parisiens : Monsieur Anicet (sam. 20 h. 45, dim. 15 h. et 20 h. 45).  
Carri Théâtre : Pourquoi la robe d'Anna ne veut pas redescendre (sam. 18 h. et 21 h., dim. 18 h.).  
Catherine de Tencin : Théâtre de la Tempête : le Cofit interrompu (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 20 h. 30).  
Charles-de-Rochefort : Les portes claquent (sam. 21 h., dim. 15 h. et 21 h.).  
Comédie Saint-Martin : Boasting-Boasting (sam. 21 h. 10, dim. 15 h. 10 et 21 h.).  
Comédie des Champs-Élysées : Colombes (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 20 h. 30).  
Dancourt : Hello Douby (sam. 21 h., dim. 15 h.).

Edouard-VII : la Mamma (sam. 21 h., dim. 15 h.).  
Fontaine : les Jours de la nuit (sam. 20 h. 45, dim. 15 h. et 18 h. 30).  
Gaité-Montparnasse : l'Orchestre (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 20 h. 30).  
Hébert : l'Amour fou (sam. 21 h., dim. 15 h. et 18 h. 45).  
Huchette : la Cantatrice chauve : la Legos (sam. 20 h. 45).  
Le Brasseur : De l'importance des rayons gamma sur les marguerites (sam. 20 h. 45, dim. 15 h.).  
Lucernaise (sam. et dim.) : Chansons de guerre, chansons d'amour (18 h. 30) ; Padishah (20 h. 30).  
Midi Elcom (22 h.).  
Mademoiselle : le Tournant (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 18 h. 30).  
Mathurien : le Péri bleu ou Mémoires des autobus (sam. 17 h. et 21 h., dim. 15 h. et 21 h.).  
Michel : Duos sur canapé (sam. 21 h. 10, dim. 15 h. et 18 h. 10).  
Michele : le Péri bleu ou Mémoires des autobus (sam. 17 h. et 21 h., dim. 15 h. et 21 h.).  
Moderne : Bonne fête, Amandine (sam. 20 h. 45, dim. 15 h. et 20 h. 45).  
Montparnasse : Madame Marguerite (sam. 21 h., dim. 15 h. et 18 h.).  
Mouffetard : Question de virilité (sam. 20 h. 30).  
Nouveaux : la Chambre mandarine (sam. 20 h. 45, dim. 15 h. et 20 h. 45).  
Océan : Bambi à l'opéra (sam. 21 h., dim. 15 h. et 18 h.).  
Le Palais : Clair Coudrigne contre l'Assommoir des femmes d'artistes (sam. 18 h., dim. 15 h. et 20 h. 30).  
Palais-Royal : la Cage aux folles (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 20 h. 30).  
Palaisance : Un étrange après-midi (sam. 20 h. 30 et dim. 15 h.).  
Poche-Montparnasse : le Premier (sam. 20 h. 30 et dim. 15 h.).  
Studio : le 30 et dim. 15 h.).  
Théâtre : le 30 et dim. 15 h.).

**COMPAGNIE RENAUD BARRAUT**

**THEATRE D'ORSAY**

Sessions IRCAM  
Plateau Beaubourg  
18 h : rencontre avec les compositeurs  
présentation de l'IRCAM  
20 h - 22 h : musique  
21 h - 23 h : débat  
samedi 19 octobre  
**BERIO**  
première audition en France  
avec le GROUPE IRCAM  
dimanche 20 octobre  
**GLOBOKAR**  
Le Souffle  
avec GLOBOKAR HOLMESER PORTAL  
DIPONATO NOURREDINE  
lundi 21 octobre  
**RISSET**  
films et bandes réalisées à l'aide d'ordinateurs  
mercredi 23 octobre  
**BOULEZ**  
création à Paris  
Explosante Fixe  
avec le GROUPE IRCAM  
et le FONDATION STROBEL  
DU SUDWESTFUNK  
location 548-65-90

Le jess  
Maison de l'O.R.T.F. : J. Gouffier, M. D. Maro, Ch. Woods (sam. 17 h. 30).

**Les théâtres de banlieue**  
Antony : Théâtre Firmin-Gémier : les Frères ennemis (sam. 20 h. 45).  
Châteaufort : le Château de Breteuil : les Doublettes (dim. 18 h.).  
Gennevilliers : les Des Grévisions : Dom Juan (sam. 20 h. 45).

**THEATRE DE GENNEVILLIERS**  
41 AV. DES GREVILLONS - 753.21.63  
15 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
**DOM JUAN**  
DE MOULIERE  
MISE EN SCENE DE BERNARD SOBEL  
DU 8 AU 25 OCTOBRE A 20 H 45  
DIMANCHE 17 H - JEUDI 19 H 15 - V 21 H

## Samedi 19 et dimanche 20 octobre

### « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**Les opérettes**  
Bobbie : Il était une fois l'opérette (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 30 et 20 h. 30).  
Châtelet : les Trois Mousquetaires (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. et 20 h. 30).

**Les concerts**  
Salle Chopin-Feyel, sam. 21 h. : Suk Soon Kim, cantatrice (Renaud, M. Maro, Ch. Woods, Del. Trédici).  
Salle Gaveau, dim. 17 h. 30 : Orchestre symphonique de chambre de Paris, dir. R. Blot, avec G. Joy et J. Robin, piano (Feyel, M. Maro, Trédici).

**Festival d'automne**  
Théâtre d'Orsay : Institut de recherche et de coordination en acoustique-musique. Débat (sam. 18 h., 21 h. et 23 h.). Concert : Vieux, Théâtre Jean-Vilar : Gris ocre bleu, ballet (sam. 20 h. 45 et dim. 18 h. 30).

**Le jess**  
Maison de l'O.R.T.F. : J. Gouffier, M. D. Maro, Ch. Woods (sam. 17 h. 30).

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

**La cinémathèque**  
Chaillet : 15 h. la Cardinal d'O. (sam. 20 h. 30 et dim. 15 h.).  
Cineville : 15 h. la Cardinal d'O. (sam. 20 h. 30 et dim. 15 h.).  
Cineville : 15 h. la Cardinal d'O. (sam. 20 h. 30 et dim. 15 h.).  
Cineville : 15 h. la Cardinal d'O. (sam. 20 h. 30 et dim. 15 h.).

**Les exclusivités**  
AMARCORD (R. V. I. P.M. Saint-Jacques, 15 (548-65-93), v.o. : Studio Galand, 15 (548-65-93).  
ANNA ET LES LOUPES (Esp. v.o.) : Cinéma, 15 (548-65-93).  
L'AMOUR (Esp. v.o.) : U.G.C.-Marcel, 15 (548-65-93).  
L'AMOUR (Esp. v.o.) : U.G.C.-Marcel, 15 (548-65-93).  
L'AMOUR (Esp. v.o.) : U.G.C.-Marcel, 15 (548-65-93).

**GENERAL IBI AMIN DADA (Fr.)** : Saint-André-des-Arts, 8 (325-48-19).  
**LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.)** : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (381-56-16).  
**LES JOYEUX AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A. v.o.)** : Luxembourg, 8 (548-65-93).  
**LES JOYEUX AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A. v.o.)** : Luxembourg, 8 (548-65-93).  
**LES JOYEUX AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A. v.o.)** : Luxembourg, 8 (548-65-93).

## Les films nouveaux

**KID BLUE**, film américain de James Frawley, avec Dennis Hopper, v.o. : Elmaghrabi, 15 (548-65-93).  
**A BIGGER SPLASH**, film américain de Jack Hannah, avec Tim Robey, v.o. : Elmaghrabi, 15 (548-65-93).  
**LA FEMME EN VOIE**, film italien d'Elia Petri, avec Ugo Tognazzi, v.o. : Elmaghrabi, 15 (548-65-93).  
**LA FEMME EN VOIE**, film italien d'Elia Petri, avec Ugo Tognazzi, v.o. : Elmaghrabi, 15 (548-65-93).  
**LA FEMME EN VOIE**, film italien d'Elia Petri, avec Ugo Tognazzi, v.o. : Elmaghrabi, 15 (548-65-93).

## PANTHEON 13, rue Victor Cousin - Tel. 033 15-04

## LE MARCHAND DES 4 SAISONS

un film de Rainer Werner Fassbinder

Au Cinéma LE RAGINE, 6, r. de l'Ecole-de-Médecine - MÉD. 43-71

## ILLUMINATION

ILLUMINATION ILLUMINATION

## Première semaine, démarrage en flèche — un film à voir

**ERICA MINOR**  
un film de Bertrand VAN EFFENTERRE  
A partir du 16 octobre  
Studio LOGOS  
complément au programme  
« LA MORT DU RAT »  
de Pascal AUBIER

Édith SCOB  
Juliet BERTO  
Brigitte FOSSEY

ERICA MINOR confirme l'actuelle suprématie hollywoodienne sur le marché européen du cinéma. Trois comédiennes remarquablement dirigées.

LOUIS MARCURELLES (LE MONDE du 10-6-1974)

FRANCE ELYSEES-SCALA-MAROTTE-MAGIC CONVENTION-LIBERTÉ-MURAT-CLICHY PALACE-PARAMOUNT MAILLOT-MIRAMAR-CINE HALLES

**'l'amour à la bouche'**  
le film que tout le monde a sur les lèvres

**JEAN-CLAUDE POULIN** - Publicitaire  
"Super cool, les mecs ! Je me suis éclaté comme une bête."

\* Toute ressemblance avec des personnages existants ne serait que pur hasard. Evidemment.

ELYSEE 2-CELLS-ST-CLOUD-ARTEL-VILLEFRANCAIS-ST-GEORGES-MELIES-MONTREUIL-LES FLANADES-SARCELLES-ULIS 2-ORSA-ALPHA-ARGENTEUIL

**Céline & Julie vont en bateau**

LE MONDE Une explosion de jeunesse, de gaieté et de poésie qui nous enchante. Il ne reste au critique qu'à parler de son plaisir. Avec l'espoir que beaucoup le partageront.

FRANCE SOIR Une des œuvres qui marqueront le plus profondément l'année 74. Un film drôle dont les trois heures passent vite, vite...

JULIET BERTO • DOMINIQUE LABOURIER  
BULLE OGIER • MARIE-FRANCE PISIER







## Manufrance en quête d'un P.D.G. ou la fin d'une époque

# TURKIYE ELEKTRİK KURUMU



صلى الله عليه وسلم

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POUR MANIFESTER LEUR MÉCONTENTEMENT

### Les P.M.E. menacent de fermer leurs entreprises le 25 novembre

La C.G.T. et la C.F.D.T. lancent une semaine d'action revendicative

Quatre mille chefs d'entreprises industrielles petites et moyennes se sont rassemblés vendredi après-midi 18 octobre, au pavillon Baltard, à l'appel de la Confédération générale des P.M.E. pour manifester leur mécontentement. Ils réclament un assouplissement de l'encadrement du crédit (progression annuelle des concours bancaires de 18 % et non de 15 %), rejetant la taxe conjoncturelle (qui touche les tiers des petites et moyennes industries) et réclament le report de trois mois des dettes sociales et

fiscales. Ils ont décidé de saisir le président de la République de leurs demandes et menacent, si satisfaction ne leur est pas donnée avant cette date, de fermer leurs usines une demi-journée le 25 novembre. Une nouvelle journée de manifestation est prévue le 15 novembre.

Requis le 18 octobre par M. Chirac, les représentants de la C.G.C. puis ceux de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont réaffirmé de leur côté leur opposition à la politique gouvernementale. Les deux centrales ouvrières

ont trouvé dans cet entretien de nouvelles raisons de renforcer leurs consignes pour la semaine d'action revendicative prévue du 21 au 26 octobre. Ces diverses manifestations de mécontentement illustrent la montée de l'inquiétude chez les Français. Un sondage de la SOFRES, publié ce samedi par notre confrère « Le Figaro », révèle que 52 % des personnes interrogées entre le 4 et le 7 octobre estimaient que les choses avaient « tendance à aller plus mal », contre 52 % seulement en septembre.

REQUES PAR M. CHIRAC

### La C.G.T. et la C.F.D.T. déclarent :

« Nous avons fait face à un mur »

Le premier ministre a reçu le 18 octobre, à 10 heures, les représentants de la C.G.C. puis à 16 h. 30 ceux de la C.G.T. et de la C.F.D.T. en présence de M. Durafour, ministre du travail.

Les uns et les autres ont exprimé sans succès le profond mécontentement de leurs mandants.

« Nous avons l'impression d'avoir perdu une heure et quart. Nous n'avons rien pu régler des questions en suspens sur lesquelles certains engagements avaient été pris cet été », a dit M. Séguin en ajoutant que M. Chirac n'avait reçu la délégation C.G.T.-C.F.D.T. que « pour faire croire à l'opinion publique qu'il entretenait de bons rapports avec les syndicats ».

« Nous ne pouvons que constater un désaccord total avec le gouvernement, a enchaîné M. Maître. Dans ces conditions, une action commune des organisations syndicales est absolument indispensable. Nous avons fait face à un mur. On nous a répété que la politique menée jusqu'à présent est en général bonne, qu'on a pu en constater les effets et qu'elle ne changerait pas. » De son côté, M. Malterre avait déclaré : « Les cadres sont bien décidés à se défendre, car ils ont

l'impression d'être des victimes expiatoires. »

La C.G.C. a déposé ses revendications et n'a guère obtenu d'apaisements que sur un point : M. Chirac a dit qu'il n'envisageait pas de « déflationnement » pour les cotisations de la Sécurité sociale.

### GRÈVES CONTRE LES LICENCIEMENTS EN PROVINCE

Plusieurs grèves et mouvements de protestation contre les licenciements se poursuivraient, en cette fin de semaine, dans les entreprises en difficulté dans divers secteurs : à l'usine de pistons SOCOMEC (340 personnes) dans la banlieue stéphanoise, à la fabrique de matériel de chauffage (380 salariés) Zanghel-Heid à Obernai (Bas-Rhin), à la Société Bâtiment (116 ouvriers) de Compiègne, à l'entreprise de travaux publics Astre (100 personnes) à Besiers, etc.

En revanche, le travail va reprendre aux établissements GINM, à Nantes, avec des horaires hebdomadaires réduits à vingt-huit heures (avec une certaine compensation de salaires).

## FAITS ET CHIFFRES

### Aide sociale

● LA JOURNÉE NATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES. — Dimanche 20 octobre, dans toute la France, des représentants des vingt organisations membres du comité national d'entente des journeées nationales solliciteront la générosité du public en faveur des personnes âgées.

Les collectes sont destinées à développer l'aide à domicile, multiplier les restaurants et

clubs du troisième âge et organiser les vacances des personnes âgées.

### Commerce extérieur

● M. NORBERT SEGARD, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a déclaré mercredi 16 octobre devant l'Assemblée nationale : « La croissance des exportations atteint des taux records (12 % en volume pour les neuf premiers mois de 1974) et permettra de ramener le déficit global de l'année à 23 milliards de francs, ce qui est sensiblement inférieur aux hypothèses pessimistes précédemment émises. » M. Segard a indiqué que si les importations n'augmentaient pratiquement plus depuis le mois de février, en revanche les importations de biens de consommation continueraient à augmenter à un rythme relativement rapide.

Il a jugé que les objectifs gouvernementaux de renouveau de la balance commerciale étaient réalisables, bien que conditionnés par l'évolution des prix des produits agricoles.

● EN GRANDE-BRETAGNE, les prix de détail ont augmenté de 1,1 % en septembre, ce qui représente une augmentation de 17,1 % par rapport à septembre 1973. Cette hausse entraîne un nouveau relèvement de salaires pour plus de dix millions de travailleurs.

### Syndicats

● « LES DIRIGEANTS DU C.N.P.F. DEVIENT BIEN DE BALAYER DEVANT LEURS PORTES », a déclaré M. Laval, secrétaire de F.O., à Dijon, en protestant contre les déclarations de M. Ceyrac, qui reprochait au gouvernement de poursuivre des accords garantissant une progression du pouvoir d'achat dans le secteur public et nationalisé. « Les employeurs et les chambres patronales veulent masquer leurs propres carences », a ajouté M. Laval.

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

	10-10	3-10
<b>ACTIF</b>		
1) DE ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	41 720	41 521
Fonds de stabilisation des changes	5 072	5 003
Amortissements de prêt de la S.I.S. et de l'export import Bank	379	379
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 031	15 432
Moyens diversifiées	193	201
Comptes courants post. Caisse	335	406
Caisses au Trésor public	17 503	14 525
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	83 493	97 185
Effets escomptés	13 812	13 856
Evénements sur le marché mon. et obl.	65 738	78 715
Appels sur titres	42	45
EM. en cours de recouv.	3 888	4 637
4) DIVERS	2 570	2 841
<b>PASSIF</b>		
1) BILLETTS EN CIRCULATION	93 448	93 003
2) COMPTES CRÉDITEURS	4 950	5 140
Comptes de banques		
Institutions et personnes étrangères	915	1 065
Comptes de fonds de stabilisation des changes, contrepartie des amortissements, le droit de tirage spécial	2 633	2 633
3) COMPTES COURANTS	8 91	8 14
DU TRÉSOR PUBLIC		
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	38 321	50 378
Comptes cour. des états		
Autres comptes : disp.	37 465	48 854
et autres disp. à vue	1 856	1 524
5) CAPITAL ET FOND	1 021	1 021
DE RÉSERVE		
6) DIVERS	7 033	7 426

### Jaurès avec nous...

« Non, en vérité, le patronat, tel que la société actuelle le fait, n'est pas une condition enviable », écrit Jean Jaurès onze ans avant de fonder le parti socialiste. Assis sur des chaises de jardin sous le hêtre de l'immense vaisseau métallique construit par Baltard pour les abattoirs de La Villette, quatre mille patrons, industriels et prestataires de services et quelques députés U.D.R., dont M. Kasper, ancien secrétaire d'Etat à la M.P.L., écoutèrent sagement la lecture d'une longue page du tribun socialiste, faite d'une voix ferme et vibrante par le président du Syndicat national de la petite et moyenne industrie, M. Daniel Gaubert.

Celui-ci jeta ensuite tous les griefs que ses mandants nourrissent à l'égard des pouvoirs publics : l'encadrement du crédit, mais aussi la taxe conjoncturelle, la surveillance des prix... « Nous sommes en pleine guerre économique. A bloquer les prix sans bloquer les salaires et les charges, on ne peut que ruiner les entreprises. C'est la première fois dans leur histoire que les P.M.E. se réunissent si nombreux, mais c'est le dernier aversément que nous donnons au gouvernement. »

Tout au long des six discours de leurs chefs de file, et à mo-

sure que le froid de la grande halle ouverte à tous vents les gagnait, les patrons — et c'était un exercice nouveau pour eux — s'essayèrent à huer le ministre de l'économie et des finances, mais leur voix ne s'unifia pas contre le président de la République. Seul un cri s'éleva lorsqu'un des orateurs prononça le nom de M. Giscard d'Estaing : « Il a trahi ! »

Certes, un de leurs responsables condamna les « trusts monopolistiques » dont nous sommes sous-traitants, qui ont rendu plus draconiennes leurs conditions de paiement et allongé leurs délais de règlement, mais, malgré la citation de Jaurès, il n'était pas question de tomber dans des excès révolutionnaires. Le gouvernement est bien sûr mis en cause, mais sous les yeux des patrons, la lutte contre l'inflation que pour ses objectifs.

M. Giscard, qui fut longtemps acclamé par les participants, débout, stigmatisa leur manque d'esprit syndical et déclara bien haut la « nécessité de cette fraternité industrielle... Mais c'est individuellement qu'à la sortie de cette réunion insoumise les patrons reprirent leur voiture, ou le métro, sans qu'aucun cortège spontané se forme...

JOSÉE DOYÈRE.

## SERIE 60: la puissance informatique à l'écoute de l'entreprise.

La Série 60, par son architecture, ouvre une nouvelle voie dans le dialogue utilisateurs/ordinateur.

Par le dialogue, la puissance informatique est à l'écoute permanente des événements de l'entreprise : c'est l'informatique transactionnelle.

La Série 60, une nouvelle étape en informatique, avec :

- les Décor, moyens simples d'évolution vers cette Série, - GCOS, le système d'exploitation déjà utilisé par les plus exigeants

de nos clients. La Série 60 permet la meilleure adaptation des moyens informatiques à toutes les tailles et tous les types d'entreprises, avec une gamme homogène de 10 ordinateurs répartis en 4 niveaux :

• 61/58 — 61/60 • 62/40 — 62/60 • 64/20 — 64/40 • 66/20 — 66/40 — 66/60 — 66/80.

La Série 60, une contribution européenne majeure à une informatique mondiale.



## Honeywell Bull

Votre partenaire en Informatique.

TRICITY AUTHORITY  
MANAGEMENT  
ARA/TURKEY



## LA SEMAINE FINANCIÈRE

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Effritement du dollar  
Bonne tenue du franc suisse

Effritement du DOLLAR, nouvel affaiblissement de la LIRE ITALIENNE, bonne tenue du FRANC SUISSE et du FRANC BELGE, tels ont été les faits marquants d'une semaine au demeurant fort calme pour les marchés des changes.

En dépit d'un léger redressement à l'approche du week-end, le DOLLAR a de nouveau fléchi cette semaine. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut sans doute voir dans la lente dérive des taux d'intérêt qui se poursuit aux Etats-Unis — la City Bank, deuxième banque du pays, ayant annoncé son intention de réduire à nouveau lundi prochain son taux de base (prime rate) de 1/2 % à 1 1/4 % — la cause essentielle du recul de la devise américaine. Ce recul va-t-il se poursuivre ? Oui, n'hésitent pas à affirmer certains spécialistes, qui, au-delà de l'évolution des taux, soulignent la faiblesse économique présentée par M. Ford et qui, à court terme, ne voient pas le crédit dont disposait le nou-

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre  
(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACES	Florin	Lire	Mark	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge
Londres	6,1591	1,5596	6,0074	2,3339	11,8375	6,7333	6,1338
New-York	37,8787	0,1695	38,5349	2,3339	21,1771	34,6389	34,2465
Paris	179,20	1,0779	123,72	11,0975	4,7310	162,98	162,98
Zurich	109,3560	4,1186	112,1165	6,7333	2,8870	61,8128	61,8128
Frankfurt	97,8378	3,8519	112,1165	6,7333	2,8870	61,8128	61,8128

veau président dans l'opinion américaine semble s'amoindrir rapidement. Le pronostic se vérifie-t-il ? Les banques centrales en décideront en dernier ressort.

La baisse du DOLLAR a été particulièrement sensible vis-à-vis du FRANC SUISSE qui, il est vrai, a largement bénéficié de la décision prise mercredi par les autorités helvétiques, d'abolir l'interdiction faite, depuis juillet 1972, aux banques suisses de rémunérer les dépôts étrangers. Cette mesure, a comme on pouvait s'y attendre, provoqué de nombreux achats de francs suisses, et la devise helvétique a monté sur toutes les places.

Le DEUTSCHEMARK en revanche a été diversement traité. En hausse vis-à-vis du DOLLAR, de la LIRE et de la LIVRE STERLING, il a baissé vis-à-vis du FLORIN et du FRANC SUISSE. La brutale reprise de la devise allemande qui s'était amorcée au milieu de la semaine dernière avait, on s'en souvient, intrigué

Les spécialistes. En fait, il semble bien qu'elle ait été due au réajustement par l'Iran de sa prise de participation de 25 % dans le groupe Krupp. Il n'en demeure pas moins que le Deutschemark n'est plus la monnaie la plus faible du « serpent européen », dont les devises les plus fortes restent le FRANC BELGE et le FLORIN qui précèdent en cette fin de semaine la COURONNE DANOISE, la COURONNE SUÉDOISE et le DEUTSCHEMARK. La COURONNE NORVÉGIENNE fermant la marche.

La LIVRE STERLING a baissé sur des rumeurs laissant entendre que le chancelier de l'Echiquier pourrait être amené à injecter 3 milliards de livres dans l'économie britannique à l'occasion de la présentation du mini-budget, le 13 novembre. Notons également que certains spécialistes se demandent si la décision helvétique de réajuster les dépôts étrangers n'indiquera pas certains pays du Moyen-Orient à se détourner de la City.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE

## La détente se poursuit

Bien que le loyer de l'argent sur le marché monétaire se soit maintenu à 13 1/4 % d'un vendredi à l'autre, l'on peut dire que la détente s'est poursuivie sur la place de Paris. Une certaine tension était bien enregistrée pendant les deux premiers jours de la semaine, le taux au jour le jour s'élevait à 13 1/2 % : sans doute, certains établissements avaient-ils pris un peu de retard dans la constitution de leurs réserves pour la période qui vient de s'achever. Mais, dès le mercredi, la Banque de France acceptait de prendre en pension 14 milliards de francs d'effets de première et seconde catégorie, ce qui eut pour effet de relâcher la tension et de ramener le taux à 13 1/4 % à la veille du week-end.

Elément encore plus significatif, l'Institut d'émission procédait vendredi à l'adjudication, valeur 21 octobre, de 39 milliards de francs d'effets de première et seconde catégorie, à des taux en baisse respectivement de 1/8 % à 11 1/2 %, et de 1/4 % à 13 1/8 %. C'est sur la seconde catégorie que la baisse s'est montrée la plus importante, d'autant qu'aucune

réduction n'était intervenue en la matière depuis la fin juillet. L'évolution a été la même pour l'adjudication de 8,5 milliards de francs à 11 5/8 % (— 1/4 %) d'effets à moyen terme réescomptés, les pensions sur bons du Trésor, valeur 21 octobre, s'établissant en recul de 1/8 % à 11 1/2 %. A terme, l'on note également des reculs de 1/4 % à 1/8 % (13 1/4 % sur un mois).

Ainsi, il semble bien que les autorités monétaires soient désormais désarmées de ne pas cumuler les effets restrictifs de l'encaissement par les banques de la pénalisation par les taux. Ce faisant, elles tendent à s'aligner sur une tendance mondiale à la détente, notamment aux Etats-Unis où la City Bank vient de ramener à 11 1/4 % son taux de base contre 12 % il y a quinze jours. A vrai dire, pour obtenir une baisse du taux d'intérêt, on table plutôt outre-Atlantique sur un relâchement de la demande de crédits que sur l'action des autorités monétaires. Nous n'en sommes pas encore là en France, mais peut-être... — P. R.

## Cachotteries

L'identité du mystérieux acheteur d'actions Le Nickel sur la Bourse de Paris depuis le début de l'année est enfin révélée : il s'agit de la société américaine Amco, qui a déclaré avoir acquis 850 000 titres, soit 10,7 % du capital du Nickel pour la somme de 28 millions de dollars. A vrai dire, l'on s'en doutait un peu (le Monde a du 17-18 mars 1974) : les transactions avaient porté sur plus de 600 000 titres entre janvier et février derniers, et la liste des candidats à une prise de participation dans cette société du groupe Rothschild, pauvre en trésorerie, après de lourdes pertes, mais riche en espérance, n'était pas très longue. On attendait R.T.Z., Anglo-American, ou Amco, ce fut

l'Anglais qui l'obtint, avec la bénédiction des pouvoirs publics. A vrai dire, une solution « étrangère » a été difficilement concevable... et autorisée. Cotée sur le pécuniaire, la société américaine se compare en définitive à une entreprise de l'étranger, mais elle n'est pas étrangère à la France, car elle a une participation de 58 %.

Le prix moyen d'achat des actions Le Nickel ressort de cette opération à 32,23 dollars, alors que le cours actuel n'est plus que de 15 dollars environ. La perte est sèche, mais une part dans le Nickel de Nouvelle-Calédonie vaut bien un centime... — F. R.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

## BAISSE DU CUIVRE - NOUVEAUX RECORDS SUR LE SUCRE

MÉTALLS. — Les cours du cuivre ont poursuivi leur mouvement de baisse et retrouvé leurs niveaux de printemps 1973, en dépit des rumeurs concernant l'arrêt des exportations nippones de métal rouge. En huit mois, les ventes japonaises auraient porté sur 350 000 tonnes de cuivre. Les acheteurs étrangers ont préféré demeurer sur la réserve, en raison d'une nouvelle hausse attendue (+ 5 000 tonnes) des stocks du Metal Exchange à Londres. En outre, pour la seconde fois en un mois, les quatre plus grands producteurs américains de cuivre viennent de réduire la production de 1 %.

Le marché a été irrégulier sur les cours du cacao, qui ont néanmoins progressé. Le ministère américain de l'Agriculture vient de réviser en hausse de 1 % ses estimations concernant la production pour la campagne en cours (1,456 million de tonnes contre 1,450 million de tonnes). Par conséquent, on obtient les chiffres suivants : Afrique 1 658 000 tonnes contre 961 000 tonnes pour la campagne suivante, Amérique du Sud 279 100 tonnes contre 248 100 tonnes contre 369 438 tonnes pour la période correspondante précédente.

Les cours du zinc se sont également inscrits en hausse, mais un temps de retard sur le cuivre, le zinc se trouve aujourd'hui dans une situation atonale. En effet, les stocks de métal rouge ont augmenté de 500 tonnes et certains observateurs prêtent aux Japonais l'intention de se porter vendeurs, avant le mois de mars, sur des quantités de métal qui totaliseraient 150 000 tonnes.

DÉTERMINÉS. — D'une semaine à l'autre, les cours du nickel ont atteint de nouveaux records malgré un repli technique à la veille du week-end. L'annonce d'un achat par le Japon de 500 tonnes de nickel à 960 dollars la tonne a relancé la spéculation. En Guyane, les pré-

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPEENNE - B.H.E.

Le conseil d'administration de la Banque Hypothécaire Européenne (B.H.E.), réuni le 10 octobre 1974 sous la présidence de M. Guy Dumas, a approuvé la situation de l'activité depuis le début de l'année et les résultats obtenus.

Le 30 juin 1974, les encours de crédits accordés et gérés en risques de crédit s'élevaient à 1 905 millions de francs.

Les comptes provisoires arrêtés à la même date, pour la période des six premiers mois de l'exercice, font apparaître un bénéfice brut d'exploitation de 1 000 millions de francs, après déduction des provisions et impôts, de 1 601 millions de francs contre 1 151 millions de francs au 30 juin 1973.

Il convient de noter que les résultats du premier semestre 1974 constituent un record pour la Banque Hypothécaire Européenne, ce qui s'explique par la participation majoritaire (60,3 %) détenue depuis le mois de juin 1973 par la Banque Hypothécaire Européenne dans le capital d'une société de crédit d'effets, le Crédit Immobilier (C.I.E.).

Le conseil d'administration de cette société filiale a également approuvé la situation de l'activité depuis le début de l'année et les résultats obtenus.

A cette date, les comptes provisoires arrêtés au 30 juin 1974, font apparaître un bénéfice brut d'exploitation, avant déduction des provisions et impôts, de 5,66 millions de francs contre 4,62 millions de francs un an auparavant.

## GESTION IMMOBILIÈRE

Sur la base des cours du 30 septembre 1974, l'actif net de la société s'élevait à 1 149 863 493,23 francs, contre 1 149 863 493,23 francs le 30 septembre 1973, soit une augmentation de 12,5 %.

A la même date, la valeur liquidative de l'action Gestion Immobilière, après déduction de 27 millions de francs d'un coupon net de 2 650, ressortait à 1 149,73 francs.

## SOCIÉTÉ NANCÉENNE ET VARIN-BERNIER

Répartition d'actions gratuites (1 pour 6)

Le conseil d'administration, dans sa séance du 17 octobre 1974, a décidé d'augmenter le capital social de 51 800 000 F par incorporation de 8 633 333 F prélevés sur les réserves, avec affectation de 51 800 000 F par action de 100 F nominal, fournissant : 1<sup>er</sup> janvier 1974, pour six actions anciennes.

Les opérations matérielles de dévaluation des actions nouvelles interviendront ultérieurement ; un avis à ce sujet précisera la date et le mode d'exécution.

## Bourses étrangères

## LONDRES

## Vif redressement

Le marché de Londres s'est vivement redressé cette semaine, atteignant son plus haut niveau depuis un mois, avec une hausse de 10 %. Les pessimismes régnant à la veille des élections a fait place à un léger regain d'optimisme à la suite des déclarations du premier ministre laissant prévoir l'injection de liquidités dans le circuit économique et une série de mesures de relance lors de la présentation du prochain budget le 12 novembre. L'appel à la modération lancé aux mouvements syndicaux par le puissant leader Mack Jones et les propos rassurants du chancelier de l'Echiquier ont également été bien accueillis. Les valeurs industrielles se sont bien comportées, mais la demande est restée peu importante en raison des inquiétudes soulevées par les difficultés d'un certain nombre de firmes. Inquiétudes également dans le secteur bancaire, où certains établissements spécialisés ont toujours en position délicate. Notre carnet, en revanche, des pétroles, tandis que les mines d'or ont coté du terrain à la suite de résultats trimestriels décevants.

Indices du Financial Times : Industriels, 216,3 (contre 190,9) ; Fonds d'Etat, 54,00 (contre 54,47) ; Mines d'or, 305,3 (contre 317,6).

Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
Bowater	85
Brit. Petroleum	254
Charter	82
Courtauld	87 1/2
De Beers	57 1/2
Free State Gold	19 1/2
Goldfields	182
Shell	138
Vickers	85
War Loan	23 5/8

## NEW-YORK

## Toujours optimistes

Une pause a été observée cet après-midi à Wall Street, où de fort ventes bénéficiaires ont ramené l'indice Dow Jones de 658,17 à 654,17. Après le redressement spectaculaire de la semaine précédente, les spéculateurs se sont montrés plus prudents, mais le fait que le marché s'accroît avec des gains et une certaine baisse de valeurs industrielles ont bien indiqué qu'un certain optimisme régnait à nouveau de l'autre côté de l'Atlantique.

Le mouvement de hausse, après une poursuite lundi, a été stoppé par d'abondantes prises de bénéfices mardi et mercredi, mais a repris jeudi, pour se valentir vendredi. L'annonce de résultats décevants de plusieurs grandes compagnies et chute du produit national brut troisième trimestre ont été contrebalancés par l'accroissement de la base des taux d'intérêt, le « prime rate » des banques revenant à 11 1/4 %, contre 12 % il y a trois semaines. Selon les observations de nombreux boursiers américains, insaisissables au développement d'une vision qu'ils avaient largement anticipée, spéculent maintenant à l'avance. Dans les compartiments, l'évolution a été très irrégulière au vu des résultats. A noter la forte reprise de Schlumberger et de la hausse d'I.T.T. en fin de semaine sur la rumeur, abondamment relayée par la presse, que certains Etats arabes projettent de prendre le contrôle de la puissante firme américaine, dont la capitalisation est évaluée à 25,5 milliards de dollars.

Indices Dow Jones : transport 149,02 (contre 148,13) ; services publics 70,20 (contre 68,22).

Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
Alcoa	35 3/4
A.T.T.	17 1/2
Boeing	17 1/2
Chase Nat. Bank	28 1/4
Du Pont de Nemours	108
Eastman Kodak	89 7/8
Exxon	85 3/8
Ford	34 1/2
General Electric	34 1/2
General Motors	39 1/2
Goodrich	35 1/2
I.B.M.	178
J.P.M.	15 3/4
Kennecott	16 1/2
Mobile Oil	36 1/2
Philips	28 1/8
Schlumberger	38 3/4
Texas	26 1/8
U.S. Steel	17 1/4
Union Carbide	41 1/2
U.S. West	41 1/4
Westinghouse	9 1/8
Woolworth	11 1/8

## TOKYO

## Nouvelle hausse

La reprise s'est confirmée à la Bourse de Tokyo, en liaison avec la médiane tenue de Wall Street, et l'espoir d'un desserrement du crédit. L'indice du Dow Jones a atteint 317,63 (contre 315,23) ; l'indice général, 262,24 (contre 260,48).

Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
Fuji Bank	345
Honda Motors	424
Mitsubishi Electric	379
Mitsubishi Heavy Ind.	112
Sony Corp.	1 629
Toyota Motors	438

## ALLEMAGNE

## Irrégulier

Les marchés allemands se sont montrés très irréguliers, l'incertitude continuant à régner. Les mises en chômage partiel annoncées par B.M.W. et Philips ont fait mauvaise impression.

Indices de la Commerzbank : 323,3 (contre 323,5 le 11 octobre).

Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
A.E.G.	74,50
Bosch	125,50
Deutsche Bank	125,50
Deutsche Lufthansa	125,50
Deutsche Telekom.	125,50
Deutsche Zigaretten	125,50
Deutsche Zigaretten	125,50
Deutsche Zigaretten	125,50

## BRUXELLES

## Indécis

L'attention du marché s'est portée cette semaine sur le secteur bancaire, à la suite des pertes de change annoncées par la Banque de Bruxelles, dont le cours est tombé au plus bas de l'année. Notre reprise de mercredi.

Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
Arbed	4 483
Asarco	2 232
Cock Ougre	1 414
Electrobel	5 108
Leimbert	1 880
Petrobel	3 358
Solvay	1 146
Soc. Générale	2 459
Union Minière	1 229

## SUISSE

## Bien orienté

Les valeurs suisses ont enregistré des gains parfois substantiels dans tous les compartiments, notamment les banques, à la suite de la levée de l'interdiction qui leur avait été faite en juillet 1973 de rémunérer les dépôts des non-résidents.

Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
Brown-Boveri	850
CIBA-Geigy	1 320
Fortis-Luxemb.	75 598
Nestlé	2 329
Sulzer	2 329
U.S. Suisse	2 415

الجمهورية العربية السورية







### Versailles, avant le Congrès

La Commission n'exclut pas d'autres mesures contraignantes, mais les Nient, qui redoutent les restrictions des exportations agricoles, risquent de se voir écartés de cause pour que la Communauté procède par paliers.

La Commission va encore proposer au conseil de supprimer les subventions de 100 millions de francs d'amidon de maïs et de fécule de pommes de terre, qui atteignent la somme coquette de 880 millions de francs.

**PHILIPPE LEMAÎTRE.**

1